MFPrécaution

MFPrécaution
Le garant de vos projets

# RAPPORT NARRATIF 2017

# ➢SFCR (1)

# de l'Union MFPrécaution

**Approuvé par le Conseil d'administration du 26 avril 2018**

(1) Solvency and Financial Condition Report (rapport sur la solvabilité et la situation financière)

*RESUME* ..... *5*
*1 Activité et résultats* ..... *7*
1.1 Activité et environnement externe ..... 7
1.1.1 Informations générales ..... 7
1.1.2 Les contrats en portefeuille, les mutuelles adhérentes et les principaux résultats ..... 8
1.1.3 L'organisation de l'Union MFPrécaution ..... 9
1.1.4 Contexte et contraintes dans lesquels l'organisme exerce ses activités ..... 11
1.2 Performances et résultats des activités de souscription ..... 13
1.2.1 Données clés et résultats des 3 contrats assurés par l'Union ..... 13
1.2.2 Résultats des autres activités ..... 13
1.2.3 Autres informations ..... 13
*2 Système de Gouvernance* ..... *14*
2.1 Informations générales sur le système de gouvernance ..... 14
2.1.1 Organisation générale et instances de décisions ..... 14
2.1.1.1 L'Assemblée générale ..... 14
2.1.1.2 Le Conseil d'administration ..... 16
2.1.1.3 Le Bureau ..... 18
2.1.1.4 La Direction générale ..... 19
2.1.1.5 Les Comités et Groupes de travail ..... 20
2.1.2 Les fonctions clés ..... 23
2.1.2.1 La fonction-clé « gestion des risques » ..... 24
2.1.2.2 La fonction-clé « audit interne » ..... 25
2.1.2.3 La fonction-clé « actuarielle » ..... 25
2.1.2.4 La fonction-clé « vérification de la conformité » ..... 26
2.1.2.5 Changements importants survenus au cours de l'exercice ..... 27
2.1.2.6 Adéquation du système de gouvernance ..... 27
2.2 Politiques et pratiques en matière de rémunération ..... 28
2.2.1 La rémunération des administrateurs et dirigeants ..... 28
2.2.2 La rémunération des collaborateurs ..... 29
2.3 Exigences de compétence et d'honorabilité ..... 29
2.3.1 Description des exigences d'aptitudes, de connaissances et d'expertise ..... 29
2.3.2 Processus d'appréciation de la compétence et de l'honorabilité ..... 30
2.4 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité ..... 32
2.4.1 Présentation du dispositif de gestion des risques ..... 32
2.4.1.1 Présentation générale ..... 32
2.4.1.2 Comités et sous-comités en charge de la gestion des risques ..... 33
2.4.1.3 Rôle spécifique de la Fonction Gestion des risques ..... 34
2.4.1.4 Processus de décision et de reporting ..... 34
2.4.2 Corpus documentaire et organisation ..... 35
2.4.2.1 Une Charte de gouvernance et de gestion des risques ..... 35
2.4.2.2 Les Politiques de risque ..... 35
2.4.3 Evaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) ..... 36
2.4.3.1 L'ORSA de MFPrécaution ..... 36
2.4.3.2 Processus de surveillance et de gestion ..... 39
2.4.3.3 Processus ORSA ..... 40
2.4.4 Système de contrôle interne ..... 41
2.4.4.1 Organisation générale ..... 41
2.4.4.2 Travaux en matière de contrôle interne ..... 42
2.4.4.3 Evaluation du dispositif de Contrôle interne de l'Union ..... 42
2.4.4.4 Rôle spécifique de la fonction vérification de la conformité ..... 43
2.4.4.5 Synthèse du dispositif de Contrôle interne, au 31/12/2017 ..... 45
2.4.5 Fonction d'Audit interne ..... 46
2.4.5.1 Organisation de la fonction d'audit interne ..... 46
2.4.5.2 Rang et indépendance de l'audit interne ..... 46
2.4.5.3 Présentation des travaux de l'audit interne ..... 47

2.4.6 Fonction actuarielle ..... 48
2.4.7 Sous-traitance ..... 48
2.4.8 Autres informations ..... 50
*3 PROFIL DE RISQUE ..... 50*
3.1 Risque de souscription ..... 51
3.1.1 Exposition au risque de souscription ..... 51
3.1.1.1 Méthode d'évaluation du risque de souscription ..... 51
3.1.1.2 Risques significatifs identifiés par MFPrécaution ..... 51
3.1.2 Concentration des risques de souscription ..... 52
3.1.3 Atténuation du risque de souscription ..... 52
3.1.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité ..... 52
3.1.4.1 Description des méthodes et hypothèses utilisées ..... 52
3.1.4.2 Résultats des tests ..... 52
3.2 Risque de marché ..... 52
3.2.1 Exposition au risque de marché ..... 53
3.2.1.1 Méthodes d'évaluation du risque de marché ..... 53
3.2.1.2 Respect du principe de la personne prudente dans la gestion des investissements ..... 53
3.2.1.3 Risques significatifs identifiés par MFPrécaution ..... 54
3.2.2 Concentration des risques de marché ..... 55
3.2.3 Atténuation du risque de marché ..... 55
3.2.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité ..... 55
3.2.4.1 Description des méthodes et hypothèses utilisées ..... 55
3.2.4.2 Résultats des tests ..... 55
3.3 Risque de contrepartie ..... 56
3.3.1 Exposition au risque de contrepartie ..... 56
3.3.1.1 Méthode d'évaluation du risque de contrepartie ..... 56
3.3.1.2 Risques significatifs identifiés par MFPrécaution ..... 56
3.3.2 Concentration des risques de contrepartie ..... 56
3.3.3 Atténuation du risque de contrepartie ..... 56
3.3.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité ..... 56
3.3.4.1 Description des méthodes et hypothèses utilisées ..... 56
3.3.4.2 Résultats des tests ..... 57
3.4 Risque de liquidité ..... 57
3.4.1 Exposition au risque de liquidité ..... 57
3.4.1.1 Méthodes d'évaluation du risque de liquidité ..... 57
3.4.1.2 Risques significatifs identifiés par MFPrécaution ..... 57
3.4.2 Concentration des risques de liquidité ..... 58
3.4.3 Atténuation du risque de liquidité ..... 58
3.4.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité ..... 58
3.5 Risque opérationnel ..... 58
3.5.1 Exposition au risque opérationnel ..... 58
3.5.1.1 Méthode d'évaluation du risque opérationnel ..... 58
3.5.1.2 Description des risques matériels identifiés ..... 58
3.5.1.3 Concentration des risques opérationnels ..... 59
3.5.1.4 Atténuation du risque opérationnel ..... 59
3.5.1.5 Scénarios adverses et analyse de sensibilité ..... 59
3.6 Autres risques ..... 59
3.6.1 Exposition aux autres risques ..... 59
3.6.1.1 Méthode d'évaluation du risque ..... 59
3.6.1.2 Description des risques matériels identifiés ..... 59
3.6.2 Concentration des autres risques ..... 60
3.6.3 Atténuation des autres risques ..... 60
3.6.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité ..... 60
3.7 Autres informations pertinentes ..... 60
*4 BILAN REGLEMENTAIRE (VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE) ..... 62*
4.1 Actifs ..... 62

4.1.1 Principes de comptabilisation et de valorisation des actifs ..... 62
4.1.2 Principaux actifs de l'Union ..... 62
4.1.2.1 Actifs incorporels ..... 63
4.1.2.2 Placements ..... 63
4.1.2.3 Crédit-bail et Locations ..... 64
4.1.2.4 Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance ..... 64
4.1.2.5 Autres créances (hors assurance) ..... 65
4.1.2.6 Trésorerie – Liquidités ..... 65
4.1.2.7 Autres actifs ..... 65
4.1.2.8 Impôts différés actifs ..... 65
4.2 Provisions techniques : description des méthodologies actuarielles et les hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques ..... 66
4.3 Autres passifs ..... 75
4.3.1 Impôts différés au passif ..... 75
4.3.2 Autres passifs ..... 75
4.4 Autres informations ..... 76
4.4.1 Présentation des engagements de hors bilan pour lesquels une valeur maximale ne peut pas être reportée dans le template S.03.01 du QRT ..... 76
4.4.2 Description des données clés utilisées et des différentes procédures garantissant la qualité des données 76
*5 GESTION DU CAPITAL ..... 76*
5.1 Fonds propres ..... 76
5.1.1 Ratio de solvabilité ..... 76
5.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis ..... 78
5.2.1 Calcul du SCR ..... 78
5.2.2 Décomposition du SCR ..... 80
5.2.3 Calcul du MCR ..... 80
*6 CONCLUSION ..... 81*
*ANNEXE 1 ..... 82*
*ANNEXE 2 ..... 86*
*ANNEXE 3 ..... 97*

# RESUME

Le présent rapport a été validé, pour transmission à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), 61, rue Taitbout 75436 Paris Cedex 09, par le Conseil d'administration de l'Union MFPrécaution lors de sa séance du 25 avril 2018.

Ce rapport concerne l'année 2017 marquée par les principaux évènements suivants.

- Une activité « caution » qui poursuit sa baisse malgré un marché immobilier en hausse, la promotion par les établissements bancaires de l'offre de cautionnement mutualiste portée par MFPrécaution semblant ne plus être leur priorité, ceux-ci souhaitant privilégier leur propre caution et surtout leur propre assurance de groupe en emprunteurs.
- Des résultats techniques encore extrêmement favorables avec une sinistralité très faible en baisse par rapport aux années précédentes.
- Le fonctionnement des services en vitesse de croisière après la finalisation de l'internalisation depuis 2016 des différentes activités jusqu'alors externalisées (comptabilité, pilotage financier, contrôle de gestion, front-office téléphonique, contrôle interne) sans surcoût pour l'Union.
- La mise en place de l'outil Assuretat dans l'objectif de maîtriser la transcodification et la transmission des états prudentiels à l'ACPR.
- La finalisation du dispositif de contrôle interne par l'actualisation de ce dispositif pour les processus internes historiques et pour les processus nouvellement internalisés mais également pour les processus faisant encore l'objet d'une externalisation.
- L'adhésion à la caution fédérale de l'Union Mutame (Union de 7 mutuelles d'agents territoriaux) et le départ de la MCVPAP.
- La mise en place de la nouvelle gouvernance, proportionnée et efficace, propre à garantir une gestion professionnelle, saine et prudente des activités et intégrant le suivi et la mesure des risques induits par les décisions stratégiques ou de gestion prises par l'Union. Ce dispositif incluant les quatre fonctions de supervision Gestion des risques, Audit interne, Conformité et Actuariat, et s'appuyant également sur le processus ORSA, permet de suivre et confirmer la solvabilité de MFPrécaution.
- La mise en place d'une solution de réassurance dès le 1er janvier 2018 avec la SCOR pour faire face, à terme, aux nouvelles exigences prudentielles concernant la branche 15 (caution) demandées par le régulateur français.

Pour rappel, en mai 2016, les Dirigeants de l'Union ont été informés par l'Autorité de Contrôle Prudentielle et de Résolution (ACPR) d'orientations visant à modifier les règles prudentielles de solvabilité exigées aux organismes d'assurance relevant de la branche 15.

Les Instances (AG et CA) ainsi que les Présidents des mutuelles membres ont été tenues informés de ces évolutions ainsi que des discussions avec l'ACPR. Elles ont conduit à trouver des solutions permettant de réduire les impacts découlant de ces nouvelles exigences par :

- un report de la prise d'effet de la mesure au 1er janvier 2018 contre le 1er janvier 2016 initialement annoncé,
- une exemption essentielle du stock des cautions accordées jusqu'au 31 décembre 2017 qui reste néanmoins soumis aux règles du SCR Solvabilité 2 tout comme les autres activités de l'Union (essentiellement le contrat « chômage » et la caution locative),
- une minoration du taux annoncé à 2,2% de l'encours nouveau revu à la baisse à 2%.

La circulaire du 25 juillet 2017 a précisé les modalités d'application de l'exigence supplémentaire imposée par le régulateur français à savoir que :

- les organismes doivent démontrer qu'ils disposent d'une robustesse suffisante leur permettant d'assumer leurs engagements vis-à-vis des organismes prêteurs, y compris dans les cas extrêmes,
- les organismes qui pourront démontrer, à partir du 1er janvier 2018 et de façon permanente, leur capacité à résister à un choc d'une ampleur équivalente à 2% de leurs encours de prêts garantis générés à partir de cette date, pourront bénéficier « **d'un traitement favorable dans les livres des établissements bancaires bénéficiaires de ces cautions. »**
- dans l'hypothèse où un organisme ne serait pas en mesure de démontrer sa capacité à satisfaire ce niveau de robustesse, le traitement prudentiel des crédits cautionnés dans les livres des banques dispensatrices pourrait être remis en cause.

Ainsi, l'Union MFPrécaution reste réglementairement soumise à Solvabilité 2 et doit donc continuer de calculer ses éléments de solvabilité selon les spécifications de la Directive européenne pour l'ensemble de ses activités.
Elle reste donc soumise à l'envoi à l'ACPR des informations prévues par cette Directive européenne et notamment son niveau de fonds propres réglementaire exigé (le SCR Solva 2).
En revanche, elle doit également intégrer dans son ORSA cette exigence supplémentaire demandée par le régulateur français et démontrer qu'elle la couvre sur la période de son business plan.
MFPrécaution a donc déroulé son business plan sur une plus longue période (10 ans au lieu de 5 auparavant) pour démontrer que :

- à très court terme (jusqu'en 2020), elle pourra respecter ce niveau supplémentaire de réserves exigé,
- à moyen-long termes, les nouvelles exigences demandées par le régulateur français entraineront un besoin supplémentaire de fonds propres et de réserves allant bien au-delà de ce dont disposera l'Union qui ne pourra donc respecter les nouvelles exigences qu'en ayant recours à de la réassurance.

La solution de réassurance a ainsi étudiée tout au long de l'année 2017 afin de nouer des partenariats de longs termes avec le réassureur choisi qui permettra la poursuite de l'activité.

Cette réassurance a été mise en œuvre avec la SCOR à partir de l'exercice 2018 et son coût a été contenu bien en deçà de la fourchette annoncée et acceptée par les mutuelles.

# 1 Activité et résultats

## *1.1 Activité et environnement externe*

MFPrécaution est une Union mutualiste, soumise au livre II du code de la Mutualité. Elle a pour activité principale le cautionnement de prêts immobiliers.
En effet, MFPrécaution délivre un engagement de caution solidaire au profit d'établissements prêteurs pour garantir le remboursement des prêts immobiliers contractés par les membres participants en cas de défaillance de ceux-ci.

La cotisation associée à la caution accordée est prise en charge par la mutuelle dont relève le demandeur et lui évite l'inscription d'hypothèque et les frais de mainlevée de la garantie hypothécaire en cas de revente du bien acquis.

A ce jour, MFPrécaution s'est portée caution de plus de 91.700 prêts représentant un montant global d'encours cautionnés de près de 4,45 milliards d'euros.

Pour répondre au mieux à leurs besoins, 21 mutuelles et union de la Fonction publique proposent la caution à leurs adhérents. MFPrécaution a par ailleurs conclu des accords de partenariat avec 11 établissements bancaires, ces accords permettant aux adhérents des mutuelles de bénéficier d'avantages certains au regard des offres de prêt du marché.

### 1.1.1 Informations générales

L'Union MFPrécaution a été créée par l'Assemblée générale constitutive du 26 septembre 2008. Son activité exercée uniquement en France est née du transfert des activités des branches 15 et 16 de l'Union Mutualiste de Prévoyance Non-Vie et Caution de la Mutualité Fonction Publique dite MFPrévoyance (l'«Union Fondatrice »), à effet du 1er janvier 2008.

L'Union est inscrite sous le numéro de SIREN 508 400 629. En application des dispositions de l'article L612-2 du code monétaire et financier, elle est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle prudentiel et de résolution (APR), situé 61 rue Taitbout, 75009 PARIS.

L'Union a son siège social à Paris (62 rue Jeanne d'Arc, 75013 PARIS). Elle est adhérente à la FNMF (Fédération Nationale de la Mutualité Française), organisation professionnelle représentant la quasi-totalité des mutuelles en France.

Depuis sa création, l'Union a pour Commissaire aux comptes :

- Titulaire : Cabinet Mazars représenté par Monsieur Nicolas DUSSON (61 rue Henri Regnault, 92075 Paris La Défense cedex)
- Suppléant : Monsieur Michel Barbet Massin (61 rue Henri Regnault, 92075 Paris La Défense Cedex).

Les mutuelles ou Union membres de l'Union sont au nombre de 24 :

- MFP Services
- MAEE
- HARMONIE FONCTION PUBLIQUE
- MNH
- LAMIE
- INTERIALE
- MMJ
- MGAS

- MCDEF
- MPCDC
- MGEFI
- MCF
- Douanes-Atlas
- MGP
- MPAN
- MINSEE
- MNT
- Union MUTAME
- MSPP
- MSP
- MVTE
- MTH
- MNFCT
- MASFIP

Pour cela, ces mutuelles ou unions régies par le code de la mutualité ont souscrit auprès de MFPrécaution, au bénéfice de leurs adhérents, au moins un contrat permettant à ces derniers de bénéficier des prestations et services de l'Union.

### 1.1.2 Les contrats en portefeuille, les mutuelles adhérentes et les principaux résultats

**↳ La convention d'assurances collectives de cautionnement de prêts immobiliers (CACCPI) dénommée également « caution fédérale » relevant de la branche 15**

Elle est souscrite par les mutuelles suivantes.
MAEE / MNH / MCDEF / MPCDC / MCF / MNFCT / MGP / MPAN / MDD ATLAS / MINSEE / LAMIE / INTERIALE / MMJ / MGAS / MSPP / MSP / Mutuelle Varoise des Travailleurs de l'arsenal / MTH / Union MUTAME / MASFIP / HFP.

L'Union reçoit les demandes de souscription à cette Convention de la part des mutuelles et son Conseil d'administration décide de l'acceptation ou du refus de chaque souscription. En tout état de cause, la souscription ou l'entrée dans la caution fédérale nécessite l'adhésion à l'Union.
Il convient de noter que la Mutuelle Complémentaire de la Ville de Paris et de l'Assistance Publique (MCVPAP) a résilié, à effet du 1er janvier 2017 son adhésion à la caution fédérale.

Une fois souscrite, la caution apportée par MFPrécaution est proposée par les mutuelles à leurs adhérents à travers l'ensemble de leur communication et de leur réseau de conseillers mutualistes.

En 2017, le nombre de nouveaux dossiers cautionnés était de **2.574** contre 3.075 l'an dernier représentant **un encours nouveau de 400 M€** contre 457,0 M€ en 2016.

Le stock de prêts sur lequel la garantie de l'Union est engagée était, à la fin de l'exercice 2016 de **91.719** contre 100.337 prêts pour un encours cautionné au 31 décembre 2017 de **4.449,4 M€.** Il était de 4.784,7 M€ un an auparavant.

**Le chiffre d'affaires** de la caution fédérale était en 2016 **de 2,0 M€** contre 2,3 M€ l'an dernier. Il résulte de l'application du taux de cotisation approuvé par l'Assemblée générale à l'encours nouveau cautionné de l'année.

**Le résultat technique du contrat est positif en 2017** du fait d'une sinistralité qui, à l'instar des années précédentes, reste particulièrement faible à **401,42 K€** (776,8 K€ en 2016) d'appels en garantie et de frais payés pour **1.071,13 K€** de récupérations (560,9 K€ en 2016), permettant ainsi à l'Union de récupérer sur l'exercice plus que ce qu'elle a dû payer. Elle a ainsi pu servir à ses mutuelles membres au titre de la caution fédérale des participations bénéficiaires équivalentes aux cotisations appelées.
Le contrat de caution, la CACCPI n'était pas réassuré en 2017.

Le P/C brut (hors provisionnement) ressort négatif puisque la sinistralité l'est tandis que le P/C net (y compris le différentiel de provisions) est également négatif.

**↳ La convention de cautionnement des baux d'habitation dénommée également « caution locative » qui relève également de la branche 15**

Elle est souscrite par MNFCT / MNT / MAEE / MASFIP / Mutuelle des Douanes Atlas / MMJ.
A partir du 1er janvier 2017, HFP a également souscrit à ce contrat.

C'est une activité très marginale puisque **40 cautions locatives** ont été accordées en (29 en 2016) et le **stock de caution locative** au 31/12/20176 s'élevait à **138 dossiers (112 à fin 2016). Son chiffres d'affaires** ressort à un peu plus de **14,8 K€** (13 K€ en 2016) avec un résultat négatif de **10 K€** (il était à 0 l'an dernier).
Le contrat n'est pas significatif et non réassuré.

**↳ Le contrat d'assurances emprunteurs « perte d'emploi » dénommée aussi « contrat « chômage » relève de la branche 16**

Il est souscrit par MAEE / MNH / MCDEF / MPCDC / MCF / MNFCT / MGP / AMPAN / MGEFI / LAMIE / INTERIALE / MMJ / MGAS / MSPP / MSP / Mutuelle Varoise des Travailleurs de l'arsenal / MTH / HFP/ Union MUTAME/ MNT.

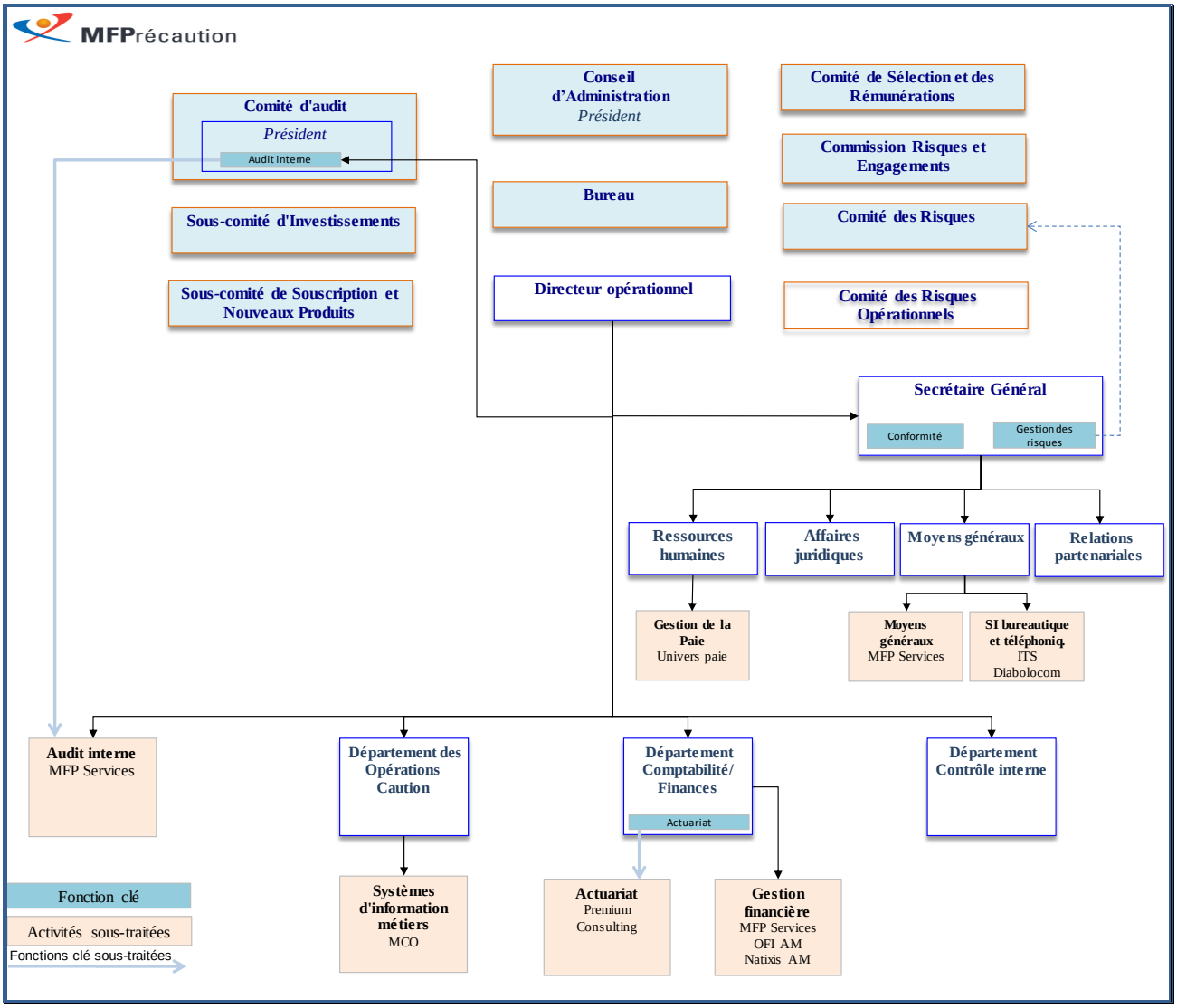
Ce contrat de **19.033 adhérents** (21.251 adhérents l'an dernier) est coassuré avec CNP Caution, cette dernière en étant l'apériteur. La quote-part de MFPrécaution est de 30% et n'est pas réassurée.

Au titre de la quote-part coassurée, le chiffre d'affaires du contrat en 2017 était de **735,4 K€** (798,5 K€ l'an dernier) et son résultat créditeur de **429,6 K€** (contre 965,7 K€ en 2016) suite essentiellement à des reprises de provisions.
Le P/C brut du contrat est en 2016 de **21,0 %** (22,3 % l'an dernier) tandis que le P/C net est de **6,2 %.** Il était négatif en 2016 en raison d'une forte reprise de provisions.

### 1.1.3 L'organisation de l'Union MFPrécaution

**↳ Organigramme de l'Union au 31/12/2017**

Elle est inchangée par rapport à l'an dernier.




Sur le plan fonctionnel, les activités de Direction sont assumées par l'Union elle-même avec deux dirigeants effectifs (le Président élu par l'Assemblée générale et le Directeur opérationnel), tous deux nommés par le Conseil d'administration dans le cadre de l'approbation, le 28 octobre 2015, de la Charte de gouvernance.

Les quatre fonctions clés sont assumés par :

- Fonction clé « gestion des risques » : le Secrétaire général de l'Union ;
- Fonction clé « actuariat » : le responsable comptable et financier, fonction déléguée à la Directrice générale du prestataire Premium ;
- Fonction clé « audit » : le Président du Comité d'audit, administrateur de l'Union, fonction déléguée à l'auditeur interne de MFP Services ;
- Fonction clé « conformité » : le Secrétaire général de l'Union.

**Sous-traitance**

En matière de sous-traitance, MFPrécaution a fait le choix stratégique et organisationnel de sous-traiter certaines de ses activités. Les activités sous-traitées, ainsi que les processus mis en œuvre pour garantir la maîtrise des risques sur ces activités externalisées pour que la qualité et la continuité des services apportés aux mutuelles membres de l'Union et à leurs adhérents soient maintenues et que la qualité de son système de gouvernance et de maîtrise des risques ne soit pas compromise. Le dispositif de sous-traitance est précisément exposé au chapitre 2.4.7.

### 1.1.4 Contexte et contraintes dans lesquels l'organisme exerce ses activités

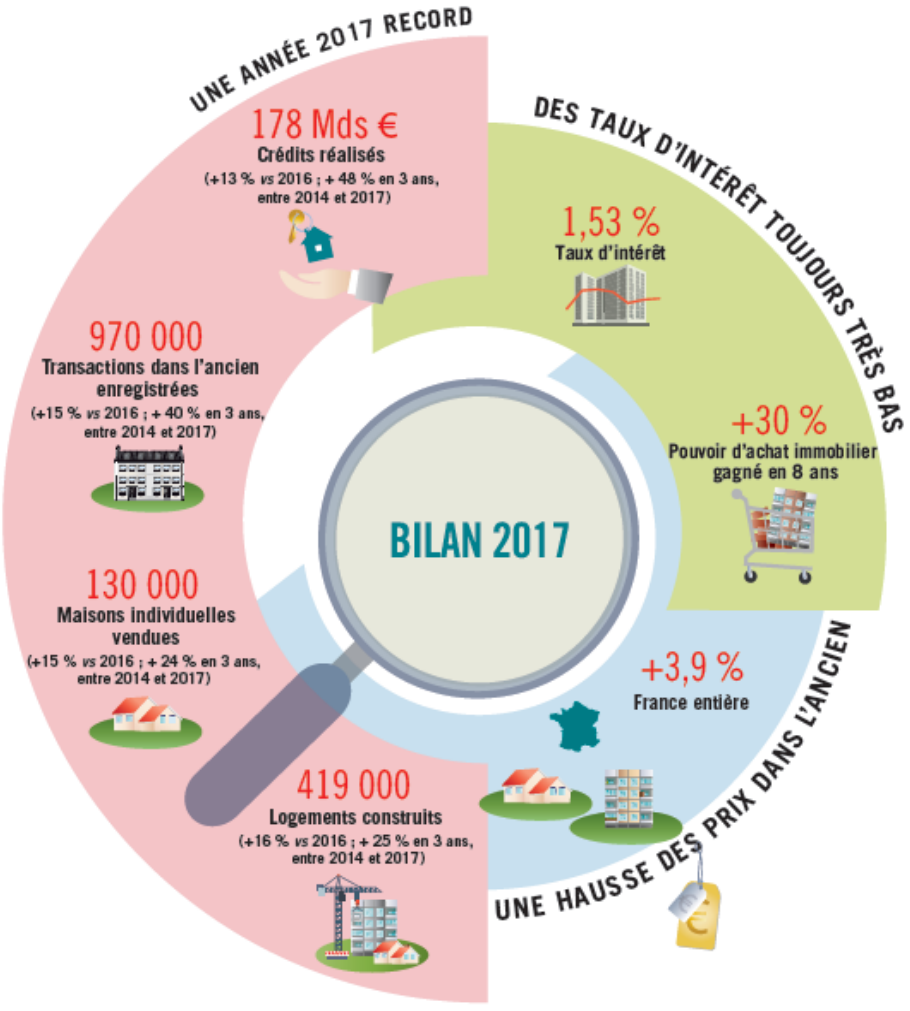
L'activité principale de l'Union étant celle de garant de crédits immobiliers, elle s'intéresse essentiellement à suivre son environnement et plus précisément le marché de l'immobilier et, conséquemment, celui des crédits permettant l'accession à la propriété.

L'année immobilière 2017 a été exceptionnelle sur tous les fronts favorisée par la poursuite d'une politique monétaire toujours accommodante de la BCE permettant de maintenir des taux d'intérêt très bas. De la même façon, l'efficacité des mesures de soutien public, notamment le Prêt à Taux Zéro (PTZ) et l'APL-accession, ainsi que le dispositif Pinel d'aide à l'investissement locatif a très largement favorisé le marché.

S'agissant des taux de crédit immobilier pour les particuliers, au 4ème trimestre 2017, ils n'étaient pas loin de leur niveau historiquement bas de l'année précédente à 1,50 %, contre 1,32 % à la même époque il y a un an. Depuis de nombreuses années, la France est un des pays qui affichent les taux d'intérêt de crédit les plus bas en Europe.

Dans ce contexte, le volume des crédits hors rachat de crédit a atteint le niveau de 178 Mds d'€ en hausse de plus de 15 % par rapport à 2016 (154 Mds d'€). En trois ans, la hausse a été de 48 de 2014 à 2017.

La durée moyenne des crédits est restée autour de 17 ans et 7 mois soutenant la demande des ménages aux revenus modestes (211 mois en 2017 contre 214 mois l'an dernier).



970 000 transactions dans l'ancien ont été enregistrées, un niveau supérieur de 30 % à la moyenne observée au cours des dix dernières années. La hausse est de 15 % en un an et de 40 % sur trois ans.

En moyenne nationale, les prix sont toujours à la hausse avec une augmentation moyenne de 2,0 % en comparant les prix d'une année sur l'autre.

419 000 logements ont été construits (+ 16 % sur un an et + 25 % sur trois ans). Porté par l'accession (+ 20 % sur un an) et l'investissement locatif (+ 20 %), le marché du neuf n'a pourtant pas encore retrouvé les niveaux d'avant-crise (494 000 logements commencés en 2006).

Enfin, 130 000 maisons individuelles neuves ont été commercialisées, 15 % de plus qu'en 2016.

Malgré cet environnement favorable, l'année 2017 a été marquée par un net ralentissement de l'activité de cautionnement de l'Union.

Cette baisse continue depuis deux ans malgré la poursuite du redémarrage du marché des prêts immobiliers dans un contexte d'augmentation du volume des transactions mais également de la poursuite des opérations de rachats et de renégociations liée à un environnement très favorable de taux d'intérêt bas trouve sans doute son explication dans la concurrence forte entre les établissements de crédit pour la conquête du marché des prêts et l'assurance des emprunteurs qui leur est associée. Le lien obligatoire entre le cautionnement apporté par la mutuelle et l'assurance obligatoire de celle-ci n'incite plus les partenaires bancaires à favoriser et promouvoir, autant qu'ils le faisaient auparavant, le dispositif mutualiste fonctionnaire.

La caution délivrée par l'Union est un engagement de caution solidaire délivré par MFPrécaution au profit d'établissements prêteurs pour garantir le remboursement des prêts immobiliers contractés par les membres participants en cas de défaillance de ceux-ci.

Elle est offerte aux adhérents des mutuelles souscriptrices à coût nettement inférieur au marché (tarif de 1% à 2% du capital emprunté) et évite l'inscription d'hypothèque et les frais de mainlevée de la garantie hypothécaire (environ 0,7% du montant de l'emprunt) en cas de revente du bien acquis. La cotisation appelée par MFPrécaution pour chaque caution nouvelle accordée est prise en charge par la mutuelle adhérente à l'Union.

Elle offre à la banque une garantie pérenne. En contrepartie, la banque consent des conditions privilégiées aux adhérents disposant de la caution (taux privilégiés, absence d'indemnités en cas de remboursement anticipé partiel ou total, pas de frais de dossiers….).

L'ensemble des droits et obligations des partenaires ressort de Conventions de partenariat signées entre MFPrécaution et chacun de ses 11 partenaires bancaires.

Les conditions précises d'octroi de la garantie relèvent du règlement de la caution fédérale repris dans la CACCPI.

Chaque année, le Conseil d'administration vote le montant maximum des engagements annuels que l'Union est en capacité d'apporter aux adhérents des mutuelles. Pour 2017, ce montant plafond était de 800 millions d'€. Il a été réalisé à hauteur de **50 %.** A ce jour, jamais l'Union ne s'est trouvée dans l'obligation d'interrompre son activité parce que ce plafond était atteint avant le 31 décembre. Si cela devait se produire, le suivi mensuel de l'encours cautionné permettrait de se présenter devant le Conseil d'administration pour soit confirmer l'enveloppe et prendre les décisions idoines, soit l'augmenter.

En tant qu'Union de livre 2 du Code de la mutualité, MFPrécaution respecte l'ensemble des règles prudentielles et des obligations des organismes d'assurance, pour les branches qu'elle assure.

Sur ce marché, il existe de nombreux organismes apportant leur caution. Cependant, sur celui plus précis des mutuelles de la Fonction publique, trois autres acteurs importants apportent à des mutuelles ce type de garanties à savoir :

- la MGEN pour ses propres adhérents,
- Parnasse Garanties,
- CNP Caution.

## 1.2 Performances et résultats des activités de souscription

### 1.2.1 Données clés et résultats des 3 contrats assurés par l'Union

| Contrats | Cotisations nettes en € | | Prestations nettes de récupération en € | | Variation de provisions en € | | Produits financiers affectés en € | | Frais ou chargement de gestion en € | | Résultat en € | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2016 | **2017** | 2016 | **2017** | 2016 | **2017** | 2016 | **2017** | 2016 | **2017** | 2016 | **2017** |
| **Caution fédérale** | 2 284 802 | **2 001 813** | -215 816 | **669 713** | 737 731 | **1 761 612** | 506 689 | **674 360** | -1 439 813 | **-1 598 031** | 1 873 593 | **3 509 467** |
| **Caution locative** | 13 076 | **14 803** | -4 487 | **-11 158** | 6 555 | **1 675** | 178 | **50** | -15 312 | **-15 702** | 10 | **-10 332** |
| **Chômage** | 798 524 | **735 401** | -177 814 | **-154 280** | 649 260 | **373 996** | 11 539 | **20 458** | -315 774 | **-280 830** | 965 735 | **694 745** |
| **TOTAL** | 3 096 402 | **2 752 017** | -398 117 | **504 275** | 1 393 546 | **2 137 283** | 518 406 | **694 868** | - 1 770 899 | **- 1 894 563** | 2 839 338 | **4 193 880** |

### 1.2.2 Résultats des autres activités

Au titre des autres activités techniques lui procurant un résultat, MFPrécaution s'est vu confier par un certain nombre de mutuelles, le traitement de la relation avec leurs adhérents pour la constitution et la complétude des dossiers de demande de caution, mission qui nativement, relevait du souscripteur. En contrepartie de cette mission déléguée dite de pré-liquidation des dossiers de caution, l'Union perçoit de ces mutuelles une rémunération au dossier pré-liquidé dont le montant, pour l'exercice 2017, a été d'environ **50 K€** (61 K€ en 2016), baisse liée à la baisse de l'activité.
S'agissant des produits financiers non affectés, ils se montent en 2017 à **365,5 K€** contre 253,2 K€ en 2016.

### 1.2.3 Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union susceptible d'impacter l'activité ou les résultats n'est à mentionner.

# 2 Système de Gouvernance

Le système de gouvernance de MFPrécaution fait l'objet d'une politique écrite nommée Charte de gouvernance et de Gestion des Risques, validée par le Conseil d'administration du 28 octobre 2015 et dont l'actualisation fin 2017 a été validée par le Conseil d'administration du 17 janvier 2018. Le système de gouvernance décrit ci-dessous a été instauré dans l'objectif d'une adaptation efficace au profil de risque de l'Union.

## *2.1 Informations générales sur le système de gouvernance*

### 2.1.1 Organisation générale et instances de décisions

Le choix du système de gouvernance de l'Union a été opéré en conformité avec les articles 41 à 49 de la Directive, transposés aux articles L.114-21, L.211-121 à 14 du code de la mutualité et détaillés dans les articles 258à 260, 266 à 275 des actes délégués.

La gouvernance de l'Union est ainsi fondée sur la complémentarité entre :

- les administrateurs élus (Conseil d'administration),
- la Présidence et la Direction opérationnelle choisie pour ses compétences techniques et managériales (dirigeants effectifs),
- les fonctions clés en charge de prérogatives spécifiques (actuariat, gestion des risques, vérification de la conformité, audit interne), devant soumettre leurs travaux au Conseil d'administration.

L'organisation générale de la gouvernance est décrite dans les statuts de l'Union, approuvés par l'Assemblée générale. Par ailleurs, le Conseil d'administration procède annuellement à la revue des politiques écrites de l'Union.

Ainsi les rôles et responsabilités d'acteurs ont été clairement définis et identifiés permettant de s'assurer de la correcte séparation des tâches entre les fonctions d'administration, de gestion et de contrôle. Les canaux de communication entre ses acteurs ont été également définis.

#### 2.1.1.1 L'Assemblée générale

**Composition et fonctionnement**

L'Assemblée générale est constituée par la réunion des délégués des membres de l'Union, à raison d'un délégué par membre et de délégués supplémentaires librement désignés par les membres de l'Union, selon des modalités de calcul définies statutairement.
Chaque délégué est d'office titulaire d'une voix, à laquelle s'ajoutent des voix supplémentaires attribuées statutairement en fonction du pourcentage de participation des membres dans l'activité de l'Union. Des voix supplémentaires peuvent être attribuées aux mutuelles ayant souscrit à des titres participatifs émis par l'Union.

| Mutuelles ou Unions | Pourcentage de voix à l'AG | Mutuelles ou Unions | Pourcentage de voix à l'AG |
|---|---|---|---|
| MAEE | 0,7% | MASFIP | 9,6% |
| Harmonie FP | 6,8% | LAMIE | 0,7% |
| MNH | 9,6% | INTERIALE | 9,6% |
| MCDEF | 3,4% | MMJ | 4,1% |
| CDC Mutuelle | 0,7% | MGAS | 3,4% |
| MGEFI | 0,7% | MNT | 2,1% |
| MCF | 3,4% | MSPP | 1,4% |
| MNFCT | 1,4% | MSP | 0,7% |
| Douanes Atlas | 5,5% | Mutuelle des Arsenaux | 0,7% |
| MGP | 9,6% | MTH | 0,7% |
| MPAN | 2,1% | MUTAME | 0,7% |
| MINSEE | 1,4% | MFP Services + TP (6) | 21,2% |

L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an selon un calendrier préalablement défini, sur convocation du Président du Conseil d'administration.
Les dossiers et les convocations sont envoyés par voie postale au moins 15 jours avant ladite Assemblée.

En 2017, elle s'est réunie une fois, le 31 mai avec un taux de présence de **60** %. Hors ces réunions, chaque mutuelle représentée par des délégués à l'Assemblée générale de MFPrécaution est tenue informée dans le courant de l'année des faits et dossiers marquants de la vie de l'Union par l'envoi aux administrateurs et/ou censeurs qui les représentent au Conseil d'administration de leur dossier de Conseil.

### ↳ Missions et responsabilités

L'Assemblée générale procède à l'élection des membres du Conseil d'administration et peut, en outre, les révoquer.
L'Assemblée générale statue sur les matières visées à l'article L.114-9 du Code de la mutualité et, plus généralement, sur toute question relevant de sa compétence en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
Entre autres, conformément à l'article L.114-9 du Code de la Mutualité, et par dérogation à l'article L.114-18 dudit code, l'Assemblée générale procède directement à l'élection du Président du Conseil d'administration de l'Union, dans les conditions précisées par l'article 224-1 des présents Statuts et par le Règlement intérieur.
L'Assemblée générale nomme, sur proposition du Conseil d'administration, les commissaires aux comptes.
Elle se prononce sur la dévolution de l'excédent de l'actif net sur le passif en cas de dissolution de l'Union dans les termes de l'article 411 des présents Statuts.
Une Assemblée générale extraordinaire peut également être convoquée en tant que de besoin, conformément aux dispositions statutaires.

Afin d'assurer la traçabilité des décisions prises dans le cadre de l'Assemblée générale, il existe :

- une documentation concernant les responsabilités et missions de l'Assemblée générale (statuts, politique de gouvernance et de gestion des risques de MFPrécaution),

- un ordre du jour, accompagné de tous les documents nécessaires à des délibérations éclairées, est diffusé préalablement à chaque séance,
- un procès-verbal constatant les délibérations de chaque Assemblée générale. Celui-ci est validé au cours de la réunion suivante.

#### 2.1.1.2 Le Conseil d'administration

**Composition et fonctionnement**

L'article 221-1 des statuts de MFPrécaution dispose que l'Union est administrée par un Conseil d'administration composé de 15 membres, élus parmi les délégués à l'Assemblée générale ayant déjà la qualité d'administrateur d'une mutuelle ou d'une union régie par le livre 2 du Code de la mutualité. A défaut, le membre proposant un candidat ne remplissant pas cette condition doit attester que celui-ci présente les aptitudes nécessaires à l'exercice de cette fonction. Toute candidature est soumise à l'avis du Comité Sélection et Rémunérations (CSR). Les modalités d'élection des candidats sont précisées dans le Règlement intérieur.

Au 31 décembre 2017, le Conseil d'administration était composé de quinze administrateurs, y compris les membres du Bureau.

Les membres du Conseil d'administration sont élus au maximum pour six ans et sont rééligibles.

Les membres du Conseil d'administration peuvent, par décision de ce Conseil, être déclarés démissionnaires d'office de leurs fonctions en cas d'absence sans motif valable à trois (3) séances au cours de la même année. Cette décision est ratifiée par l'Assemblée générale.

Le Président du Conseil d'administration est élu par l'Assemblée générale, pour une durée de 2 ans, parmi les membres du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Bureau composé de 4 membres, dont le Président du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du Président et au moins 3 fois par an.
Durant l'exercice 2017, le Conseil d'administration s'est réuni **4** fois, avec un taux moyen de présence de **71,66** % :

| DATES | TAUX DE PRESENCE |
|---|---|
| 18 janvier 2017 | 73,33% |
| 26 avril 2017 | 66,66% |
| 31 mai 2017 | 86,66% |
| 18 octobre 2017 | 60% |

**Missions et responsabilités**

Le Conseil d'administration exerce les attributions qui lui sont confiées par l'article L.114-17 du Code de la mutualité. Il détermine les orientations de l'Union et veille à leur application. Plus généralement, le Conseil exerce toutes les missions qui lui sont spécialement confiées par la loi ou la réglementation applicable aux unions mutualistes.

Il dispose en conséquence, pour pourvoir au bon fonctionnement de l'Union, de tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée générale ou à un autre organe de l'Union.

Le Conseil d'Administration peut déléguer, sous sa responsabilité et son contrôle, une partie de ses pouvoirs à des comités dont les membres sont choisis parmi les administrateurs ou groupes de travail dont le fonctionnement est précisé par le Règlement intérieur.

Le Conseil d'administration désigne les dirigeants effectifs, valide les candidatures aux fonctions clé proposées par le Comité de Sélection et des Rémunérations.

Le Conseil d'administration a parmi ses responsabilités, celle de valider et adopter les rapports suivants, après avoir entendu les avis des comités ad hoc (Comité d'audit, Comité des risques…) :

- questionnaire ACPR sur le respect des règles de protection de la clientèle,
- rapport annuel de gestion,
- rapport de solvabilité,
- rapport sur la réassurance,
- rapport sur le contrôle interne,
- tous documents relatifs à l'arrêté des comptes annuels,

et dans le cadre de Solvabilité II :

- la Charte de gouvernance et de gestion des risques,
- les politiques écrites de l'Union,
- le rapport ORSA (données n-1),
- les rapports narratifs (RSR, SFCR…),
- le rapport de la fonction actuarielle,
- le rapport de la fonction conformité,
- le rapport sur les procédures d'élaboration et de vérification de l'information financière et comptable,
- le rapport sur le contrôle interne du dispositif de LAB-FT

A l'occasion des élections du Conseil, l'avis du Comité de Sélection et des rémunérations et/ou le compte-rendu de mandature sont présentés à l'Assemblée générale.

**Traçabilité** :

Afin d'assurer la traçabilité des décisions prises dans le cadre du Conseil d'administration, il existe :

- une documentation concernant les responsabilités et missions du Conseil d'administration (statuts, règlement intérieur de l'Union, Charte de gouvernance et de gestion des risques de MFPrécaution),
- un ordre du jour, accompagné de tous les documents nécessaires à des délibérations éclairées, est diffusé préalablement à chaque séance,
- un procès-verbal constatant les délibérations de chaque Conseil d'administration. Celui-ci est validé au cours de la réunion suivante.

Afin de garantir un pilotage collégial de l'Union, le Conseil élit en son sein un Bureau, présidé par le Président du Conseil, et qui a notamment vocation à animer les différents comités.

### 2.1.1.3 Le Bureau

**↳ Composition et fonctionnement**

Les membres du Bureau, autre que le Président du Conseil d'administration, sont élus par le Conseil d'Administration, après chaque renouvellement partiel du Conseil et pour une durée de deux ans, dans les conditions précisées au Règlement intérieur. Les membres du Bureau peuvent être révoqués à tout moment par le Conseil d'Administration.
Le Bureau est composé de la façon suivante :

- le Président du Conseil d'Administration,
- un Vice-Président en charge de la continuité, de la sélection et des rémunérations,
- un Vice-Président en charge de la comptabilité, des finances et des investissements,
- un Vice-Président en charge de l'audit.

Le Bureau se réunit et délibère dans les conditions précisées par le Règlement intérieur de l'Union. Il se réunit, ainsi que les comités spécialisés, autant de fois que cela est nécessaire et, ***au moins une fois par mois (à l'exception de la période estivale)***. Cette organisation est renforcée par les Comités et sous-comités spécialisés (voir paragraphe 3.3). Le Bureau prépare en amont et suit en aval les travaux du Conseil d'administration. Il supervise leur mise en œuvre par le Directeur opérationnel.

Cette organisation des travaux permet ainsi aux administrateurs d'assurer l'ensemble des responsabilités leur incombant dans le cadre de la définition de la politique stratégique de l'Union et du suivi de sa mise en œuvre, ainsi que du suivi de la politique financière et de la gestion.

Au cours de l'année 2017, le Bureau s'est réuni 10 fois avec un taux de présence supérieur à 80%, les18 janvier 2017, 15 février 2017, 29 mars 2017, 26 avril 2017, 31 mai 2017, 19 juillet 2017, 20 septembre 2017, 18 octobre 2017, 22 novembre 2017 et 20 décembre 2017.

**↳ Missions et responsabilités**

Les membres du Bureau participent au côté du Président à la définition des axes stratégiques qui sont proposés au Conseil d'administration.

Le Président représente l'Union pour les actes de la vie civile et les actions en justice. Il exerce les fonctions qui lui sont confiées par l'article L.114-18 du Code de la mutualité. Il engage les dépenses de l'Union.

Le Président peut, sous sa responsabilité et son contrôle et avec l'autorisation du Conseil d'administration, confier à un ou plusieurs administrateurs, et notamment aux Vice-Présidents, et, hors du Conseil d'administration, au Directeur opérationnel, ou à un organisme avec lequel l'Union aurait passé un contrat de prestations de service, l'exécution de certaines tâches qui lui incombent, et leur déléguer, en les autorisant éventuellement à sous-déléguer, sa signature pour des objets définis par la décision d'autorisation de délégation de signature.

Un de ses Vice-Présidents est en outre chargé de la continuité à savoir d'assurer l'intérim des fonctions de Président en cas d'empêchement de celui-ci. Il serait alors chargé de convoquer l'Assemblée générale en vue d'élire un nouveau Président achevant le mandat de son prédécesseur en cas de vacance des fonctions de Président. Il est également Président du Comité de Sélection et de rémunération (CSR)

Le Vice-Président en charge de la comptabilité, des finances et des investissements effectue les opérations relatives aux immobilisations incorporelles, corporelles et financières ainsi qu'aux fonds propres. Il fait procéder selon les directives du Conseil d'administration, à l'achat, la vente et, d'une façon générale, à toutes les opérations sur les titres et les valeurs. Il suit les valeurs mobilières de placement et les opérations relatives à la gestion de trésorerie, et participe aux comités financiers organisés trimestriellement avec les gestionnaires financiers.
Il présente au Conseil d'administration, en vue de l'élaboration par ce dernier du rapport de gestion devant être présenté à l'Assemblée Générale, un rapport annuel sur la situation financière de l'Union. Le Vice-Président en charge de la comptabilité, des finances et des investissements peut, sous sa responsabilité et son contrôle et avec l'autorisation du Conseil d'Administration, confier à une personne qui n'a pas le pouvoir d'ordonnancement, notamment le Responsable en charge de la comptabilité, du contrôle de gestion et des finances, l'exécution de certaines tâches qui lui incombent et lui déléguer sa signature pour des objets précisément déterminés.
Il préside le Sous-Comité des Investissements (SCI).

Enfin, le 3ème Vice-Président en charge de l'audit préside le Comité d'audit et peut, à ce titre, proposer des thèmes d'audit, s'assurer de la qualité de leur réalisation et du respect du plan des contrôles internes.

↳ ***Traçabilité*** :
Afin d'assurer la traçabilité des décisions prises dans le cadre du Bureau, il existe :

- une documentation concernant les responsabilités et missions du Bureau (statuts, règlement intérieur de l'Union, Charte de gouvernance et de gestion des risques de MFPrécaution),
- un ordre du jour, accompagné de tous les documents nécessaires à des délibérations éclairées, est diffusé préalablement à chaque séance,
- un compte-rendu constatant les décisions de chaque séance du Bureau. Celui-ci est validé au cours de la réunion suivante.

Pour la période considérée, le Bureau de MFPrécaution s'est réuni dix fois.

#### 2.1.1.4 La Direction générale

↳ **Composition et fonctionnement**

La Direction générale de MFPrécaution est confiée par le Conseil d'administration à son Président, accompagné dans l'exercice de sa mission par un Directeur opérationnel qu'il nomme, avec information préalable du Conseil d'administration.

Depuis l'Assemblée générale du 27 mai 2015, Monsieur Jean-Luc NODENOT occupe les fonctions de Président, renouvelées lors de l'Assemblée générale du 25 mai 2016.

Depuis 2008, Monsieur Maurice YOUNES occupe les fonctions de Directeur opérationnel. Il dispose d'un contrat de travail au sein de l'Union.

Le Directeur opérationnel reçoit du Président, conformément à l'article 224-1-3 des Statuts, une délégation de pouvoirs et de signatures pour des actes et objets précisément déterminés. Le Directeur opérationnel met en place, avec l'autorisation expresse du Président, les sous-délégations nécessaires au fonctionnement des structures placées sous son autorité.

Par délibération du 28 octobre 2015, le Conseil d'administration a désigné en qualité de Dirigeants Effectifs de l'Union, le Président du Conseil d'administration, Monsieur Jean-Luc NODENOT, et le Directeur opérationnel, Monsieur Maurice YOUNES. Par délibération du 1er juin 2016, le Conseil d'administration, suite au renouvellement du mandat de Président de Monsieur Jean-Luc NODENOT lors de l'Assemblée générale du 25 mai 2016, a renouvelé la désignation de celui-ci en qualité de Dirigeant effectif.

**Missions et responsabilités**

Dans le cadre des statuts de MFPrécaution, le Président, et par délégation, le Directeur opérationnel, sont chargés de l'exécution des actes de l'Union, ainsi que de toutes les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration. Ils dirigent les services administratifs de l'Union, effectuent toutes opérations financières, transigent, compromettent, intentent ou soutiennent toute action judiciaire.

Le Directeur opérationnel est responsable de l'ensemble de la gestion opérationnelle de l'Union dans le cadre d'une délégation de pouvoirs et de signatures consentie conformément à l'article 224-1-3 des Statuts. Il a autorité sur l'ensemble des personnels de l'Union.

Il définit et met en œuvre, sous le contrôle du Président, les politiques et les plans d'action nécessaires à la mise en place des orientations stratégiques définis par le Conseil d'administration et l'Assemblée générale.

Le Directeur opérationnel assiste aux réunions du Conseil d'administration, participe aux réunions des comités (à l'exception du Comité d'audit et de contrôle interne) et aux groupes de travail institués par le Règlement intérieur ou le Conseil d'administration.

### 2.1.1.5 Les Comités et Groupes de travail

Afin de faciliter les travaux du Conseil d'administration, il a été institué une commission et des Comités composés des administrateurs et/ou des censeurs.

**La Commission « risques et engagement », composée des administrateurs, ou par délégation formalisée, leur représentant,** se prononce sur les dossiers relatifs à l'activité de caution. Elle se réunit une fois par mois (à l'exception du mois d'août) et sa présidence est assurée par le Président du Conseil d'administration.

La CRE a pour missions :

- l'examen des dossiers contentieux arrivés à date,
- l'examen des appels en paiement
- la mise à prix des biens immobiliers saisis,
- l'examen des demandes de position sur passage à perte,
- l'examen des éventuels dossiers dérogatoires de demandes de caution,
- l'analyse des tableaux de bord d'activité et la situation du service caution.

**Le Comité d'audit,** constitué d'au maximum 4 administrateurs, élus à ces fonctions par le Conseil d'administration après chaque renouvellement par tiers. Le Président du Comité d'audit est élu par ledit comité. Il est fait en sorte que le président du Comité d'audit ne soit membre ou président d'aucun autre comité ou sous-comité de l'Union. Le Comité d'audit s'est réuni 4 fois au cours de l'année 2017.

Ce Comité a pour mission :

- d'analyser la cartographie des risques, et reporter au Conseil les points majeurs ; de prendre connaissance du plan d'actions annuel du contrôle interne et d'audit interne validé par la Direction Générale; d'identifier, planifier et suivre des missions d'audit en toute indépendance ; d'examiner les rapports d'audit réalisés, et suivre la mise en œuvre des préconisations ; de se prononcer sur le projet de rapport sur le contrôle interne qui sera soumis à la validation du Conseil d'Administration.
- d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières, et en tout état de cause l'ensemble des missions instaurées par les dispositions des articles 823-19 et 823-20 du code du commerce (créés par l'article 14 de l'ordonnance du 8 décembre 2008).
- de valider le bilan prudentiel, le rapport de solvabilité, le rapport ORSA et les rapports sur la fonction actuarielle, SFCR et RSR (à terme).
- de valider le dispositif de gestion des risques (politique de gouvernance et de gestion des risques, politiques de risques).
- d'auditer les travaux des commissaires aux comptes,
- de présenter ses travaux, conclusions et recommandations au Conseil d'administration.

Il conduit ses travaux en étroite collaboration avec la Direction générale, le Comité des risques et les commissaires aux comptes. Dans le cadre de ses responsabilités, le Comité d'audit a accès à l'ensemble des informations financières ainsi qu'aux échanges avec l'Autorité de contrôle.
Durant l'année 2017, le Comité d'audit s'est réuni à 4 reprises les 5 avril 2017, 26 avril 2017, 20 septembre 2017, 20 décembre 2017.

**Le Comité des risques,** présidé par le Président du Conseil d'administration, est constitué de la façon suivante :

- les membres du Bureau non membres du Comité d'audit,
- les membres du Comité d'audit non membres du Bureau,
- un administrateur invité permanent, présentant des compétences particulières dans les aspects de « gestion des risques ».

Durant l'année 2017, le Comité des risques s'est réuni à 10 reprises.

Le comité des risques a pour missions principales :

- de faire l'examen régulier de la cartographie exhaustive des risques de toute nature susceptibles d'avoir un impact financier,
- d'examiner les indicateurs sur le suivi des risques,
- d'examiner la politique générale de gestion des risques et de toutes les politiques associées,
- d'assurer le suivi de l'ORSA avec l'examen du rapport ORSA,
- d'établir le rapport de la fonction Gestion des risques,
- d'auditionner le rapport de la fonction Actuariat,
- de valider les délégations et politiques de risques,
- de valider l'appétit au risque et la tolérance au risque,
- de valider le plan de couverture des risques majeurs,
- de valider le plan d'investissement.

Le Comité des risques assure la gouvernance globale des risques. Il est responsable de la mise en œuvre des moyens utiles pour atteindre les objectifs de gestion des risques fixés par le Conseil d'administration de MFPrécaution.

### Un Comité de sélection et des rémunérations

Le CSR est composé des membres du Bureau non membres du Comité d'audit.

Les membres du CSR élisent en leur sein un Président lors de la première réunion suivant l'Assemblée générale.

Durant l'année 2017, le Comité de Sélection et des Rémunérations s'est réuni à 4 reprises, les 26 avril 2017, 31 mai 2017, 19 juillet 2017, 20 décembre 2017.

Le CSR a pour missions principales de :

- proposer au Conseil d'administration des questions relatives au statut personnel des mandataires sociaux et notamment les rémunérations ou avantages en nature,
- examiner les propositions relatives à la composition, organisation et fonctionnement du Conseil et des Comités (organisation élections),
- examiner sur proposition de la Direction générale, les candidatures aux fonctions clé telles que définies dans la Directive Solvabilité II,
- sélectionner l'équipe dirigeante (haut encadrement),
- sélectionner les futurs candidats administrateurs (compétence et honorabilité), examiner les comptes-rendus de mandat du Conseil et arrêter la politique de formation du Conseil d'administration,
- émettre des propositions en matière de politique salariale et d'avantages en nature,
- présenter ses travaux, conclusions et recommandations devant le Conseil d'administration.

### Un sous-comité de souscription et nouveaux produits

Le Sous-comité de souscription et nouveaux produits est composé des membres du Bureau non membres du comité d'audit. Il se réunit autant de fois que nécessaire et au minimum 1 fois par an, en présence du Directeur opérationnel, du responsable comptable et financier en charge de l'actuariat, et, le responsable de la fonction Gestion des risques.
Durant l'année 2017, le Sous-comité de Souscription et Nouveaux Produits s'est réuni à 3 reprises les 15 février 2017, 29 mars 2017 et 26 avril 2017.

Le Sous-Comité de souscription et nouveaux produits a pour mission de :

- proposer des limites de risque et décision d'introduction ou de modification d'un produit (tarif, garanties) sur dossier présenté en séance,
- suivre la position du passif (sinistralité, S/C, taux de chute, etc…),
- suivre la rentabilité a posteriori,
- suivre l'environnement économique,

- proposer / modifier des provisions à constituer et de la réassurance à mettre en place.

**Un sous-comité des investissements**

Le Sous-Comité d'Investissement est composé des membres du Bureau non membres du comité d'audit. Le Vice-Président en charge de la comptabilité, des finances et des investissements est Président du Sous-Comité d'Investissement. Il se réunit autant de fois que nécessaire et au minimum une fois par trimestre, en présence du Directeur opérationnel, du Secrétaire général et du Responsable comptable et financier.
Durant l'année 2017, le Sous-comité des Investissements s'est réuni à 10 reprises.

Le Sous-Comité d'Investissement a pour mission :

- couverture des risques de marché et de contrepartie : proposition des limites de risque et proposition de l'allocation stratégique et gestion sous mandat des autres actifs financiers, sauf intervention ponctuelle pour la sélection de certains titres (immobilier et participation),
- choix des titres immobiliers,
- sélection des gestionnaires d'actifs,
- contrôle de la correcte application de l'allocation stratégique gérée sous mandat,
- suivi de la réalisation des plus-values, niveau de la réserve de capitalisation, marge financière.

**Un Comité des Risques Opérationnels**

Le Comité des Risques Opérationnels est composé du Directeur opérationnel, du Secrétaire général, du Responsable comptable et financier, du Responsable du Contrôle interne, du Responsable du département des opérations de Caution, et, selon les sujets abordés, du Président du Conseil d'administration. Le Comité des risques s'est réuni 10 fois au cours de l'exercice 2017.
Le Comité des Risques Opérationnels a pour mission l'identification, la gestion et le suivi du risque opérationnel.

L'Union veille à l'articulation et l'indépendance des différents organes, notamment dans une optique de prévention des conflits d'intérêt. (cf. en annexe 2 la composition détaillée de ces différentes instances, permettant le suivi des cumuls de représentation au sein de celles-ci).

### 2.1.2 Les fonctions clés

La définition des fonctions clé répond aux exigences des articles 294 (système de gouvernance), 269 (fonction « gestion des risques »), 270 (fonction « vérification de la conformité »), 271 (fonction « audit interne ») et 272 (fonction « actuariat ») du règlement délégué du 10 octobre 2014.

**Solvabilité II prévoit explicitement l'existence d'au moins quatre fonctions clés** :

1 - gestion des risques,
2 - audit interne,
3 - actuariat
4 - vérification de la conformité.

MFPrécaution a défini au sens de la Directive Solvabilité II ces quatre fonctions clé au sein de son système de gouvernance. Ces fonctions ont été déterminées par l'Union en regard de la nature, de l'ampleur et de la complexité de ses activités. Elles ont été attribuées aux membres de la Direction et au personnel d'encadrement de l'Union en application du principe de proportionnalité.

Ces fonctions ne correspondent pas nécessairement à des services identifiés mais, selon les termes de la directive, ont la capacité administrative de remplir certaines tâches de gouvernance. Elles doivent néanmoins être pourvues de moyens leur permettant de remplir leurs missions, et être placées sous la responsabilité ultime du Directeur opérationnel.

Chaque fonction clé est dotée d'un responsable au sein de l'organisme, qui dispose d'attributions particulières. Ainsi, l'accès des responsables des fonctions clés au Conseil d'administration est expressément prévu. Il est organisé afin de permettre au Conseil d'avoir un accès direct à l'information nécessaire pour lui permettre d'exercer pleinement ses responsabilités. Mais il ne s'agit pas pour autant de soustraire les responsables des fonctions clés à la relation hiérarchique avec le Directeur opérationnel.

Enfin, même en cas de sous-traitance d'une fonction clé (actuariat et audit interne), l'Union dispose d'un responsable de cette fonction en interne, capable notamment d'assurer le suivi et le contrôle de l'activité du sous-traitant, tout en veillant scrupuleusement à l'indépendance nécessaire notamment de l'audit interne.

Au sein des fonctions-clés, chaque structure mise en place a vu son organisation ou encore son fonctionnement précisément décrit dans l'organisation générale validée le 28 octobre 2015 dans la Charte de gouvernance et chaque fonction-clé a pour responsabilité des tâches bien précises, définies et formalisées dans cette charte ainsi que dans les politiques dédiées et, pour les fonctions clé salariées, dans leur contrat de travail.

#### 2.1.2.1 La fonction-clé « gestion des risques »

Cette fonction est une fonction clé au sens de la Directive Solvabilité II. Elle est assurée par le Secrétaire général de l'Union, appuyé sur cette mission par le Comité des Risques.

La fonction-clé « Gestion des risques » doit mettre en place un système présentant les risques et leur interdépendance. Son périmètre comprend plusieurs domaines, tels que le provisionnement, la gestion actif-passif, la réassurance, ainsi que des risques opérationnels, de liquidité et de concentration.

Plus précisément (Règlement délégué Commission Européenne novembre 2014), la fonction Gestion des risques s'acquitte de toutes les missions suivantes:

- aider l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle et les autres fonctions à mettre efficacement en œuvre le système de gestion des risques ;
- assurer le suivi du système de gestion des risques ;
- assurer le suivi du profil de risque général de l'entreprise dans son ensemble ;
- rendre compte des expositions au risque de manière détaillée et conseiller l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle sur les questions de gestion des risques, y compris en relation avec des questions stratégiques telles que la stratégie de l'entreprise, les opérations de fusion-acquisition et les projets et investissements de grande ampleur ;
- identifier et évaluer les risques émergents.

Concernant l'ORSA, cette fonction a pour mission de :

- coordonner la réalisation de l'ORSA,
- rédiger la politique et le rapport ORSA,

- coordonner la rédaction, la mise en application et le suivi des politiques de risques,
- s'assurer de la cohérence des approches top down et bottom up des risques principaux,
- assurer une gestion transversale des risques,
- évaluer et suivre le budget global de risque,
- élaborer les méthodologies et les critères d'appréciation et de suivi de l'appétit au risque,
- définir les scenarii de stress test,
- réaliser les stress tests du plan stratégique à 5 ans et du plan de financement associé,
- agréger les calculs de profil de risques.

#### 2.1.2.2 La fonction-clé « audit interne »

Au sein de MFPrécaution, la Fonction Audit interne est assurée par le Président du Comité d'audit. L'activité d'audit interne de l'Union est sous-traitée au Responsable du service de l'Audit interne de l'Union MFP Services. Il a été mis en place au sein de ce délégataire une organisation permettant deux niveaux de contrôle des activités déléguées.

La fonction-clé Audit interne doit s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble du système de gouvernance.

La fonction Audit interne s'acquitte de toutes les missions suivantes :

- établir, mettre en œuvre et garder opérationnel un plan d'audit détaillant les travaux d'audit à conduire dans les années à venir, compte tenu de l'ensemble des activités et de tout le système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance ;
- adopter une approche fondée sur le risque lorsqu'elle fixe ses priorités ;
- communiquer le plan d'audit à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle ;
- émettre des recommandations fondées sur le résultat des travaux conduits et soumettre au moins une fois par an à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle un rapport écrit contenant ses constatations et recommandations ;
- s'assurer du respect des décisions prises par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle sur la base des recommandations visées au point.
- si nécessaire, la fonction d'audit interne peut conduire des audits qui ne sont pas prévus dans le plan d'audit.

#### 2.1.2.3 La fonction-clé « actuarielle »

Cette fonction est confiée au Responsable comptable et financier, lui-même titulaire d'un diplôme d'actuaire, et sous-traitée à l'associée du Cabinet Premium en charge de l'actuariat de l'Union.
L'activité actuarielle de l'Union est sous-traitée au Cabinet Premium Consulting, et plus particulièrement à l'associée de ce Cabinet, Madame Cécile DARCHE. Il a été mis en place au sein de ce délégataire une organisation permettant deux niveaux de contrôle des activités déléguées.

La fonction-clé Actuariat a pour rôle de garantir l'exactitude des hypothèses, des données et des calculs utilisés pour les provisions techniques. Elle contribue également à la politique de souscription et à la modélisation des risques.

Dans le cadre de la coordination du calcul des provisions techniques, la fonction Actuariat s'acquitte de toutes les missions suivantes:

- appliquer des méthodes et des procédures permettant de juger de la suffisance des provisions techniques et de garantir que leur calcul satisfait aux exigences énoncées aux articles 75 à 86 de la directive 2009/138/CE;
- évaluer l'incertitude liée aux estimations effectuées dans le cadre du calcul des provisions techniques;
- veiller à ce que toute limite inhérente aux données utilisées dans le calcul des provisions techniques soit dûment prise en considération;
- veiller à ce que, dans les cas visés à l'article 82 de la directive 2009/138/CE, les approximations les plus appropriées aux fins du calcul de la meilleure estimation soient utilisées;
- veiller à ce que les engagements d'assurance et de réassurance soient regroupés en groupes de risques homogènes en vue d'une évaluation appropriée des risques sous-jacents;
- tenir compte des informations pertinentes fournies par les marchés financiers ainsi que des données généralement disponibles sur les risques de souscription et veiller à ce qu'elles soient intégrées à l'évaluation des provisions techniques;
- comparer le calcul des provisions techniques d'une année sur l'autre et justifier toute différence importante;
- veiller à l'évaluation appropriée des options et garanties incluses dans les contrats d'assurance et de réassurance.

Tous les résultats des études de Premium Consulting sont soumis au Directeur opérationnel et au Responsable comptable et financier en charge de la fonction Actuariat, qui valident l'ensemble des hypothèses, les données utilisées et la cohérence des résultats. Cette validation intervient à l'issue de réunions de travail et d'échanges qui se tiennent annuellement avec le Cabinet Premium et la Direction de l'Union le 11 mai 2016. Il n'y a pas à ce jour de certification et de contrôle des calculs effectués, mais il a été mis en place en revanche au sein du prestataire un système de double contrôle (un actuaire effectue les calculs, qui sont ensuite validés par l'associée du cabinet).

#### 2.1.2.4 La fonction-clé « vérification de la conformité »

Au sein de MFPrécaution, la Fonction Conformité est assurée par le Secrétaire général.

La fonction-clé Conformité a pour principale mission de conseiller le Conseil d'administration, la Direction générale et les services, sur le respect de la conformité de l'assureur aux lois et règlements en vigueur. La fonction Conformité a également en charge le suivi et le contrôle des activités déléguées.

La fonction Conformité met en place une politique de conformité et un plan de vérification de la conformité. La politique de conformité définit les responsabilités, les compétences et les obligations de reporting de la fonction de vérification de la conformité. Le plan de vérification de la conformité détaille les activités prévues pour la fonction Conformité, lesquelles couvrent tous les domaines d'activité pertinents de l'entreprise d'assurance ou de réassurance et leur exposition au risque de non-conformité.

Il incombe notamment à la fonction Conformité d'évaluer l'adéquation des mesures adoptées par l'Union pour prévenir toute non-conformité.

Au sein de MFPrécaution, le risque de non-conformité est partie intégrante du risque opérationnel couvert par le dispositif de contrôle interne.

La fonction Conformité s'assure de la complétude du dispositif de contrôle interne et de ses modalités d'évaluation.

La cartographie du risque de non-conformité et des moyens de maîtrise développés par MFPrécaution est réalisée dans le cadre du déploiement du contrôle interne. Ces moyens de maîtrise incluent notamment :

- une veille juridique et jurisprudentielle dans le domaine de la mutualité et de l'assurance, ainsi que dans celui des professions comptables ou fiscales,
- le recours à l'assistance externe sur des sujets particuliers (conseils juridiques, prestataires spécialisés…),
- la sensibilisation de l'ensemble des salariés sur la nécessité d'identifier, comprendre et résoudre les problématiques rencontrées par le management de MFPrécaution.

Dans le cadre de ses travaux de veille juridique, MFPrécaution :

- participe régulièrement aux réunions d'information organisées par les instances de contrôle ou professionnelles (ACPR, FNMF…),
- dispose d'abonnements à des revues d'information lui permettant d'être sensibilisée aux évolutions de la réglementation.

En conséquence, les moyens de suivi et de reporting aux organes de gouvernance de MFPrécaution du risque de non-conformité sont analogues à ceux décrits au chapitre 2.4.4 s'agissant du dispositif de contrôle interne.

Les fonctions clés, au 31 décembre 2017, sont :

| Fonction clé | Responsable | Date de nomination | Autres fonctions au sein de l'Union |
|---|---|---|---|
| Audit interne | Claude BELLIN | 01/06/2016 (*) | Président du Comité d'audit |
| Gestion des risques | Magali POYER | 28/10/2015 | Secrétaire général |
| Vérification de la conformité | Magali POYER | 28/10/2015 | Secrétaire général |
| Actuariat | Florence ETHEIMER | 28/10/2015 | Responsable comptable et financier |

(*) Nomination suite à la démission du précédent responsable de la fonction

### 2.1.2.5 Changements importants survenus au cours de l'exercice

La structure de la gouvernance n'a pas évolué par rapport à l'exercice précédent.

Le dernier renouvellement statutaire d'un tiers de ses administrateurs a eu lieu lors de l'AG de juin 2016 mais en 2017, 2 nouveaux administrateurs ont été élus suite à la démission de MM. Patrick DJELALIAN et de M. René VANDAMME. Il s'agit respectivement de M. Gilles LACREUSE et Mme Dominique LEGAY

### 2.1.2.6 Adéquation du système de gouvernance

Le système de gouvernance est revu annuellement à l'occasion de la mise à jour annuelle de la charte de gouvernance et de gestion des risques et des Politiques de risques de l'Union. Cette mise à jour est de la responsabilité du Directeur opérationnel et du Responsable de la fonction gestion des risques, et est soumise à la validation du Comité des risques et du Comité d'audit, avant approbation par le Conseil d'administration.

Cette mise à jour permet :

- la comparaison des travaux effectués par les acteurs de la gouvernance au regard de leurs prérogatives,
- le suivi du respect des politiques de risques,
- le suivi du respect des limites posées par le Conseil d'administration, assurant ainsi la revue annuelle du système de gouvernance.

## *2.2 Politiques et pratiques en matière de rémunération*

**Les dispositifs mis en place au sein de MFPrécaution font l'objet d'une politique écrite présentée et validée par le Conseil d'administration du 28 octobre 2015. Elle a été actualisée et son actualisation a été validée par le Conseil du 17 janvier 2018.**

Le Comité Sélection et Rémunérations (CSR) est chargé d'évaluer de manière régulière et indépendante la politique de rémunération appliquée et s'assure qu'elle n'est pas susceptible d'entraîner des conflits d'intérêt, qu'elle n'autorise pas de possibilité de manipulation ou d'incitations négatives, et qu'elle respecte les contraintes du budget. Il s'assure de la compatibilité de la politique et des pratiques de rémunération établies avec la stratégie de gestion de l'activité et des risques, et de sa cohérence avec le profil de risque.

Le CSR propose au Conseil d'Administration le montant global des rémunérations versées, ainsi que le taux global des augmentations des salariés de l'Union (enveloppes globale d'augmentation générale et individuelle) et est informé des rémunérations des Dirigeants effectifs et des fonctions clés.

### 2.2.1 La rémunération des administrateurs et dirigeants

Les fonctions d'Administrateurs sont exercées à titre gratuit au sein de l'Union.

Seul, son Président perçoit une indemnité, proposée par le Comité de Sélection et des rémunérations et validée chaque année par l'Assemblée générale. Le Comité de Sélection et des Rémunérations (CSR) examine et propose la rémunération du Président pour l'année à venir, en fonction des évolutions administratives (champ des responsabilités, pouvoirs accordés, temps passé etc…) et des avantages en nature considérés.

Les frais de voyage, de réunion et d'hébergement des membres du Conseil d'Administration restent à la charge de chaque mutuelle concernée conformément à l'usage en vigueur dans les structures à l'origine de l'Union (MFP). Seuls sont pris en charge, les frais de restauration lorsque le repas concerné est décidé et organisé par l'Union.

### 2.2.2 La rémunération des collaborateurs

S'agissant de la rémunération du Directeur opérationnel, par ailleurs dirigeant effectif de l'Union aux côtés du Président du Conseil d'administration, son salaire de base brut est arrêté par le CSR sur proposition du Président. Il bénéficie par ailleurs de tous les avantages accordés à l'ensemble des personnels sous contrat avec l'Union et d'aucun autre avantage particulier.

La politique et les pratiques en termes de rémunération appliquées à l'ensemble des collaborateurs de l'Union est définie dans le cadre d'une politique validée par le Conseil d'administration du 28 octobre 2015 et actualisée par celui du 17 janvier 2017.

Une attention particulière a été portée dans le cadre notamment de la rémunération variable, exclusivement fondée sur des critères individuels objectifs et quantifiables, au fait de ne pas créer de conflit d'intérêt pour le collaborateur pouvant créer une incitation négative contraire aux intérêts de l'Union, de ses mutuelles adhérentes et de leurs adhérents eux-mêmes. Ainsi par exemple, aucun commissionnement n'est attribué sur le nombre de dossiers acceptés.
De la même façon, les critères d'octroi de l'intéressement sont fondés sur des données collectives et objectives.

La Direction a ainsi mis en place les modalités de rémunérations suivantes :

- d'une part, un système de rémunération directe, structurée autour d'un salaire fixe de base et d'un salaire variable sur objectifs annuels visant à promouvoir et récompenser la performance individuelle et l'implication des collaborateurs,
- d'autre part, la mise en place d'un système de rémunération indirecte (intéressement) et d'une gestion d'œuvres sociales par l'employeur, visant à promouvoir et récompenser les performances collectives et la motivation des collaborateurs, et venant s'ajouter à d'autres avantages sociaux qui leur sont accordés (restaurant inter-entreprises, mutuelle Santé, retraite supplémentaire et prévoyance complémentaire).

## *2.3 Exigences de compétence et d'honorabilité*

**Les exigences de compétence et d'honorabilité sont abordées dans le cadre de la Charte de Gouvernance validée par le Conseil d'administration du 28 octobre 2015, mise à jour par le Conseil d'administration du 17 janvier 2018, ainsi que dans la politique de Ressources Humaines, validée et mise à jour aux mêmes dates.**

### 2.3.1 Description des exigences d'aptitudes, de connaissances et d'expertise

Conformément aux obligations découlant de la loi bancaire de 2013 ainsi qu'à l'article 42 de la directive cadre Solvabilité 2, transposées à l'article L.114-21 du code de la mutualité, l'ensemble des dirigeants et responsables de fonctions clés est soumis à une exigence double de compétence et d'honorabilité. Les processus relatifs aux compétences et honorabilité individuelle des dirigeants effectifs de l'entreprise et des responsables des fonctions clé, ainsi que la compétence collective de l'organe dirigeant et des corps de contrôle font l'objet d'une formalisation précise au sein de la Politique Ressources Humaines, ainsi que des procédures associées.

L'analyse et l'évolution des connaissances et expertises des personnes concernées est effectuée lors de leur sélection et par la suite sur une base continue, dans les domaines suivants :

- Connaissance du marché,
- Stratégie d'entreprise et modèle économique
- Système de gouvernance
- Analyse financière et actuarielle
- Cadre et dispositions réglementaires

Les procédures sur l'appréciation de la compétence et de l'honorabilité a été formalisées et intégrées dans la Politique Ressources Humaines.

### 2.3.2 Processus d'appréciation de la compétence et de l'honorabilité

➢ **Compétence**

Le principe de compétence exigé dans le cadre de Solvabilité II doit s'appliquer à tous les administrateurs de l'Union, les dirigeants effectifs ainsi qu'à toute personne occupant des fonctions clés.

L'évaluation de cette compétence est fondée notamment sur les formations, initiales et/ou professionnelles, les parcours dans les instances internes ou externes notamment dans les mutuelles d'origine, l'expérience de problématiques spécifiques relevant de la mutualité, des institutions de prévoyance ou de l'assurance, l'expertise de sujets précis.

Les salariés occupant ou pouvant être menés à occuper des fonctions clé font l'objet, lors de leur recrutement, d'un entretien avec les Dirigeants effectifs au cours duquel sont vérifiés et/ou testés les diplômes obtenus, les expériences professionnelles, les compétences.

Salariés occupant des fonctions clé, dirigeants effectifs et administrateurs ne peuvent voir leur fonction validée et proposée aux autorités concernées (Conseil d'administration, Assemblée générale et/ou ACPR) que sur production d'un dossier complet, incluant :

- identité et justificatifs,
- profession et expériences professionnelles,
- formations initiales et diplômes,
- formations professionnelles,
- mandats dans des conseils d'administration, notamment dans le monde mutualiste et dans les assurances, ou au sein d'Associations professionnelles représentatives de l'économie sociale.

Les potentiels conflits d'intérêt doivent être mentionnés, ainsi que les détentions significatives d'actions ou de participations au sein d'autres entreprises.
Le Comité de Sélection et des Rémunérations (CSR) est chargé de l'étude de chaque dossier pour les administrateurs, le Président et, s'agissant des salariés, pour le Directeur opérationnel.
Pour les administrateurs, le CSR doit présenter au Conseil d'Administration puis à l'Assemblée générale, un avis sur les candidatures reçues.

Dans le cadre de la nécessaire formation des administrateurs aux évolutions de l'environnement réglementaire, l'Union organise par ailleurs, au minimum une fois par an, une session de formation ou de sensibilisation aux problématiques d'actualité, qu'elles soient techniques, juridiques, professionnelles…

Ainsi, les administrateurs de l'Union ont, au titre de 2015, 2016 et 2017, été formés sur :

- le provisionnement concernant la gestion financière dans le code de la mutualité (28/10/2015 - OFI AM),
- la gouvernance sous Solvabilité II (28/10/2015 - SLB Partner),
- les états QRT et ENS (18 janvier 2017 - Premium Consulting).
- les grands principes de la réassurance (17 janvier 2018 - SCOR).

Les dirigeants effectifs et les responsables de fonctions clés suivent les mêmes formations que les administrateurs, en plus des formations individuelles éventuellement suivies. En particulier, en 2017, la formation suivante a été organisée.

| Thème | Formateur | Personnes formées | Dates |
|---|---|---|---|
| Actualités réglementaires pour les organismes du livre II | FNMF | Fonctions clés Actuariat et Gestion des risques | 05/12/2017 |

Un suivi des compétences individuelles de chaque fonction concernée (administrateurs, dirigeants, fonctions clés) est assuré à travers notamment l'actualisation au minimum tous les deux ans des CV, permettant d'une part, de vérifier le respect des exigences de compétence individuelle et, d'autre part, d'évaluer et assoir la compétence collective du Conseil d'administration dans les domaines des marchés de l'assurance et des marchés financiers, de la stratégie de l'Union, de son modèle économique, de son système de gouvernance, de l'analyse financière et actuarielle et des exigences législatives et réglementaires applicables à l'Union.

La détection en cours de mandat ou de mission d'une insuffisance ferait l'objet d'une analyse et d'une demande ou organisation, le cas échéant, d'une remise à niveau.

➢ **Honorabilité**

L'honorabilité des administrateurs, des dirigeants et des personnes occupant des fonctions clés est analysée et appréciée par MFPrécaution conformément aux dispositions des articles L. 612-23-1 et R.612-29-3 du code monétaire et financier, ainsi que celles des articles L.114-21, R.114-9 et R.211-13 du code de la Mutualité (Dispositions en vigueur au 1er janvier 2016).

Une déclaration sur l'honneur attestant du respect de la condition d'honorabilité et le bulletin n°3 du casier judiciaire de moins de trois mois sont joints au dossier lors du dépôt de candidature.

Enfin, MFPrécaution est soumise aux dispositions de l'article 42 de la Directive Solvabilité 2, de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires (loin°2013-672 du 26 juillet 2013) et son décret d'application n°2014-1357 du 13 novembre 2014, introduisant à compter de 2015 de nouvelles obligations de notification en matière de gouvernance.

Un dossier de nomination ou de renouvellement doit donc être adressé à l'ACPR dans les 15 jours suivant la nomination ou le renouvellement pour :

- les dirigeants effectifs,
- les fonctions clé.

A réception de ce dossier, l'ACPR dispose d'un délai de 2 mois pour :

- demander des compléments d'informations sur le dossier transmis,
- s'opposer à la nomination ou au renouvellement,

L'absence de réponse au-delà de ce délai vaut acceptation.

En cas d'opposition de l'ACPR notifiée dans les 2 mois, l'Union devra procéder à une nouvelle nomination avec constitution d'un nouveau dossier complet.

Bien que l'ACPR n'exige pas communication d'un tel dossier pour les personnes à qui seraient déléguée une Fonction clé (en 2017, cas de l'audit et de l'actuariat), un dossier identique est constitué pour ces délégataires et conservé au Secrétariat général, l'Union devant pouvoir démontrer qu'elle s'est assurée que ses délégataires présentent les mêmes critères de compétence et honorabilité que les responsables de ces fonctions.

## *2.4 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité*

Afin de maîtriser les risques liés à son activité, la gestion effectuée par les opérationnels et leur hiérarchie, MFPrécaution a mis en place un dispositif de gouvernance de nature à assurer une gestion saine et prudente de l'Union, à appréhender l'ensemble des risques auxquels elle peut être exposée, à court ou long terme. L'organisation de ce dispositif est présentée dans la Charte de gouvernance et de gestion des risques, validée par le Conseil d'administration et déclinée au sein des Politiques de l'Union, également validées par le Conseil d'administration (cf point 2.4.2). Ce dispositif concerne l'ensemble des domaines de l'Union, que les processus soient internes ou externalisés. Il repose sur des règles et procédures internes définies, formelles, ainsi que sur l'adhésion de l'ensemble des personnels d'encadrement et de direction. Il s'appuie également sur :

- une organisation garantissant la séparation des tâches et l'exercice du contrôle,
- le principe des 4 yeux, chaque décision significative devant être validée par au moins deux responsables,
- l'organisation de plusieurs niveaux de contrôle, calqués sur le modèle des 3 lignes de maîtrise,
- un cadre de risques revu annuellement, déterminant l'appétence et la tolérance aux risques, défini par le Conseil d'administration en lien avec sa stratégie,
- les politiques de gestion des risques fixant les indicateurs de suivi des risques,
- un processus de reporting et de suivi régulier des indicateurs et limites,
- une comitologie adaptée associant les dirigeants effectifs et les fonctions clé.

### 2.4.1 Présentation du dispositif de gestion des risques

#### 2.4.1.1 Présentation générale

Le Conseil d'administration et la Direction sont particulièrement vigilants quant à la mise en œuvre des ressources et moyens contribuant à l'objectif de maîtrise des risques, afin de renforcer l'assurance raisonnable apportée au Comité d'audit que les risques acceptables résultant de la stratégie sont identifiés et maîtrisés.

Le dispositif est pleinement intégré à l'organisation et au processus décisionnel.

Le processus d'identification des risques se déroule à la fois au niveau de la Direction et au niveau opérationnel. Les fonctions chargées d'évaluer des risques spécifiques contribuent également au dispositif global de gestion des risques. Il en découle ainsi une hiérarchisation des risques en fonction de leur corrélation avec les objectifs, les valeurs ou les ressources de l'Union.

La structure en trois lignes de maîtrise du dispositif de maîtrise globale des risques permet une approche efficiente des rôles et responsabilités du management opérationnel, des fonctions transverses et de l'audit interne. Ainsi, la 1ère ligne de maîtrise des activités est constituée par les opérationnels, la 2ème ligne étant constituée des services fonctionnels responsables de domaines d'expertise et des fonctions dédiées à l'animation du dispositif global de maîtrise des risques. Enfin, la fonction d'audit interne, indépendante et rattachée au plus haut niveau de l'organisation, constitue la 3ème ligne de maîtrise.

| | **1ère ligne de maîtrise** | | **2ème ligne de maîtrise** | **3ème ligne de maîtrise** |
|---|---|---|---|---|
| | **Fonctions opérationnelles** | **Fonctions « spécialistes »** | **Fonctions « Risques »** | **Fonctions « Audit »** |
| **Périmètre** | Toutes les fonctions : Production, comptabilité, SI, RH, Moyens généraux, etc. | Finances / Actuariat (tarification, provisionnement, sous-traitance, etc.) | - Gestion des Risques,<br>- Contrôle interne,<br>- Conformité,<br>- Actuariat | Audit interne |
| **Principes et normes de la politique des Risques** | N/A | Propose | Reçoit et valide / propose | Réalise des revues indépendantes et a posteriori sur :<br>- la pertinence des dispositifs<br>- leur correcte application |
| **Mise en œuvre de la politique de risque** | Applique | Propose / Applique | Coordonne | |
| **Contrôle du risque** | Applique / Propose | Applique / Propose | Supervise, consolide, analyse | |
| **Reporting du risque** | Produit | Produit / Analyse | Consolide, analyse, pilote | |
| **Plans d'action du risque** | Applique | Propose / Applique | Valide et pilote | |

Les fonctions clé sont sous la supervision du Directeur opérationnel, qui, responsable du système de gestion des Risques, a pour principales missions de :

- superviser le système de gestion des risques,
- s'assurer de la mise en œuvre de la gestion des risques,
- s'assurer de la mise en œuvre de la stratégie de gestion des risques.

### 2.4.1.2 Comités et sous-comités en charge de la gestion des risques

Les comités en charge de la gestion des risques sont mis en place notamment afin de satisfaire au principe des 4 yeux. Leurs structures et leur organisation prennent en compte le principe de proportionnalité appliqué à MFPrécaution.

Depuis fin 2015, cette organisation est renforcée par la création de comités et sous-comités structurés par risque.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Politiques** | Comités impliqués | Propriétaire du risque | Mise à jour de la politiqu |

| | Contrôle | | Pilotage et suivi des risques | | | | | | | | | | e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Conseil d'administration | Comité d'audit | Comité des Risques | Sous-comité d'investissement | Sous-comité Souscription et nouveaux produits | Comité des Risques Opérationnels | Comité Sélection et rémunérations | Directeur opérationnel | Secrétaire général | Responsable comptable et financier | Responsable département caution | Responsable Contrôle interne | |
| Risque de gestion financière | X | X | X | X | | | | X | | X | | | RCF |
| Risque de souscription | X | X | X | | X | | | X | | | | | DG |
| Risque opérationnel | X | X | X | | | X | | X | | | | | DG |
| Risque sous-traitance | X | X | X | | | X | | | X | | | | SG |
| Risque RH | X | | X | | | | X | | X | | | | SG |
| Risque stratégique | X | X | X | | | | | X | | | | | DG |
| Contrôle interne et conformité | X | X | X | | | X | | | X | | | X | CI/SG |
| Gestion des risques et ORSA | X | X | X | | | | | X | X | | | | FC risq. |
| Audit interne | X | X | | | | | | X | | | | | FC Audit |

### 2.4.1.3 Rôle spécifique de la Fonction Gestion des risques

Cette fonction est une fonction clé au sens de la Directive. Elle est assurée par le Secrétaire général de l'Union, placé sous la responsabilité du Directeur opérationnel. Les rôle et missions de la fonction Gestion des risques ont été présentés au chapitre 2.1.2.1.

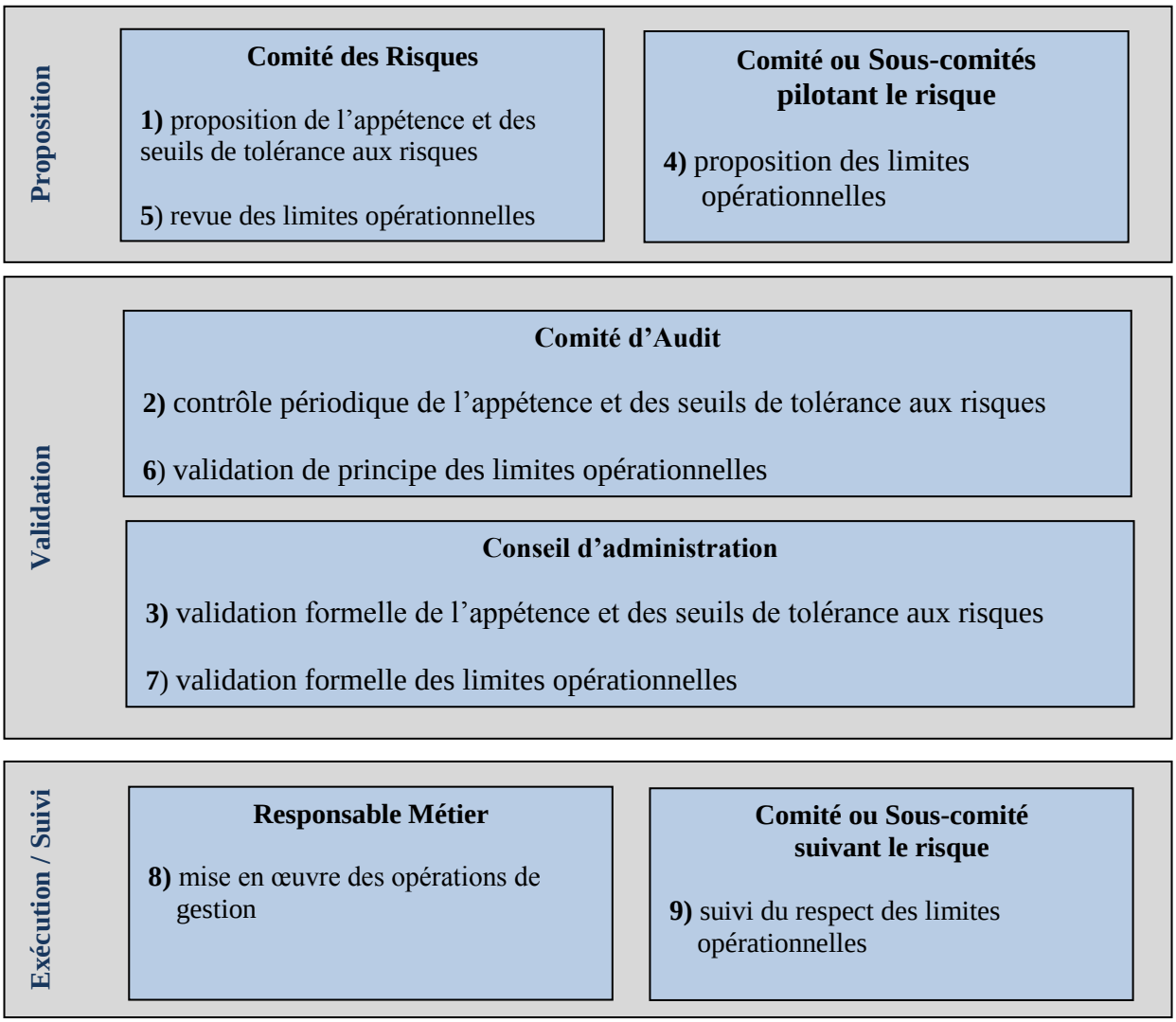
### 2.4.1.4 Processus de décision et de reporting

Le processus de décision et reporting s'applique à l'ensemble des risques décrits dans les politiques de risques.

Ce processus est destiné à garantir :

- une hiérarchisation de la prise de décision,
- l'application de la règle des 4 yeux : toute décision engageant la société doit être prise par au minimum deux personnes,
- un suivi efficace des risques,
- un reporting et un suivi régulier des indicateurs et limites remontant jusqu'à la Direction et le Conseil d'administration, ainsi que les modalités d'alerte en cas de détection de risques importants potentiels ou avérés.

Le processus de MFPrécaution se décline ainsi selon les étapes suivantes :




### 2.4.2.1 Une Charte de gouvernance et de gestion des risques

Celle-ci s'exprime au travers :

- d'un dispositif de gestion des risques,
- d'outils d'évaluation des risques,
- de l'organisation et du processus de maintenance de la gouvernance des risques,
- de l'organisation et du processus de communication de la gestion des risques,
- une comitologie renforcée.

### 2.4.2.2 Les Politiques de risque

- Politique ORSA
- Politique de risques financiers,
- Politique de risque de souscription, de provisionnement et de réassurance,

- Politique de risque opérationnel,
- Politique de sous-traitance,
- Politique de risque ressources humaines,
- Politique de risque stratégique,
- Politique de contrôle interne et conformité,
- Politique d'audit interne,
- Politique de continuité de l'activité,
- Politique de reporting et informations publiques,
- Politique de gestion des fonds propres,
- Politique de gestion actif/passif et de liquidité.
- Politique de qualité des données.

L'actualisation de toutes ces politiques a été approuvée par le Conseil d'administration du 17 janvier 2018.

### 2.4.3 Evaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA)

L'ORSA (OwnRisk and Solvency Assessment ou Evaluation interne des risques et de la solvabilité) est un processus interne d'évaluation des risques et de la solvabilité de l'organisme. Il doit illustrer la capacité de l'organisme à identifier, mesurer et gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité ou sa situation financière. Aussi, sa déclinaison opérationnelle en fait-elle un outil d'analyse décisionnelle et stratégique de premier plan.

L'ORSA est défini à l'article 45 de la directive Solvabilité II, les nouvelles dispositions de l'article R. 354-3 du code des Assurances découlant du Décret no 2015-513 du 7 mai 2015 précisant que cette évaluation doit porter au moins sur les éléments suivants :

a) Le besoin global de solvabilité, compte tenu du profil de risque spécifique, des limites approuvées de tolérance au risque et de la stratégie commerciale de l'entreprise,
b) Le respect permanent des exigences de capital et des exigences concernant les provisions techniques prudentielles,
c) L'écart entre le profil de risque de l'entreprise et les hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis prévu.

L'ORSA doit ainsi :

• permettre à l'Union d'évaluer le besoin global de solvabilité par la mise en place de procédures qui sont proportionnées à la nature, à l'ampleur et à la complexité des risques inhérents à son activité et qui permettent d'identifier et d'évaluer les risques auxquels elle est exposée, ou auxquels elle pourrait être exposée,
• faire partie intégrante de sa stratégie. L'Union doit en tenir systématiquement compte dans ses décisions stratégiques,
• être mis en œuvre au moins une fois par an et, en cas d'évolution notable de son profil de risque.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution est informée des conclusions de chaque évaluation interne des risques et de la solvabilité.

#### 2.4.3.1 L'ORSA de MFPrécaution

La réflexion et les travaux menés par MFPrécaution pour mettre en place son évaluation interne des risques et de la solvabilité ont abouti à la mise en évidence des risques additionnels propres à l'Union, à la construction des indicateurs spécifiques à ses besoins internes, et à la définition du

niveau cible agrégé de risque permettant à la fois d'atteindre les objectifs de croissance et de rentabilité, tout en conservant un niveau jugé acceptable de solvabilité.

Plus généralement MFPrécaution a fait en sorte de mettre en place un outil d'aide à la décision stratégique devant lui permettre, in fine, de réagir promptement et efficacement au contexte économique ou à d'autres facteurs de risques pour l'Union.

#### *2.4.3.1.1 Périmètre*

L'ensemble des risques de MFPrécaution doit être géré au travers de l'ORSA, que ces risques soient avérés, émergents, court terme ou long terme, risques servant à calculer le SCR ou risques non pris en compte dans le périmètre du calcul du capital de solvabilité requis, tels que le risque stratégique, risque de ressources humaines, ou risque opérationnel…

Le processus ORSA de MFPrécaution couvre ainsi l'ensemble des domaines de risques identifiés par l'Union dans le cadre de sa cartographie des risques :

- Risque financier,
- Risque de souscription et de provisionnement,
- Risque de défaut de contrepartie,
- Risque opérationnel,
- Risque stratégique et autres (réputation, liquidité, etc….).

#### *2.4.3.1.2 Période de projection*

Avec les nouvelles exigences prudentielles de la branche 15 édictées par l'ACPR, la durée de la planification stratégique de MFPrécaution est passée de 5 à 10 ans. Cet ORSA, qui doit permettre à l'Union une évaluation prospective en cohérence avec ses processus stratégiques et décisionnels, est réalisé sur cette même période.

#### *2.4.3.1.3 Fréquence*

Le processus ORSA de MFPrécaution est annuel, conformément aux prescriptions réglementaires et est programmé pour être validé par le Conseil d'administration qui se tient à l'automne.

Cette fréquence est fixée a minima, des évolutions notables de son profil de risque devant mener l'Union à réaliser, le cas échéant, un ORSA ad hoc.

Parmi les évolutions notables pouvant amener à la réalisation d'un ORSA ad hoc, il peut y avoir des évolutions réglementaires modifiant le niveau de solvabilité requise (c'est ce qui s'est produit en 2017 avec les nouvelles exigences prudentielles dont la prise d'effet était prévue au 1er janvier 2018), la démission ou l'adhésion d'une mutuelle significative au système de caution fédérale ou encore une évolution brutale des marchés financiers (par exemple un retournement des marchés obligataires suite à une forte remontée des taux) ou autre exemple, une augmentation brutale et soudaine de la sinistralité constatée.

Des procédures d'escalade (en cas de dépassement avéré ou prévisionnel des limites opérationnelles) sont définies dans chaque politique de gestion des risques de MFPrécaution pouvant entraîner également un ORSA ad hoc en fonction des résultats de l'analyse de la situation par le Comité des risques.

#### *2.4.3.1.4 Appétence aux risques*

MFPrécaution fait le choix d'une **faible appétence au risque** et a défini des indicateurs quantifiables exprimant celle-ci, ces indicateurs assurant ensemble le lien entre les objectifs stratégiques, l'exposition au risque et la prise de risque que s'autorise MFPrécaution. Ces indicateurs sont réévalués annuellement par le Conseil d'administration.

| Objectifs stratégiques retenus | Indicateurs d'appétence |
|---|---|
| Solvabilité | - Taux de couverture du SCR par les fonds propres > à 150% ou du nouvel EMS3 par les réserves > 100% |
| Qualité | - Délai de traitement des demandes au maximum de 5 jours<br>- Taux de décroche > 80% **(inchangés)** |
| Positionnement par rapport à la concurrence | - Nombre de membres participants des Mutuelles ayant accès à la caution : minimum, un million de MP **(Inchangé)** |
| Gestion prudente, équilibrée | Sinistralité :<br>- Taux de recouvrement **:** > 89%<br>- Solde de recouvrement (rétrocessions – paiements) : > -1M€ **(Inchangé)**<br>- Niveau de PB aux Mutuelles souscriptrices : > 0 **(Inchangé)** |
| | Financier :<br>- Rendement comptable 1,00% **(Inchangé)**<br>- Rating des émetteurs : **Limité à BBB avec un maximum de 1,5 % pour le portefeuille pris dans sa globalité ou 3% par portefeuille délégué.** |
| | Frais généraux :<br>- réalisation du budget voté par le CA **y compris l'amortissement du nouveau SI** |

#### *2.4.3.1.5 Seuils de tolérance*

MFPrécaution a défini les seuils de tolérance ci-dessous, soumis à validation du Conseil d'administration.

- S'agissant du ratio Taux de couverture du SCR à 125% et de la nouvelle EMS3, celui-ci ayant été fixé au niveau d'appétence de 100%, le seuil de tolérance ne peut être inférieur et est donc égal au seuil d'appétence.
- Délai de traitement des demandes au maximum de 11 jours
- Taux de décroche >50%
- Nombre de membres participants minimum : 750.000

▪ Sinistralité : Solde de recouvrement (paiement – recouvrement) doit rester inférieur à 3 M€

▪ Financier : Rendement comptable 0,25%

### 2.4.3.2 Processus de surveillance et de gestion

#### *2.5.4.2.1 Rôles et responsabilités, intégration dans le processus de gestion et de décision de l'Union*

Les parties prenantes au processus ORSA sont les suivantes.

- Le Conseil d'administration, qui valide la politique ORSA (définition des hypothèses du scénario central, des seuils de tolérance et appétence, des scénarios de stress tests…), l'ensemble des changements éventuels pouvant y être apportés a posteriori, les travaux mis en œuvre dans le cadre de l'ORSA et les conclusions de chaque ORSA,

- Le Comité d'audit, en charge de la supervision des travaux mis en œuvre par le comité des risques, du contrôle périodique de l'appétence et des seuils de tolérance aux risques, et de la validation de principe des limites opérationnelles,

- Le Comité des risques, qui a pour vocation de rapporter aux Dirigeants la mesure et la surveillance de tous les risques sur l'ensemble des activités, en formulant d'éventuelles alertes et en proposant des actions pour une meilleure maîtrise. Il est en charge d'assurer le suivi de l'ORSA avec l'examen du rapport ORSA.

- Le Directeur opérationnel, qui est en charge de la rédaction des paramètres de la politique ORSA et, avec le Responsable de la fonction Gestion des risques, de la rédaction du rapport ORSA à soumettre à la validation des instances.

- Le Responsable comptable et financier qui, avec le cabinet Premium, a en charge la modélisation nécessaire aux calculs permettant de déterminer le SCR et son taux de couverture dans les différents scénarios de stress.

- Le Responsable de la fonction Gestion des risques, en charge de la politique ORSA et de la coordination centralisée du management des risques

##### *2.4.3.2.1 Restitution et communication*

Les résultats de l'ORSA, après les vérifications indépendantes et justifications adéquates apportées par les intervenants ci-dessus, sont repris dans le rapport ORSA établis par la Direction. Ce rapport est adressé au :

- Conseil d'administration,
- Comité d'audit,
- Comité des risques,
- Responsable de la fonction Gestion des risques,

- Les différents comités et sous-comités de MFPrécaution en lien avec l'ORSA (Comité des risques opérationnels, comité de sélection et de rémunération, sous-comité Investissement et le sous-comité de souscription et nouveaux produits).

MFPrécaution communique à l'ACPR son ORSA dans un délai de quinze jours après sa validation par le Conseil d'administration.

#### *2.4.3.2.2 Contrôle périodique*

La mise en œuvre du contrôle périodique de MFPrécaution est assurée par le Comité d'audit, conformément au dispositif d'audit interne développé par MFPrécaution. Les enjeux et problématiques relatifs au processus ORSA sont inclus dans le périmètre de contrôle périodique du Comité d'audit dont les modalités d'exercice sont décrites dans la politique d'audit interne de MFPrécaution.

#### *2.4.3.2.3 Mise à jour de la politique*

Le responsable de la fonction Gestion des risques, conjointement avec le Comité des risques, est responsable de la mise à jour de cette politique de risque, a minima de manière annuelle. Chaque révision est soumise à l'approbation du Conseil d'administration de MFPrécaution.

Dans le cadre de la mise à jour de cette politique, le responsable de la fonction Gestion des risques et le Comité des risques veillent à :

- communiquer sur les nouveaux éléments pris en compte dans la politique et leurs impacts,
- vérifier que ces éléments ont été pris en compte par le Conseil d'Administration dans le cadre de la révision des appétences et seuils de tolérance,
- assurer des formations sur la compréhension et l'application des nouveaux principes, ainsi qu'un rôle de support aux opérationnels.

Les éléments suivants peuvent être pris en compte dans le cadre de la mise à jour de cette politique :

- changements dans l'activité, l'organisation ou l'environnement de MFPrécaution,
- décisions du conseil d'administration en matière de gestion des risques (révision annuelle de l'appétence au risque),
- évolutions de la règlementation ou des normes.

### 2.4.3.3 Processus ORSA

Le processus ORSA de MFPrécaution se déroule en plusieurs étapes.

- Identification et évaluation des risques,
- Détermination du profil de risque
- Analyse de la solvabilité et du besoin en capital,
- Détermination de l'appétence au risque et des limites de tolérance,
- Proposition du business plan (BP) à 10 ans qui inclut également la proposition de scenarii de test définis en fonction du BP, de l'analyse du profil de risque de MFPrécaution, et faits marquants internes ou externes, connus ou redoutés,
- Vérification de la compatibilité entre le BP, l'appétence et les indicateurs de tolérance,

- Validation du BP à 10 ans,
- Rédaction du rapport ORSA,

Par ailleurs une étude réalisée en octobre 2015 et communiquée à l'ACPR a permis de justifier l'utilisation du modèle standard.

Ces travaux permettent à MFPrécaution de répondre aux 3 objectifs attendus du processus ORSA :

▪ évaluer le besoin global de solvabilité, compte tenu du profil de risque spécifique, des limites approuvées de tolérance au risque et de la stratégie de l'Union ;

▪ veiller au respect permanent des exigences de capital et des exigences concernant les provisions techniques prudentielles ;

▪ évaluer l'écart entre le profil de risque de l'Union et les hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis prévu.

L'apparition dans les résultats de l'ORSA d'indicateurs d'appétence et de tolérance dépassant les seuils définis, entraînerait la consultation du Conseil d'administration de MFPrécaution qui devra tenir compte de ces résultats dans son processus décisionnel : modification des objectifs budgétaires à 10 ans, révision de l'appétence et des tolérances au risque de MFPrécaution.

MFPrécaution a décidé de plusieurs critères devant participer à la mesure de l'efficacité du processus ORSA, dont :

- le contenu des réunions du comité des risques par rapport à ses missions et responsabilités,
- la fréquence et l'assiduité des membres aux réunions du comité des risques,
- le suivi des actions de contrôles mises en place par le comité des risques,
- le cadre et la méthodologie de détermination des stress et des tests.

Chaque comité propriétaire de risque (Sous-comité investissements, sous-comité souscription et nouveaux produits, comité des risques opérationnels, CSR) peut proposer et documenter des scenarii et tests au Comité des Risques.

### 2.4.4 Système de contrôle interne

#### 2.4.4.1 Organisation générale

En application de l'article 46 de la Directive et de l'article 266 des actes délégués, la mutuelle est tenue de mettre en place un système de contrôle interne. Cette disposition est en cohérence avec les exigences préalables du décret n°2008-468 du 19 mai 2008 transposées à l'article R.211-28 du code de la mutualité.

Dans ce contexte, MFPrécaution s'est dotée des organisations et des moyens humains nécessaires pour mettre en œuvre la politique de Contrôle interne et de Conformité.

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques fait partie intégrante de la stratégie du Conseil d'administration de MFPrécaution et de la Direction opérationnelle.

Dans le cadre de ses missions, les activités d'audit et de contrôle interne interviennent sur l'ensemble des activités de l'Union.

MFPrécaution dispose des moyens humains pour fonctionner dans le domaine du contrôle interne. Un **Responsable du contrôle interne est en poste depuis le 1er octobre 2015, et est placé sous la direction du Directeur Opérationnel**.
L'audit demeure sous-traité à MFP Services. Le service Audit interne de MFP Services assure les prestations prévues par la convention de délégation de gestion mise à jour en 2015. En 2017, les opérations de contrôle périodique (Audit) ont ainsi été assurées par le responsable du Service Audit interne de MFP Services.

### 2.4.4.2 Travaux en matière de contrôle interne

Le dispositif de Contrôle interne de l'Union repose sur les outils suivants.

- Une politique de contrôle interne, qui énonce le cadre et le dispositif présent au sein de l'Union.
  La nouvelle mouture de la politique de Contrôle interne et de Conformité (formalisée en 2015) a été modifiée à la marge et validée par le Conseil d'administration en janvier 2018 afin d'intégrer les décisions stratégiques retenues par ce dernier.
- Une charte vient rappeler également les grands principes de l'exercice de ce contrôle.
- Un cahier de l'ensemble des procédures est mis à jour au fil de l'eau afin de recenser et présenter l'ensemble des procédures en cours au sein de l'Union (tant concernant les procédures opérationnelles que les procédures de contrôles).
- Une cartographie des risques, identifie les risques liés aux process, les moyens de maitrise, et qualifie le risque brut et net. La mise à jour est liée à celle du cahier des procédures.

Les travaux de Contrôle interne font l'objet d'une planification annuel :

- Un Plan de Contrôle Interne (PCI) définit le programme d'actions. Celui de 2017 a été validé par le Conseil d'administration du 18/01/2017, celui de 2018 par celui du 17/01/2018.
- Le Plan de Contrôle Permanent, quant à lui, définit les contrôles de niveau 2 à effectuer sur l'année.

L'Union est tout particulièrement vigilante à mettre en place un système contribuant à l'amélioration de la satisfaction des mutuelles et de leurs adhérents et à fournir des services conformes. Une attention toute particulière vise à :

- renforcer les moyens de maîtrise, pour les risques dont l'évaluation nette demeure sensible (fort ou élevé),
- vérifier l'efficience du dispositif de contrôle permettant de réduire les risques à un niveau modéré,
- garantir la mise en œuvre des processus de Contrôle Interne.

### 2.4.4.3 Evaluation du dispositif de Contrôle interne de l'Union

Le dispositif de contrôle interne de MFPrécaution, a fait l'objet de deux audits en 2017. L'un, programmé dans le cadre du plan d'audit, l'autre conduit dans le cadre de la mission intérimaire de novembre 2017 des Commissaires aux Comptes. **Les deux audits ont validé le dispositif mis en place.**

- **Audit du dispositif de Contrôle Interne et de Gestion des Risques**[1]

[1] Cf : Rapport d'audit du dispositif de Contrôle Interne et de Gestion des Risques - B. Portier - 08/02/2018

Dans le cadre de Solvabilité II, MFPrécaution doit pouvoir démontrer la maîtrise de l'ensemble de ses activités et de ses risques. Des travaux importants ont été menés sur le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne de MFPrécaution.
L'Union a veillé à mettre en place un dispositif proportionné à sa taille et à la complexité de ses opérations. Près de deux ans après l'entrée en vigueur de la directive Solvabilité 2, il est apparu utile de faire un état des lieux du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques.
Ainsi, le Comité d'Audit a mandaté le service Audit pour réaliser une mission sur le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques. Cette mission, initialement prévue au 2ème semestre 2018, a été avancée au 1er semestre 2018.

Les objectifs de cette mission d'audit étaient :
- de vérifier la présence de tous les éléments requis, Fonctions clés, référentiels de gestion, de contrôle et des risques, politiques, des dispositifs de gestion correspondants, et de l'articulation entre eux,
- d'effectuer des tests de cheminements sur la gestion des incidents,
- d'effectuer des contrôles sur l'exécution de contrôles, niveaux 1 et 2.
- de proposer des pistes d'amélioration ou de mise en conformité de ces processus, afin de garantir une utilisation efficiente et conforme des ressources de l'entreprise.

Les conclusions de l'audit sont les suivantes.
**Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne mis en place répond aux principales bonnes pratiques et aux exigences requises par la législation.**
**Il a été proposé 7 recommandations, toutes de niveau 3 (échelle de 1 à 4 :** 1 - Très important, 4 – Faible). **Les points à améliorer ne remettent pas en cause l'assurance raisonnable de maîtrise des risques et de l'activité de l'entreprise.**

- **Mission intérimaire de novembre 2017 des Commissaires aux Comptes[2]**

Un rapport établi par le cabinet Mazars présente, dans le détail, le contexte, les objectifs et les résultats de cette mission. Le paragraphe ci-après reprend en synthèse les enseignements.

Les Commissaires aux comptes **ont fait la revue du dispositif et des procédures relatifs au Contrôle Interne**. Ils ont été amenés à faire deux recommandations :
- poursuivre le travail de fiabilisation de la base (stock) des encours, afin de préciser le montant des encours couverts.
- poursuivre le développement des liens entre la cartographie des risques/cahier des procédures et les plans de contrôles, afin de renforcer la cohérence du dispositif de l'Union.

Toutefois, les CAC ont précisé que ces points ne sont pas de nature à remettre en cause la pertinence et la correcte application du dispositif de contrôle interne existant et **ont conclu que leur revue était donc satisfaisante.**

Les CAC ont également fait une revue du suivi des placements d'une part, et de l'activité de caution d'autres part. Ils ont ainsi conduits des tests de cheminement sur ces processus et des tests d'efficacité des contrôles menés par le Contrôle Interne, sur ces mêmes processus : le contrôle d'octroi de la caution (PCP-01), de dérogation (PCP-05), des habilitations (PCP-19).

L'ensemble des tests effectués ont été satisfaisants. Ils ont établi 5 recommandations.

### 2.4.4.4 Rôle spécifique de la fonction vérification de la conformité

[2] Cf :Rapport SYNTHÈSE INTÉRIMAIRE Comité d'audit du 20 Décembre 2017 – cabinet Mazars

La fonction de vérification de la conformité mentionnée à l'article L.354-1 du code de la mutualité est en charge de participer à la veille réglementaire et d'évaluer l'impact de tout changement de l'environnement juridique sur l'activité de l'Union. Les rôle et missions de la fonction Vérification de la conformité ont été présentés au chapitre 2.1.2.4.

**Périmètre**

L'Union doit instaurer un dispositif de conformité qui lui permette de veiller au respect de différents types de normes.

- Externes : lois, règlements, recommandations émises, chartes, codes de conduite… qu'il s'agisse de dispositions sectorielles (code des assurances, de la mutualité…) ou relevant du droit commun (code civil, CNIL…),
- Internes : procédures internes et instructions émanant des organes dirigeants et notamment le respect des Statuts de l'Union.

Ce dispositif doit veiller autant au respect du droit positif que du droit prospectif : besoin d'anticiper les réformes, besoin d'en apprécier l'impact sur l'organisme ainsi que les mesures qu'il conviendrait de prendre.

Il concerne la totalité des activités de l'Union et ne vise pas seulement le risque de sanction judiciaire ou administrative, mais également celui d'atteinte à la réputation de l'Union, de perte, financière ou encore de manque à gagner….

**Dispositif de conformité**

La couverture du risque de conformité fait partie intégrante des objectifs du dispositif de contrôle interne de MFPrécaution. A ce titre, le travail de cartographie du risque de conformité et des moyens de maîtrise développés par MFPrécaution a été réalisé dans le cadre du déploiement global du contrôle interne de l'Union. De même, les moyens de suivi et de reporting de ce risque aux organes de gouvernance de MFPrécaution sont analogues à ceux décrits plus haut s'agissant du dispositif de contrôle interne.

Selon le principe de proportionnalité, évitant tout conflit d'intérêt et relativement à la taille de MFPrécaution, la Direction a fait le choix de confier la fonction conformité au Secrétaire général, également Responsable de la fonction Gestion des risques.

Il a ainsi été élaboré en 2016, à partir de la cartographie globale des risques, un référentiel spécifique des risques conformité et des contrôles afférents.

**Moyens de maîtrise**

La plupart des missions qui entrent dans le champ de la conformité s'articule avec les ressources déployées au sein de MFPrécaution au titre du dispositif global du Contrôle interne : individus, processus, contrôles, outils ...
Parmi les outils utilisés pour la vérification de la conformité, figurent notamment :
- une veille juridique et jurisprudentielle importante dans les domaines de l'assurance, de la mutualité, de la comptabilité, du droit civil et immobilier,
- le recours à l'assistance externe sur des sujets particuliers (conseils juridiques, légaux…),
- la sensibilisation de l'ensemble des salariés sur la nécessité d'identifier, comprendre et résoudre les problématiques rencontrées par le management de MFPrécaution,

- un renforcement depuis 2015 de la gestion des risques de l'Union en se dotant d'un dispositif et d'un Responsable du contrôle interne, d'un Responsable de la fonction Gestion des risques et de la fonction Conformité, et d'une comitologie renforcée.

Le Conseil d'administration du 26 octobre 2016 a validé les travaux réalisés ou restant à réaliser en 2016 dans le cadre de la vérification de la conformité, et approuvé le plan présenté pour 2017 et 2018.

**Politique de conformité**

Le processus conformité étant transverse à la cartographie des risques, il fait l'objet d'une politique écrite « *Politique de Contrôle Interne et de conformité»* actualisée annuellement et validée par le Conseil d'Administration, la dernière mise à jour de cette politique ayant été validée par le Conseil d'administration du 18 janvier 2017.

### 2.4.4.5 Synthèse du dispositif de Contrôle interne, au 31/12/2017

| **Instances** | |
|---|---|
| Comité d'audit et de CI | 5 comités en 2017<br>Taux de participation de 69% |
| CRO | 11 réunions en 2017 |
| Réunion d'information du personnel | 1 réunion, avec 100% des salariés présents (12/12/2017) |
| **Au 31/12/2017, nombre de :** | |
| Processus<br>Exécutif<br>Métier<br>Support | 15<br>5<br>5<br>5 |
| Risques | 90 |
| Point de contrôle permanent | 18 |
| Moyens de maîtrise | 133 |
| **Evaluation du risque (note moyenne, fort = 1, élevé=2, modéré=3, faible=4)** | |
| Risque brut, moyenne | 2,5/4 |
| Risque net, moyenne | 3,7/4 |
| Nombre de risques forts (brut & net) | 2 |
| évènements indésirables | 0 |
| Réclamations | 102 |
| Déclaration d'incidents opérationnels | 12 |

### 2.4.5 Fonction d'Audit interne

#### 2.4.5.1 Organisation de la fonction d'audit interne

Le contrôle périodique ou audit a pour rôle de vérifier le bon fonctionnement et la qualité du contrôle permanent au sein de l'Union. Il a également pour mission de réaliser périodiquement des contrôles de délégation visant à vérifier le respect des obligations découlant de la souscription de contrats ou des délégations de gestion octroyées aux partenaires mutualistes et autres. Au terme de chaque mission, l'audit émet des recommandations visant à améliorer les procédures de contrôles mises en œuvre.

L'Audit interne de MFP Services agit pour le compte de l'Union dans le cadre des missions qui lui sont confiées et qui sont formalisées dans le plan annuel d'audit. Il peut également agir suivant un ordre de mission émanant de la Direction ou du Conseil d'administration sur suggestion du Comité d'audit.

Les Commissaires aux Comptes, dans le cadre de leurs missions de révision des comptes participent également au dispositif.

Le Président du Comité d'audit  a pris ses fonctions en 2016 et a bénéficié de 3 formations.
Le Comité d'Audit a été convoqué cinq fois en 2017, avec u  taux de présence moyen de 69%, démontrant une implication de ses membres soutenue et constante dans le temps.
Le Comité d'audit est régi par son règlement intérieur. Une révision de ce dernier a été réalisée en 2016, afin d'intégrer les nouvelles directives formalisées dans les politiques des risques.

#### 2.4.5.2 Rang et indépendance de l'audit interne

L'Audit interne est indépendant. Les auditeurs internes exercent leurs fonctions de manière objective.
MFPrécaution considère que la situation de cumul de fonctions de Responsable de la Fonction clé Audit interne et d'administrateur est adaptée compte-tenu de sa structure et du niveau de complexité des opérations de l'Union. L'organisation retenue par MFPrécaution (fonction Audit interne rattachée au Président du Comité d'audit, missions d'Audit interne exécutées par le Responsable Audit de MFP Services, l'Audit interne n'exerçant aucune activité opérationnelle) garantit cette indépendance et le rang suffisant de la fonction.

Par ailleurs, afin de prévenir tous risques – et particulièrement le risque de conflits d'intérêts – que pourrait induire cette situation, MFPrécaution a mis en œuvre des procédures exposées dans la Politique d'audit interne.

L'audit interne contrôle l'accès à ses dossiers et ne divulgue ces informations qu'avec les autorisations requises, à  moins qu'une obligation légale ou professionnelle ne l'oblige à le faire.

L'auditeur communique régulièrement à la Direction et au Comité d'audit des informations sur le degré d'avancement et les résultats du plan d'audit annuel ou pluri-annuel. Il peut, à sa demande, s'entretenir librement avec le Président du Comité d'audit.

Le périmètre d'intervention de l'auditeur s'étend à l'ensemble des activités de l'entreprise, qu'elles soient internes ou externalisées, à l'exception des opérations exécutées par sa propre entreprise pour le compte de MFPrécaution. Dans le cas où des activités externalisées à sa propre entreprise seraient à auditer sur décision du Conseil d'administration, la Direction diligenterait le transfert de la mission à un auditeur externe à cette entreprise.

L'auditeur intervient dans tous les domaines ou processus administratifs, comptables et financiers, fonctionnels ou opérationnels qu'ils soient internes ou délégués.

Les documents et les informations confiés à l'auditeur durant les missions sont traités avec le niveau de confidentialité et d'intégrité requis.

L'auditeur n'est pas autorisé à accomplir des tâches opérationnelles pour l'organisme.

### 2.4.5.3 Présentation des travaux de l'audit interne

**↳ Mise à jour de la Politique d'audit interne**

Le Responsable de la fonction Audit interne, conjointement avec le Directeur opérationnel, est responsable de la mise à jour de cette politique et de la charte d'Audit interne, a minima de manière annuelle. Chaque révision est soumise à l'approbation du conseil d'administration de MFPrécaution.

Dans le cadre de la mise à jour de la politique d'Audit interne, le responsable de cette politique veille à :

- communiquer sur les nouveaux éléments pris en compte dans la politique et leurs impacts,
- vérifier que ces éléments ont été pris en compte par le conseil d'administration dans le cadre de la révision des appétences et seuils de tolérances,
- informer sur tout changement dans la politique d'Audit interne,
- assurer des formations sur la compréhension et l'application de nouveaux principes, assurer un rôle de support aux opérationnels.

Pour cela, il devra notamment prendre en compte les éléments suivants :

- changement dans l'activité, l'organisation ou l'environnement de MFPrécaution,
- décisions du conseil d'administration en matière de gestion des risques (révision annuelle de l'appétence au risque) et des seuils de tolérance,
- évolutions de la règlementation ou des normes.

**↳ Planification annuelle et triennale**

Les missions d'audit se déroulent suivant un plan d'audit pluri-annuel, revu annuellement. Le plan d'audit est proposé par l'auditeur sur la base de la cartographie des risques de l'organisme, en concertation avec le Directeur opérationnel. Il est validé et éventuellement amendé par le Comité d'audit de MFPrécaution, avant d'être présenté au Conseil d'administration.

Lors de sa séance du 20 septembre 2017, le Conseil d'administration a validé le plan d'audit triennal 2018/2010 tel qu'il lui a été proposé par le Comité d'audit et qui est le suivant.

| Exercice proposé | Période | Thèmes | Sous thématique | Niveau de risque | Direction concernée | Audit interne/externe |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2018 | Semestre 1 | Solvabilité 2 | Audit du dispositif de reporting prévu pat le pilier 3 | 3 | DG et prestataires | Interne/externe |
| 2018 | Semestre 2 | Solvabilité 2 | Audit des fonctions clés | 3 | Fonctions clés | Interne |
| 2019 | Semestre 1 | Services support | Audit d'une activité réinternalisée - Service Comptable et Financier | 3 | Ensemble de l'Union | Interne |
| 2019 | Semestre 2 | Solvabilité 2 | Dispositif de pilotage de la sous-traitance (au sens solva II) | 3 | Ensemble de l'Union | Interne |
| 2020 | Semestre 1 | Opérationnel | Audit de l'encours caution | 3 | Service caution | Interne |
| 2020 | Semestre 2 | Sous-traitants | Presta extérieur : Wellington - Contrôle interne et PRA | 3 | Secrétariat général | Externe |

Ce plan d'audit est adapté à la taille de l'entreprise, à son activité et à ses risques. En moyenne, un à deux audits par an sont diligentés, sur les opérations gérées tant en interne qu'en externe.

### 2.4.6 Fonction actuarielle

La fonction « Actuarielle » de l'Union a pour rôle de garantir l'exactitude des hypothèses, des données et des calculs utilisés pour les provisions techniques. Elle contribue également à la politique de souscription et de réassurance et à la modélisation des risques, ainsi qu'à une mise en œuvre effective du système de gestion des risques. Cette fonction est confiée au Responsable comptable et financier de l'Union et sous-traitée à l'associée du Cabinet Premium en charge de l'actuariat de l'Union.

Les rôles et missions de la fonction actuarielle ont été présentés au chapitre 2.1.2.3.

### 2.4.7 Sous-traitance

**↳ Politique de sous-traitance**

En matière de sous-traitance, MFPrécaution a fait le choix stratégique et organisationnel de sous-traiter certaines de ses activités.

Le choix de la sous-traitance a été effectué après prise en compte de critères stratégiques, quantitatifs et qualitatifs tels que les compétences techniques, la capacité opérationnelle et financière de MFPrécaution à

porter des investissements pour réaliser en interne ces activités, le coût de l'externalisation, l'absence de conflits d'intérêts, la compétence et la notoriété de chaque sous-traitant choisi.

Le choix du recours à la sous-traitance et le choix du sous-traitant suivent le processus de décision qui s'applique à l'ensemble des risques. Le choix est effectué en s'assurant que le recours à la sous-traitance :

- ne compromet pas la qualité du système de gouvernance de l'Union,
- n'accroît pas le risque opérationnel de l'Union,
- ne compromet pas la capacité des autorités de contrôle de vérifier que l'Union se conforme bien à ses obligations,
- ne nuit pas à la prestation continue d'un niveau de service satisfaisant à l'égard de l'Union.

Dans ce contexte, MFPrécaution met en place une procédure permettant d'appréhender les dispositifs de gouvernance des risques et de contrôle interne déployés par le sous-traitant et garantissant le correct traitement des activités déléguées. Cette connaissance est mise à jour périodiquement par le Responsable du contrôle interne et le responsable des fonctions Gestion des risques et Conformité. L'adéquation et l'implémentation des dispositifs du sous-traitant sont évaluées par MFPrécaution dans le cadre de contrôles périodiques. Un contrat définissant les droits et obligations de chacune des parties, en respect des obligations légales et réglementaires, est signé avec chaque sous-traitant.

MFPrécaution informe l'ACPR de ses choix de sous-traiter ses activités opérationnelles lorsque celles-ci impactent fortement son activité, ainsi que de toute évolution importante ultérieure concernant les fonctions et activités sous-traitées.

**↳ Mise à jour de la Politique de sous-traitance**

Le responsable de la fonction Gestion des risques est responsable de la mise à jour de cette politique de risque, a minima de manière annuelle, et en tout état de cause, lorsqu'un des éléments de cette politique est modifiée.
Chaque révision est soumise à l'approbation du Conseil d'administration de l'Union.

Dans le cadre de cette mise à jour de cette politique, le responsable de cette politique veille à :
- communiquer sur les nouveaux éléments pris en compte dans la politique et leurs impacts,
- vérifier que ces éléments ont été pris en compte par le Conseil d'administration dans le cadre des appétences et seuils de tolérances,
- informer sur tout changement dans la politique de risque de souscription et de provisionnement,
- assurer des formations sur la compréhension et l'application de nouveaux principes, assurer un rôle de support opérationnel.

D'autres éléments peuvent être pris en compte dans le cadre de la mise à jour de la politique comme :
- des changements dans l'activité ou l'organisation de MFPrécaution,
- des changements dans l'environnement de l'Union
- des décisions du CA en matière de gestion des risques (révision annuelle de l'appétence au risque),
- des évolutions de la réglementation ou des normes.

La Politique de sous-traitance a été adoptée par le Conseil d'administration du 28 octobre 2015, et sa mise à jour annuelle a été approuvée par le Conseil d'administration du 17 janvier 2018.

Les activités suivantes sont externalisées par MFPrécaution, pour des raisons stratégiques, organisationnelles, juridiques ou de conformité.

- **Audit** - Les missions d'Audit interne et le suivi des recommandations. Cette activité est réalisée par l'Union MFP Services.

- **Logistique -** Ensemble de la gestion des moyens immobiliers et mobiliers de l'Union ainsi que des petits matériels, réservations de salle de réunion et organisation de manifestation. Cette activité est réalisée par l'union MFP Services.
- **Gestion des actifs** - Gestion du portefeuille d'actifs, gestion d'allocation d'actifs au regard d'une analyse macroéconomique aboutissant à une vision prévisionnelle des marchés, conseil sur les placements dans une classe spécifique d'actifs, suivi et consolidation du portefeuille. Cette activité est réalisée par les sociétés OFI A.M. et NATIXIS A.M.
- **Actuariat -** Réalisation de l'inventaire technique, la tarification, la modélisation et les business plans. Cette activité est réalisée par le cabinet Premium Consulting.
- **Paie -** A partir de la saisie réalisée en interne sur le logiciel de paie des données nécessaires à l'établissement de la paie, et établissement de l'ensemble de ses sous-produits notamment déclarations sociales et fiscales. Cette activité est réalisée par la société Univers Paie.
- **Informatique -** mise à disposition de l'outil « métier » et l'ensemble des développements y afférents ainsi que la mise à disposition des matériels nécessaires à l'activité (PC, copieur, fax, infrastructure réseau, etc). Cette activité est réalisée par les sociétés MCO Finances (outils métier) et ITS (Bureautique).
- **Archivage** - Dossiers Caution acceptés archivés environ tous les deux mois et dossiers Caution refusés donc susceptibles d'éventuels recours archivés environ tous les 4 mois. Cette activité est réalisée par la société RECALL Archivage.

MFPrécaution a mis en œuvre des processus garantissant la maîtrise des risques sur ces activités externalisées pour que la qualité et la continuité des services apportés aux mutuelles membres de l'Union et leurs adhérents soient maintenues et que la qualité de son système de gouvernance et de maîtrise des risques ne soit pas compromise. Ce dispositif, implémenté auprès de chaque sous-traitant, inclut notamment :

- l'identification, avec le sous-traitant, d'un interlocuteur référent pour MFPrécaution,
- des échanges formels et informels avec le sous-traitant,
- l'obtention régulière des reportings définis par MFPrécaution, lui permettant de disposer des informations nécessaires au suivi des activités déléguées et à la maîtrise des risques portés par ces activités,
- la prise de connaissance par MFPrécaution des dispositifs de gouvernance des risques et de contrôle interne déployés par chaque sous-traitant pour garantir le correct traitement des activités déléguées,
- l'évaluation de l'adéquation du dispositif et de son implémentation dans le cadre d'audits périodiques des sous-traitants,
- l'émission de recommandations en cas d'insuffisance des dispositifs des sous-traitants ou recherches de solutions alternatives.

### 2.4.8 Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par l'Union susceptible d'impacter le système de gouvernance n'est à mentionner.

# 3 PROFIL DE RISQUE

## *3.1 Risque de souscription*

### 3.1.1 Exposition au risque de souscription

#### 3.1.1.1 Méthode d'évaluation du risque de souscription

Le risque de souscription suit les processus d'évaluation et de suivi des risques décrits au chapitre 2.4 du présent rapport, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité qui associe le sous-comité de souscription et nouveaux produits, le comité des risques, le comité d'audit, le responsable gestion des risques, le Conseil d'administration et le Bureau.

Le suivi du risque de souscription est réalisé par le sous-comité de souscription et nouveaux produits par l'intermédiaire d'une analyse de la tarification, de la sinistralité, de la profitabilité du contrat concerné et du suivi de l'exposition au risque dans les limites de l'appétit défini par le sous-comité de souscription et nouveaux produits. Pour ce suivi et cette évaluation, MFPrécaution s'est dotée de plusieurs outils réalisés et exploités, évolution mensuelle de la production et de la sinistralité, études actuarielles annuelles sur l'évolution du taux de risque, états réglementaires trimestriels et annuels, business plan…).

Par ailleurs, le processus ORSA, décrit au chapitre 2.4.3 et le calcul du SCR souscription permettent en parallèle d'évaluer et de suivre le risque de souscription sur la base d'autres indicateurs et à fréquence annuelle.

#### 3.1.1.2 Risques significatifs identifiés par MFPrécaution

##### *3.1.1.2.1 Risque de souscription non-vie*

Par ses activités d'assurance Caution et de Perte d'emploi, MFPrécaution est soumise au risque de souscription Non-Vie (risque de prime et de réserve, risque de catastrophe et risque de rachat).

Le risque de souscription en Non-Vie est le risque d'assurance spécifique qui résulte des contrats d'assurance. Il a trait aux incertitudes relatives aux résultats des souscriptions de l'assureur.

Il est pris en compte dans la formule standard du pilier 1 et génère le montant de module de SCR le plus important pour les entreprises d'assurance pratiquant l'activité « caution » du fait :

- de l'horizon temporel de survenance du risque très long,
- d'un risque catastrophe très fortement pris en compte (récession globale et « deux plus importants sinistres potentiels »).

Dans le cas de MFPrécaution, il n'y a en revanche pas de risque de rachat car en cas de remboursement anticipé, la prime n'est pas restituée.

Que ce soit par l'intermédiaire de critères d'analyse de la solvabilité des demandeurs de caution très stricts et parfaitement formalisés, que ce soit par le processus permettant des dérogations là encore très clairement établi, et donnant en dernier ressort la capacité dérogatoire à une Commission du Conseil d'administration, MFPrécaution a fait la démonstration depuis 53 ans, et ses résultats techniques le démontrent, d'une maîtrise de ce risque.

- *Le risque non vie est constitué des risques chômage et caution avec une contribution prépondérante de la caution. Au sein de la caution, c'est le risque de prime qui est le plus important. Il est homogène aux PENA constatées sous Solvabilité 1.*

- *Risque catastrophe : Par son activité, MFPrécaution est soumise à un risque de catastrophe humaine (risque de récession ou défaut des 2 engagements les plus importants) et à un risque de catastrophe chômage. (Cf. méthodologie de calcul fournie par l'EIOPA).*

### 3.1.2 Concentration des risques de souscription

MFPrécaution n'a pas identifié de risque particulier lié à la concentration du risque de souscription.

### 3.1.3 Atténuation du risque de souscription

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFPrécaution n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque de souscription.

### 3.1.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité

#### 3.1.4.1 Description des méthodes et hypothèses utilisées

L'approche retenue par MFPrécaution sur le calcul des besoins en fonds propres et les chocs appliqués relatifs au risque de souscription sont basés sur la formule standard. Pour le calcul du risque de tarification, ont été pris en compte les primes de l'exercice, ainsi que le montant des profits futurs. Pour le risque de provisionnement, a été prise en compte la base des provisions pour sinistres.

#### 3.1.4.2 Résultats des tests

Le SCR relatif au risque de souscription s'élève à **9 804 356 €.** Par ailleurs, les risques significatifs décrits ci-dessus font l'objet d'une analyse de sensibilité dans le cadre de l'ORSA.

Les scénarios adverses étudiés dans le cadre de l'ORSA prennent en compte le risque de souscription par les hypothèses :

- d'une hausse de la sinistralité et d'une dégradation du taux de recouvrement du risque caution (scénario 1),
- d'une augmentation de la sinistralité du risque Chômage (scénario 2).

## *3.2 Risque de marché*

Le risque de marché provient des risques de pertes ou de développements défavorables de la situation financière de l'entreprise, résultant de fluctuations des marchés financiers affectant le niveau et la volatilité de la valeur de marché des actifs et des passifs. Le risque de marché peut concerner tous types d'actifs financiers : actions, actifs à revenus fixes, biens immobiliers ainsi que les passifs exposés à celui-ci (Directive 2009/138/CE article 13).

Le risque de marché est subdivisé pour le calcul des besoins en fonds propres en 6 sous-modules de risques, à savoir :

♦ Le risque de taux d'intérêt : Il existe pour tous les actifs et notamment les obligations pour lesquelles, l'actif net réévalué est sensible aux changements en termes de structure de taux d'intérêt ou de leur volatilité. Cela concerne à la fois le taux d'intérêt réel et le nominal.

Au regard du portefeuille de MFPrécaution, les actifs sensibles aux mouvements de taux sont essentiellement les obligations à taux fixes.

⬧ Le risque actions : Il résulte du niveau ou de la volatilité des prix des actions sur le marché. L'exposition au risque « actions » concerne tous les actifs qui ont une valeur sensible aux changements de prix des actions.

⬧ Le risque de spread : il résulte de la sensibilité de la valeur des actifs obligataires aux changements dans le niveau ou la volatilité des spreads de crédit. Pour MFPrécaution et au regard de sa politique de gestion, la mesure du risque de spread concerne principalement les obligations de sociétés classées dans la catégorie « investment grade » par les agences de notation soit celles de rating supérieur ou égal à BBB.

⬧ Le risque de concentration : il s'étend aux actifs pris en compte dans les modules du risque « actions », du risque de spread et du risque « immobilier ».

⬧ Le risque de change : ce module vise à quantifier le besoin en capital correspondant à la perte générée par l'effet de change sur la valeur des actifs libellés en devises étrangères.

⬧ Le risque immobilier résulte de la sensitivité des actifs au niveau de la volatilité des prix de l'immobilier au marché.
Sont concernés essentiellement les terrains et immeubles et les droits y afférents, les participations dans des sociétés de biens immobiliers qui génèrent des revenus périodiques ou qui sont prévus à d'autres fins d'investissement. Jusqu'en 2015, les seuls investissements immobiliers réalisés par l'Union ne portaient que sur les biens où l'Union, suite à récupération dans le cadre d'un contentieux, se retrouvait adjudicataire du bien. Après leur vente en 2015, ils sont tous sortis de l'actif du bilan de MFPrécaution. Cependant, à la fin de l'année 2015, dans le cadre d'une diversification décidée par son Conseil d'administration, l'Union a investi dans des parts de SCPI et se retrouve donc soumise à ce risque.

### 3.2.1 Exposition au risque de marché

#### 3.2.1.1 Méthodes d'évaluation du risque de marché

Le risque de marché suit les processus d'évaluation et de suivi des risques décrits au chapitre 2.4 du présent rapport, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité qui associe le sous-comité d'investissements, le comité des risques, le comité d'audit, le responsable gestion des risques, le Conseil d'administration et le Bureau.

Le suivi du portefeuille et des résultats des valeurs mobilières obtenus repose notamment sur l'analyse des informations fournies mensuellement par les gestionnaires d'actifs (OFI AM et Natixis AM).

Par ailleurs, le processus ORSA, décrit au chapitre 2.4.3 et le calcul du SCR marché permettent en parallèle d'évaluer et de suivre le risque de marché sur la base d'autres indicateurs et à fréquence annuelle.

#### 3.2.1.2 Respect du principe de la personne prudente dans la gestion des investissements

MFPrécaution a défini sa politique d'allocation stratégique des actifs financiers en respect du principe de personne prudente tel que défini dans l'article 132 de la Directive, à savoir que l'Union n'investit que dans des actifs et instruments financiers dont elle peut et sait identifier, mesurer, suivre et gérer les risques qui en découlent.

Le tableau ci-dessous, détaillant les actifs investis par MFPrécaution au 31 décembre 2017 démontre l'application par MFPrécaution des principes ci-dessus ainsi que la dispersion des investissements.

| Nature | Prix de marché | % répartition | Prix d'achat | Résultats latents | % latent / VA |
|---|---|---|---|---|---|
| **OPCVM Actions** | **6 326** | **15,71%** | **5 422** | **+904** | **+ 16,7%** |
| OPCVM Obligataires | 16 266 | 40,40% | 14 705 | +1 561 | + 10,6% |
| Obligations en direct | 13 005 | 32,30% | 11 964 | +1 041 | + 8,7% |
| **S/tot. Obligataire** | **29 271** | **72,70%** | **26 669** | **+2 602** | **+ 9,8%** |
| CSL CAT | 1 681 | **4,18%** | 1 681 | +0 | + 0,0% |
| Soc Immo | 1 938 | **4,81%** | 1 886 | +53 | + 2,8% |
| **OPCVM Monétaires** | **1 045** | **2,60%** | **1 046** | **-1** | **- 0,1%** |
| TOTAL en K€ | 40 261 | 100% | 36 704 | +3 557 | + 9,7% |

La politique de gestion financière, validée par le Conseil d'administration du 26 octobre 2015, a été mise à jour et validée le 17 janvier 2018. Elle détaille les limites opérationnelles de l'Union pour garantir le respect de la personne prudente ainsi que les objectifs et limites fixés dans le mandat de gestion concernant les valeurs mobilières.

### 3.2.1.3 Risques significatifs identifiés par MFPrécaution

En cohérence avec sa politique prudente d'allocation et de gestion de son portefeuille d'actifs financiers, MFPrécaution n'a pas identifié d'exposition significative au risque de marché.

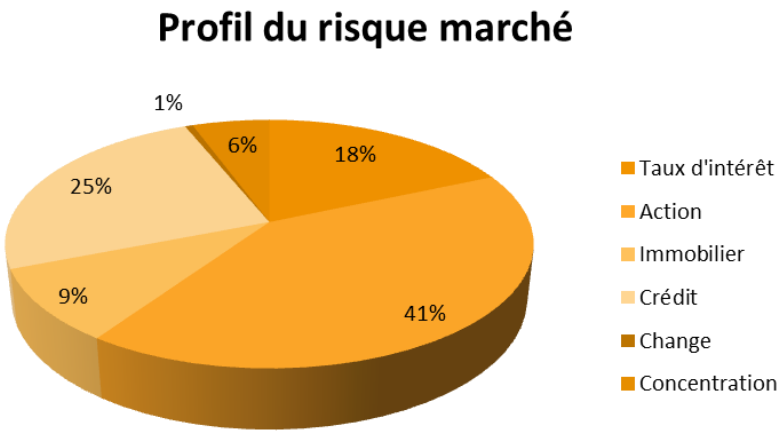
Les placements en valeur de marché de MFPrécaution sont de **29.271 K€** pour les obligations détenues en propres ou par l'intermédiaire d'OPCVM, **6.326 K€** pour les OPCVM actions, **1.045 K€** pour les OPCVM monétaires, **1.681 K€** de comptes sur livret et **1.938 K€** pour les SCPI soit un total de placement de **40.261 K€.**

- Risque Actions : MFPrécaution possède **6.326 K€** d'action sous forme d'OPCVM en date du 31/12/2017.
- Risque de concentration : MFPrécaution possède des actifs émis par la même société, notamment des actifs émis par Société Générale et BPCE.
- Risque de spread : MFPrécaution possède **29 271K€** d'actifs monétaire ou obligataire soumis au risque de spread en date du 31/12/2017.
- Risque de taux : MFPrécaution possède **29 271K€** d'actifs monétaire ou obligataire soumis au risque de taux en date du 31/12/2017 mais les best estimates sont aussi sensibles à la variation des taux.
- Risque immobilier : MFPrécaution possède **1.938**K€ de parts de SCPI soumises à ce risque.

La détention d'actifs monétaires, obligations et actions, entraîne une exposition au risque de spread, au risque de taux d'intérêt et au risque de concentration.

La détention de SCPI entraîne une exposition au risque immobilier.

Le risque de concentration de la formule standard provient de la non diversification du portefeuille d'actifs, si une part importante de l'actif est portée par un même émetteur.




La politique prudente mise en place depuis 2002 et le contrôle des délégataires à travers le reporting de la gestion financière effectué trimestriellement et permettant de s'assurer du respect de ces contraintes, ont permis jusqu'à présent à l'Union de limiter très fortement ce risque.

### 3.2.2 Concentration des risques de marché

En cohérence avec sa politique prudente d'allocation et de gestion de son portefeuille d'actifs financiers, MFPrécaution n'a pas identifié de concentration des risques de marché.

### 3.2.3 Atténuation du risque de marché

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFPrécaution n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque de marché.

### 3.2.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité

#### 3.2.4.1 Description des méthodes et hypothèses utilisées

Le calcul du SCR Risque de marché prend en compte les chocs définis par les mesures d'implémentation d'octobre 2014 dans le cadre de la formule standard. La courbe de taux retenue par MFPrécaution dans le cadre du calcul des SCR risque de taux et risque de spread est la courbe de taux transmise par l'EIOPA. Les fonds OPCVM et SICAV ont été transparisés conformément aux exigences de la Directive Solvabilité II.

#### 3.2.4.2 Résultats des tests

A fin 2017, le besoin en fonds propres lié au risque de marché s'élève à **4 855 384 €.**

Les scénarios adverses étudiés dans le cadre de l'ORSA prennent en compte le risque de marché par l'hypothèse d'une remontée des taux obligataires de 200 bp sur toute la courbe des taux (scénario 4).

## *3.3 Risque de contrepartie*

Le risque de contrepartie est défini par la Directive 2009/138/CE (article 13) comme « le risque de perte, ou de changement défavorable de la situation financière, résultant de fluctuations affectant la qualité de crédit d'émetteurs de valeurs mobilières, de contreparties ou de tout débiteur, auquel les entreprises d'assurance et de réassurance sont exposées sous forme de risque de contrepartie, de risque lié à la marge ou de concentration du risque de marché ».

Dans le cas des opérations engagées par MFPrécaution, le risque de défaut de la contrepartie concerne les placements financiers et l'ensemble des créances.

### 3.3.1 Exposition au risque de contrepartie

#### 3.3.1.1 Méthode d'évaluation du risque de contrepartie

Le risque de contrepartie est appréhendé par MFPrécaution dans le cadre de son processus d'évaluation et de gestion :

- Du risque de souscription (cf. chapitre 3.1) pour l'évaluation et le suivi des contreparties dans le cadre des opérations d'assurance et de réassurance,
- Du risque de marché (cf. chapitre 3.2) dans le cadre de l'évaluation de la qualité de crédit des émetteurs financiers.

#### 3.3.1.2 Risques significatifs identifiés par MFPrécaution

MFPrécaution est exposée au risque de défaut car elle possède, à fin 2017, **2 126 783 €** de créance de type 1 (créances assurées, courtiers, co-assureur, CSL) et **10 325 €** de créance de type 2 (débiteur divers).

### 3.3.2 Concentration des risques de contrepartie

La politique d'allocation des actifs mise en place par MFPrécaution permet de limiter la concentration du risque de contrepartie. Comme exposé ci-dessus, MFPrécaution suit les risques liés aux contreparties qui sont les plus importantes, étant précisé qu'aucune ligne parmi ces actifs n'excède 10% de l'actif de MFPrécaution.

### 3.3.3 Atténuation du risque de contrepartie

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFPrécaution n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque de contrepartie.

### 3.3.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité

#### 3.3.4.1 Description des méthodes et hypothèses utilisées

L'approche retenue par MFPrécaution sur le calcul des besoins en fonds propres et les chocs appliqués relatifs aux risques de contrepartie est basée sur la formule standard.

Le risque de contrepartie lié aux émetteurs financiers est pris en compte dans le sous-module risque de spread du risque de marché. Pour rappel, ce sous module du risque de marché a été calibré à hauteur de

**1.679.793 €.**

Le calcul du SCR lié aux autres contreparties est effectué dans le module risque de contrepartie. Pour le besoin de ce calcul, MFPrécaution a procédé, conformément aux mesures d'implémentation d'octobre 2014, à la classification des autres contreparties en 2 types d'exposition.

• Risque de défaut de type 1 : MFPrécaution possède **2 126 783 €** de créance de type 1 en date du 31/12/2017 (créances assurées, courtiers, coassureur, CSL).

• Risque de défaut de type 2 : MFPrécaution possède **10 325 €** de créance de type 2 en date du 31/12/2017(débiteur divers, Etat, collectivité publique).

#### 3.3.4.2 Résultats des tests

Le SCR relatif au risque de contrepartie (hors émetteurs financiers) affiche un besoin en fonds propres de **294.627 €.**

Les scénarios adverses étudiés dans le cadre de l'ORSA prennent en compte le risque de défaut sur le principal émetteur financier (Perte de 50% des nouveaux investissements « pierre papier » et renforcement de la poche « actions » - scénario 3)

## *3.4 Risque de liquidité*

Le risque de liquidité correspond au « risque, pour les entreprises d'assurance et de réassurance, de ne pas pouvoir réaliser leurs investissements et autres actifs en vue d'honorer leurs engagements financiers au moment où ceux-ci deviennent exigibles ».

Le risque de liquidité d'un organisme dépend donc à la fois :

- de la nature des actifs détenus, à savoir s'ils sont liquides ou s'il est possible de les vendre rapidement sans réaliser de décote importante,
- de la maturité de ces dettes.

Les principales sources de liquidité d'un organisme d'assurance sont les primes d'assurances, les commissions de gestion d'actifs, les flux de trésorerie générés par les actifs investis ainsi que la trésorerie et les autres disponibilités équivalentes du bilan.

En contrepartie, les causes de sortie de liquidité comprennent les prestations sur les contrats d'assurances, les dettes à court terme et les dettes à long terme non admises dans les fonds propres.

### 3.4.1 Exposition au risque de liquidité

#### 3.4.1.1 Méthodes d'évaluation du risque de liquidité

L'évaluation et le suivi du risque de liquidité sont intégrés au processus d'évaluation du risque de marché décrit au chapitre 3.2.1. Un suivi particulier de la situation et du besoin en trésorerie est effectué mensuellement par la Direction opérationnelle. Le processus ORSA décrit au chapitre 2.4.3 permet en parallèle d'évaluer et de suivre le risque de liquidité via le risque de marché.

#### 3.4.1.2 Risques significatifs identifiés par MFPrécaution

MFPrécaution n'a pas identifié de risque significatif lié à la liquidité de ses actifs et investissements ou de situations financières pouvant entraîner un risque d'illiquidité.

### 3.4.2 Concentration des risques de liquidité

Néant.

### 3.4.3 Atténuation du risque de liquidité

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFPrécaution n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque de liquidité.

### 3.4.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité

Compte-tenu de l'absence de risque significatif en matière de liquidité, les scénarios adverses de l'ORSA n'incluent pas de composante liée à ce risque.

## *3.5 Risque opérationnel*

Les risques opérationnels sont définis comme les risques de pertes résultant de procédures internes, de membre du personnel ou de système inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs. Les risques juridiques sont intégrés. Ces risques sont inhérents à toute activité professionnelle.

### 3.5.1 Exposition au risque opérationnel

#### 3.5.1.1 Méthode d'évaluation du risque opérationnel

Le risque opérationnel suit les processus d'évaluation et de suivi des risques décrits au chapitre 2.5 du présent rapport, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité qui associe Directeur opérationnel, le comité des risques, le Comité des risques opérationnels, le Conseil d'administration et le Bureau.

Des procédures ont été instaurées pour évaluer les risques opérationnels, suivies par le Directeur opérationnel au travers de tests de cheminement qui font l'objet d'un reporting annuel. Ces tests ont pour objectif de valider l'existence et la conception des processus et des contrôles. Il existe également un dispositif de contrôle interne des activités internalisées et externalisées ainsi qu'une cartographie des risques qui permettent de de les identifier et de les suivre.

Par ailleurs, le processus ORSA, décrit au chapitre 2.5.4 et le calcul du SCR opérationnel permettent en parallèle d'évaluer et de suivre le risque opérationnel sur la base d'autres indicateurs et à fréquence annuelle.

#### 3.5.1.2 Description des risques matériels identifiés

Les risques opérationnels significatifs mis en évidence par les procédures décrites ci-dessus sont liés à la possibilité de dérive des frais généraux. Dans le cadre du processus ORSA, ce risque opérationnel fait également l'objet d'un scénario adverse.
C'est ainsi que seront également étudiés, le risque de défaillance de deux prestataires à savoir :

- Pour le logiciel informatique métier, l'abandon des logiciels JLOAN et XLOAN par la société MCO

- Pour l'actuariat, la fin de la collaboration avec le cabinet en charge de l'actuariat de l'Union Premium Consulting.

#### 3.5.1.3 Concentration des risques opérationnels

Néant.

#### 3.5.1.4 Atténuation du risque opérationnel

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFPrécaution n'a pas recours à des techniques d'atténuation du risque opérationnel.

#### 3.5.1.5 Scénarios adverses et analyse de sensibilité

Les risques opérationnels sont explicitement pris en compte dans la formule standard mais de façon forfaitaire. Pour MFPrécaution le capital nécessaire pour pallier ce risque représente environ 2,67 % du SCR global. Seront étudiés la sensibilité des résultats au risque de défaillance de la relation avec MCO et Premium Consulting.

## *3.6 Autres risques*

### 3.6.1 Exposition aux autres risques

#### 3.6.1.1 Méthode d'évaluation du risque

Les autres risques suivent les processus d'évaluation et de suivi des risques décrits au chapitre 2.5 du présent rapport, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité qui associe Directeur opérationnel, le comité des risques, le Conseil d'administration et le Bureau.

Par ailleurs, le processus ORSA, décrit au chapitre 2.5.4 et le calcul du SCR opérationnel permettent en parallèle d'évaluer et de suivre le risque opérationnel sur la base d'autres indicateurs et à fréquence annuelle.

#### 3.6.1.2 Description des risques matériels identifiés

Les autres risques matériels identifiés par MFPrécaution sont les risques stratégiques.

Le risque stratégique est apprécié au regard des objectifs, des processus et des activités de MFPrécaution. Non quantifiable à proprement parler, l'évaluation du risque stratégique tient compte du positionnement particulier de MFPrécaution, un des principaux acteurs mutualistes garantissant aux établissements bancaires partenaires, le remboursement en tout état de cause des prêts accordés aux adhérents des mutuelles appartenant à la caution fédérale.

Les analyses menées par l'Union conduisent à juger importante l'attention portée au risque stratégique de démission des mutuelles de l'Union, au risque concurrentiel lié aux évolutions des partenaires bancaires qui ne joue plus autant qu'avant le jeu du partenariat du fait de la contraction de leurs marges ceci ayant entrainé une baisse significative de la production nouvelle. Enfin, les risques découlant des évolutions réglementaires (normes prudentielles) risque avéré avec l'évolution des exigences prudentielles de la branche 15 mise en place à compter du 1er janvier 2018.

Par ailleurs, étant donné le rôle central joué par les fonds propres de l'Union dans la couverture des risques et la pérennité de son activité, la gestion des fonds propres est intégrée au risque stratégique de MFPrécaution.

Ainsi, le risque stratégique de MFPrécaution inclut :

- le risque d'insuffisance en capital,
- le risque d'évolution réglementaire,
- le risque de réputation (risque d'image et risque lié à la communication financière).

Le Conseil d'administration a validé le 28 octobre 2015 une politique du risque stratégique incluant ces trois risques et en définissant les seuils d'appétence et de tolérance, la mise à jour de cette politique ayant été approuvée par le Conseil d'administration du 17 janvier 2018.

### 3.6.2 Concentration des autres risques

Néant.

### 3.6.3 Atténuation des autres risques

La Directive Solvabilité 2 définit les techniques d'atténuation des risques comme « toutes les techniques qui permettent aux entreprises d'assurance et de réassurance de transférer tout ou partie de leurs risques à une autre partie ».

MFPrécaution n'a pas recours à des techniques d'atténuation des autres risques.

### 3.6.4 Scénarios adverses et analyse de sensibilité

Le scénario adverse réalisé par MFPrécaution dans le cadre de l'ORSA envisage l'hypothèse de la sortie ou disparition de plusieurs membres de l'Union, la perte de plusieurs membres participants (scénario 5), entraînant la perte d'1/3 du périmètre (soit environ 600 000 membres participants) à compter de 2018.

## *3.7 Autres informations pertinentes*

Néant.

MFPrécaution

# ANNEXE ETAT DETAILLE DES PLACEMENTS EXERCICE 2017

| | | | 2017 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Désignation des valeurs | 'Code titre' | 'Titre' | Quantité | Valeur brute comptable | Correction de valeur | Valeur nette comptable | Valeur de réalisation | Valeur de remboursement |
| Placements selon l'article R. 212-52, hors dépôts et nantissements | FR0000473217 | TF CNA 4.5% 03/03/2018 | 250 | 255 875 | -5 789 | 250 086 | 252 900 | 250 000 |
| | FR0010660043 | EM RTE EDF TRAN 5.125 12/09/18 | 4 | 226 600 | -23 682 | 202 918 | 207 440 | 200 000 |
| | FR0010744904 | TF CRH 5% 08/04/19 | 400 000 | 399 600 | 242 | 399 842 | 427 560 | 400 000 |
| | FR0010800540 | EM EDF 4.625% 11/09/2024 | 1 | 494 190 | 2 924 | 497 114 | 622 900 | 500 000 |
| | FR0010804500 | EM AREVA 4.875% 23/09/2024 | 1 | 498 500 | 578 | 499 078 | 561 100 | 500 000 |
| | FR0010913178 | EM RTE EDF T 3.875% 28/06/2022 | 0 | 322 593 | -11 630 | 310 963 | 349 080 | 300 000 |
| | FR0010918490 | EM VEOLIA 4.247% 06/01/2021 | 10 | 493 600 | 4 162 | 497 762 | 561 750 | 500 000 |
| | FR0010922534 | EM SCHNEIDER 3.625% 20/07/2020 | 5 | 240 375 | 6 629 | 247 004 | 272 925 | 250 000 |
| | FR0010967216 | EM DANONE 3.6% 23/11/2020 | 5 | 242 125 | 5 217 | 247 342 | 275 750 | 250 000 |
| | FR0011019397 | KLEPIERRE 4,75% 14/03/2021 | 400 000 | 419 000 | -11 412 | 407 588 | 461 040 | 400 000 |
| | FR0011059088 | OAT 3.25% 25/10/2021 | 200 000 | 194 600 | 3 084 | 197 684 | 227 080 | 200 000 |
| | FR0011109321 | BPCE SFH 3.75% 13/09/2021 | 400 000 | 399 596 | 202 | 399 798 | 456 640 | 400 000 |
| | FR0011332196 | BOUYGUES 3,625% 16/01/2023 | 300 000 | 313 770 | -6 436 | 307 334 | 348 750 | 300 000 |
| | FR0011439835 | AIR LIQUIDE 2,375% 06/09/2023 | 400 000 | 403 584 | -1 364 | 402 220 | 443 400 | 400 000 |
| | FR0011462571 | AUCHAN 2,25% 06/04/2023 | 200 000 | 198 152 | 715 | 198 867 | 217 400 | 200 000 |
| | FR0011470764 | HSBC SFH 2% 16/10/2023 | 200 000 | 202 356 | -1 000 | 201 356 | 220 660 | 200 000 |
| | FR0011513340 | DANONE 1.375% 10 06 19 | 200 | 205 906 | -3 578 | 202 328 | 203 000 | 200 000 |
| | FR0011565738 | BQ POST SFH 1.875% 11/09/2020 | 400 000 | 397 996 | 1 183 | 399 179 | 423 200 | 400 000 |
| | FR0011842913 | ESSILOR 2.375% 09/04/24 | 5 | 548 740 | -15 533 | 533 207 | 554 550 | 500 000 |
| | FR0011951771 | AIR LIQ FIN 1.875% 05/06/24 | 2 | 212 242 | -3 851 | 208 391 | 216 400 | 200 000 |
| | FR0012033926 | CFCMNE 3.10% 06/08/24 | 5 | 500 000 | 0 | 500 000 | 579 550 | 500 000 |
| | FR0012059202 | GECINA 1,75% 14-300721 | 2 | 205 110 | -1 858 | 203 252 | 210 460 | 200 000 |
| | FR0012300812 | APRR 1.875% 15 01 25 | 3 | 299 901 | 0 | 299 901 | 320 880 | 300 000 |
| | FR0012939841 | SCHNEIDER 1,50% 08/09/2023 | 2 | 204 018 | -1 053 | 202 965 | 210 520 | 200 000 |
| | FR0012970713 | CM ARK HL SFH 0.625% 09 22 | 200 | 200 300 | -102 | 200 198 | 204 960 | 200 000 |
| | XS0418729934 | FORTUM OYJ 6% 20/03/2019 | 150 000 | 179 850 | -24 475 | 155 375 | 160 950 | 150 000 |
| | XS0540501359 | RATP 2.875% 09/09/2022 | 350 000 | 329 245 | 10 617 | 339 862 | 396 130 | 350 000 |
| | XS0542591580 | INVESTOR 3.25% 17/09/2018 | 300 000 | 310 140 | -8 969 | 301 171 | 307 020 | 300 000 |
| | XS0582779087 | EM SG 4% 01/02/2023 | 10 | 500 000 | 0 | 500 000 | 571 950 | 500 000 |
| | XS0695401801 | ENEL FIN INTL 5.75% 24/10/2018 | 150 000 | 150 075 | -75 | 150 000 | 157 245 | 150 000 |
| | XS0802995166 | ABN AMRO 7.125% 06/07/22 | 300 | 359 790 | -25 803 | 333 987 | 383 970 | 300 000 |
| | XS0826531120 | NESTLE FIN 1.75% 09 22 | 200 | 211 954 | -3 782 | 208 172 | 214 980 | 200 000 |
| | XS0826634874 | RABOBANK 4,125% 14/09/2022 | 300 000 | 313 950 | -5 997 | 307 953 | 348 570 | 300 000 |
| | XS0909788290 | VW INTL FINANCE 2% 03/21 | 200 | 200 940 | -375 | 200 565 | 211 480 | 200 000 |
| | XS0934191114 | CARREFOUR 220519 1.75 | 200 | 207 292 | -4 478 | 202 814 | 205 180 | 200 000 |
| | XS0942388462 | UNIBAIL RODAMCO 2,5% 12/06/23 | 100 | 108 690 | -2 348 | 106 342 | 111 250 | 100 000 |
| | XS1017833242 | BASF 2.5% 22/01/24 | 500 | 516 660 | -5 865 | 510 795 | 560 550 | 500 000 |
| | XS1069836077 | LINDE FIN BV 1.875% 22 05 24 | 500 | 496 685 | 1 103 | 497 788 | 545 900 | 500 000 |
| **Total Placements selon l'article R. 212-52, hors dépôts et nantissements** | | | **4 152 705** | **11 964 000** | **-132 800** | **11 831 200** | **13 005 070** | **11 700 000** |
| Placements selon l'article R. 212-53, hors dépôts et nantissements | FR0000971160 | OFI RS EURO EQUITY C FCP 4DEC | 4 700 | 431 921 | 0 | 431 921 | 574 105 | 0 |
| | FR0007083993 | NAT MFPERFORMANCES | 8 400 | 11 563 712 | 0 | 11 563 712 | 13 123 572 | 0 |
| | FR0010177345 | NAT SEEYOND ACT CAC 40 M | 900 | 1 237 554 | 0 | 1 237 554 | 1 581 795 | 0 |
| | FR0010885236 | NAT TRESOR PLUS 6 MOIS | 5 | 519 707 | 0 | 519 707 | 519 140 | 0 |
| | FR0010948463 | NAT ACT EUR IC4D | 7 | 499 750 | 0 | 499 750 | 551 730 | 0 |
| | FR0012046621 | OFI SMART BETA ISR I FCP 4DEC | 5 500 | 564 190 | 0 | 564 190 | 719 785 | 0 |
| | LU1274527842 | SSP M LZA EU EQ OD EUR D | 50 | 468 253 | 0 | 468 253 | 585 165 | 0 |
| | LU1274528147 | SSP M PNI EU EQ OD EUR D | 48 | 472 357 | 0 | 472 357 | 554 128 | 0 |
| | FR0010191908 | FCP ECOFI CONVERT EUR FCP 3DEC | 2 100 | 396 648 | 0 | 396 648 | 398 580 | 0 |
| | LU1209227773 | SSP OFI LC EUR IDD D. | 52 | 529 103 | 0 | 529 103 | 526 974 | 0 |
| | FR0013270345 | DNCA OPPORTUN.ZONE EURO F FCP | 12 000 | 1 219 140 | 0 | 1 219 140 | 1 232 160 | 0 |
| | FR0011157973 | OFI CONVERTIBLES D SICAV 4DEC | 9 340 | 714 234 | -4 779 | 709 455 | 709 455 | 0 |
| | FR0010814806 | TIKEHAU TAUX VAR FCP 3DEC | 9 578 | 1 216 959 | 0 | 1 216 959 | 1 219 847 | 0 |
| | FR0000008997 | OFI RS LIQUIDITES SI.4DEC | 120 | 525 858 | 0 | 525 858 | 525 701 | 0 |
| | FR0000979866 | OFI RS EURO CR SH TER I FCP4DE | 7 405 | 813 585 | 0 | 813 585 | 814 321 | 0 |
| **Total Placements selon l'article R. 212-53, hors dépôts et nantissements** | | | **60 205** | **21 172 972** | **-4 779** | **21 168 193** | **23 636 460** | **0** |
| Autres placements inscrits au bilan en classe 2 | CSL_CA_IDF | CSL ASSOC 65029087991 | 1 | 3 243 | 0 | 3 243 | 3 243 | 0 |
| | CSL_SG | CSL 30003 03391 00053015777 86 | 1 | 1 678 190 | 0 | 1 678 190 | 1 678 190 | 0 |
| | EDISSIMO | SCPI EDISSIMO | 4 295 | 931 180 | 0 | 931 180 | 924 628 | 0 |
| | FRUCTIPIERRE | SCI FRUCTIPIERRE | 2 052 | 954 625 | 0 | 954 625 | 1 013 688 | 0 |
| **Total Autres placements inscrits au bilan en classe 2** | | | **6 349** | **3 567 239** | **0** | **3 567 239** | **3 619 748** | **0** |

Les parties 4, 5 et 6 ci-dessous présentent l'ensemble des calculs relevant du pilier 1 de la Directive Solvabilité II.

# 4 BILAN REGLEMENTAIRE (VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE)

## *4.1 Actifs*

### 4.1.1 Principes de comptabilisation et de valorisation des actifs

Les principes généraux de valorisation des actifs et des passifs retenus sont ceux prévus par les dispositions de la Directive Solvabilité 2 et par les textes disponibles à la date de réalisation de ce rapport (Règlement délégué publié au JO de l'UE en octobre 2014).

L'ensemble des informations reportées dans cette partie est basé sur les valeurs des actifs dans le bilan économique présenté dans l'état réglementaire QRT S.02.01.01.

Conformément à l'article 10 du Règlement délégué de la Directive Solvabilité 2, les actifs sont valorisés à leur valeur économique, c'est-à-dire, au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans les conditions de concurrence normale, entre les parties informées et consentantes.

Il est rappelé que dans les comptes statutaires de MFPrécaution, établis selon les principes comptables français, les actifs sont enregistrés au coût historique ou au coût amorti.

Le tableau de passage de la valeur nette dont surcote/décote à la valeur de réalisation des placements est disponible dans l'annexe aux comptes.

### 4.1.2 Principaux actifs de l'Union

Les actifs sont classés par grande famille du plan comptable des assurances

Les principales classes d'actifs au bilan de l'Union MFPrécaution sont les suivantes.

- les actifs incorporels (classe 50 du plan comptable).
- les placements qui regroupent les immeubles et les placements financiers (classes 21 et 23 du plan comptable).
- les créances qui sont principalement des cotisations à recevoir et comptes courant de coassurance (classe 40)
- les autres actifs (classes 51 et 52 du plan comptable) regroupent les actifs corporels (mobilier), les dépôts de garanties versés et les soldes créditeurs des comptes courants bancaires.

- les comptes de régularisation actifs regroupent les frais d'acquisition reportés, les intérêts courus et les charges constatées d'avance et produits à recevoir.

#### 4.1.2.1 Actifs incorporels

Les actifs incorporels concernent pour l'essentiel les licences des logiciels « métier » développés et mis en production en 2016 (JLOAN et XLOAN) et une licence de logiciel de trésorerie (Wintit)
Etant donné l'absence de substance économique de ces actifs qui ne peuvent être revendus, leur valeur économique est évaluée à zéro.

#### 4.1.2.2 Placements

**↳ AGREGATION DES CLASSES D'ACTIFS**

En comptabilité, les placements financiers sont classés en grandes familles. La comptabilité distingue à cet effet :

- les OPVCM monétaires
- les OPCVM actions
- les OPCVM obligataires
- les obligations et autres titres à revenus fixes
- les obligations d'Etat
- les dépôts auprès des établissements de crédits et autres placements

Sur le plan de la gestion, outre la gestion effectuée directement par MFPrécaution, les actifs financiers sont gérés, depuis la fin 2016, par deux gestionnaires se répartissant le solde des actifs :

- NATIXIS Asset Management,
- OFI Asset Management.

Le suivi et l'analyse précise du portefeuille et de sa performance est réalisé par un logiciel de trésorerie « wintit ». Ce logiciel permet aussi de réaliser les Etats ACPR annuels. Les titres y sont paramétrés en fonction des contraintes règlementaires permettant une ventilation automatique et détaillée.

Les classes d'actifs correspondent aux postes du bilan solvabilité 2

Les actifs sont évalués à leur juste valeur.

- Les OPCVM sont évaluées à la valeur liquidative fin de mois
- Les obligations sont évaluées à partir de la valeur boursière et des éventuels coupons courus.

Au 31 décembre 2017, la situation de la gestion financière présentait les caractéristiques suivantes.

### ↳ REPARTITION DES ACTIFS PAR GESTIONNAIRE

Actifs en K€, au 31/12/2017

| Nature | Natixis AM | % | OFI AM | % | Gestion Directe | % | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **OPCVM Actions** | **3 366** | **20%** | **2 960** | **15%** | | **0%** | **6 326** |
| OPCVM Obligataires | 13 124 | 77% | 3 142 | 16% | | 0% | 16 266 |
| Obligations en direct | | 0% | 13 005 | 66% | | 0% | 13 005 |
| **S/tot. Obligataire** | **13 124** | **77%** | **16 147** | **82%** | **0** | **0%** | **29 271** |
| CSL CAT | | 0% | | 0% | 1 681 | 46% | 1 681 |
| Soc Immo | | 0% | | 0% | 1 938 | 54% | 1 938 |
| **OPCVM Monétaires** | **519** | **3%** | **526** | **3%** | | **0%** | 1 045 |
| TOTAL en K€ en prix de marché | 17 008<br>42% | 100% | 19 633<br>49% | 100% | 3 620<br>9% | 100% | 40 261<br>100% |
| TOTAL en K€ en prix de revient | 15 040<br>41% | | 18 097<br>49% | | 3 567<br>10% | | 36 704<br>100% |

Les placements financiers incluent donc :

a) des obligations souveraines : leur valeur économique correspond à la valeur de marché à la date de clôture.

b) des obligations d'entreprise : Lorsqu'il existe une cotation sur un marché actif, la valeur économique des obligations d'entreprise correspond à leur valeur de marché à la date de clôture. De plus, dans le cadre de l'élaboration du bilan économique, les intérêts courus ont été reclassés dans ce poste.

c) des OPCVM et FCP tant actions qu'obligations qui sont valorisés en valeur de marché à la date de clôture.

d) des SCPI : les parts de SCPI détenues en portefeuille sont valorisées en valeur de retrait et/ou de réalisation à la date de clôture.

#### 4.1.2.3 Crédit-bail et Locations

MFPrécaution est concernée par de la location immobilière. L'Union loue en effet des locaux sis 62, Rue jeanne d'Arc à Paris 13. Un contrat de location avec MFP IMMOBLIER (propriétaire bailleur) a été signé début janvier 2014 pour une durée de neuf ans avec possibilité de résiliation du bail à l'expiration de chaque période triennale. La surface de bureaux louée est de 254,15 m² au prix de 502,70 € HT m²/an (loyer charges comprises).

e) Il n'existe pas d'opération de crédit-bail

#### 4.1.2.4 Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance

Les valeurs économiques des créances nées d'opérations d'assurance ont été considérées comme égales à leurs valeurs comptables.

#### 4.1.2.5 Autres créances (hors assurance)

Les différents comptes débiteurs dont les produits à recevoir sont évalués à leurs valeurs comptables. Ils seront recouvrables en N+1.

#### 4.1.2.6 Trésorerie – Liquidités

La trésorerie (caisses et comptes courants bancaires) est valorisée dans le bilan économique à un montant qui ne peut être inférieur au montant immédiatement exigible et donc maintenue à sa valeur comptable.

#### 4.1.2.7 Autres actifs

a) Comptes de régularisation : Les charges constatées d'avance correspondent à un flux passé. Tout comme les Frais d'acquisition reportés (FAR), elles sont donc considérés comme nulles dans Solvabilité 2. En effet, les FAR correspondent à un élément comptable représentatif de flux passés. Or, Solvabilité 2 s'appuie sur une estimation des flux futurs. Les FAR tout comme les charges constatées d'avance sont donc considérés comme nuls en valeur économique.

b) Autres comptes de régularisation : ils sont évalués à leurs valeurs comptables.

#### 4.1.2.8 Impôts différés actifs

Les impôts différés d'actif sont essentiellement générés par les frais d'acquisition reportés (FAR) et des actifs incorporels qui disparaissent du Bilan S2.

## Bilan 2017 :

**Bilan S2**

| | 2017 |
|---|---|
| **Actifs financiers** | **40 475 452** |
| *Actifs incorporels* | *0* |
| *Immeubles* | *0* |
| *Ptf obligataires(en direct)* | *13 219 246* |
| *CSL* | *1 681 430* |
| *Ptf Opcvm* | *23 636 460* |
| *Ptf SCPI* | *1 938 316* |
| **Autres actifs** | **3 208 169** |
| *Créances d'assurance* | *2 304 251* |
| *Créances (hors assurance)* | *10 325* |
| *Comptes courants et caisse* | *130 738* |
| *Actifs corporels* | *42 472* |
| *Impôts différés actif* | *720 383* |
| **Total Actif** | **43 683 621** |

**Bilan S1**

| | 2017 |
|---|---|
| **Actifs financiers** | **37 218 713** |
| *Actifs incorporels* | *514 504* |
| *Immeubles* | *0* |
| *Ptf obligataires(en direct)* | *11 964 000* |
| *CSL* | *1 681 430* |
| *Ptf Opcvm* | *21 172 972* |
| *Ptf SCPI* | *1 885 806* |
| **Autres actifs** | **4 569 696** |
| *Créances d'assurance* | *2 304 251* |
| *Créances (hors assurance)* | *10 325* |
| *Comptes courants et caisse* | *130 738* |
| *Actifs corporels* | *42 472* |
| *Intérêts et loyers acquis non échus (remonté en Placement)* | *249 082* |
| *Frais d'acquisition reportés* | *1 786 865* |
| *Comptes de régularisation* | *45 963* |
| **Total Actif** | **41 788 409** |

## *4.2 Provisions techniques : description des méthodologies actuarielles et les hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques*

Les provisions techniques sont constituées :

- des provisions pour primes
- des provisions pour sinistres à payer

Ces deux provisions doivent être calculées séparément.

- S'agissant de la meilleure estimation des provisions pour primes, les projections de flux de trésorerie concernent les sinistres survenant après la date d'évaluation et au cours de la période restant à courir des engagements de caution de l'organisme
- S'agissant de la meilleure estimation des provisions pour sinistres à payer, les projections de flux de trésorerie concernent les sinistres survenus à la date d'évaluation ou antérieurement – que les sinistres aient été ou non déclarés (c'est-à-dire les sinistres survenus mais non réglés). Les projections de flux de trésorerie futurs doivent comprendre tous les futurs règlements de sinistres découlant de ces évènements.

La limite du contrat d'assurance (et donc de la projection des flux futurs) est la première date à partir de laquelle MFPrécaution a :

- un droit unilatéral de résilier le contrat
- un droit unilatéral de refuser les primes à payer en vertu du contrat
- la capacité illimitée de modifier les primes ou les prestations dues en vertu du contrat à un moment ultérieur

La sinistralité ultime « moyenne » ou « la plus probable » a été évaluée permettant, après application de cadences et de la courbe des taux, de déduire la valeur actualisée des flux futurs.

Les différentes garanties sont ici présentées ainsi que les hypothèses prises en compte et méthodes retenues pour le calcul des Best Estimate.

- **Caution fédérale**

**Description de la garantie**
La caution est accordée pour les prêts supérieurs ou égaux à 7.600 € et inférieurs à 900 000€, pour des durées inférieures à 360 mois.

Un prêt d'un montant inférieur pourra être cautionné s'il vient en complément d'un financement à cautionner, pour la même opération, dont le montant est supérieur ou égal à 7.600 €.

La caution porte sur la totalité du montant et sur toute la durée du ou des prêts relatifs à l'opération financée et est conditionnée à un certain nombre de critères prudentiels garantissant la solvabilité de l'emprunteur et s'il y a lieu, du co-emprunteur (apport minimum, taux d'endettement inférieur à 33%, « reste à vivre » suffisant et couverture emprunteur en décès (DC) et en incapacité de travail (IT) avec une quotité à 100% et une obligation d'une couverture « perte d'emploi » pour les non fonctionnaires).

En cas de défaut de paiement du Membre participant des échéances du prêt, le Garant garantit au bénéficiaire le paiement de toutes les sommes qui lui sont dues en capital, intérêts et frais y compris les intérêts de retard, à l'exclusion des indemnités dues en raison de la défaillance du Membre

participant et sous réserve des conditions particulières négociées dans les conventions de partenariat.

La prime est unique et versée au moment de la souscription de la garantie.

Comptablement, MFPrécaution constitue les provisions suivantes pour couvrir ce risque: PENA, PREC, PSAP, provision pour frais d'acquisition reportés.

**Frontière du contrat**
La prime étant unique et versée au moment de la souscription pour toute la durée du contrat, la frontière du contrat est la date de fin de prêt car durant toute la durée du prêt, MFPrécaution ne peut modifier les prestations dues en vertu du contrat existant.

Sur la durée du contrat, les flux associés aux sinistres en cours et aux sinistres futurs ont été projetés afin d'estimer des provisions pour sinistres et provisions pour primes.

**Données utilisées, hypothèses et méthodes de calcul**
**Données disponibles et retraitements**

- ✓ **Historique :**

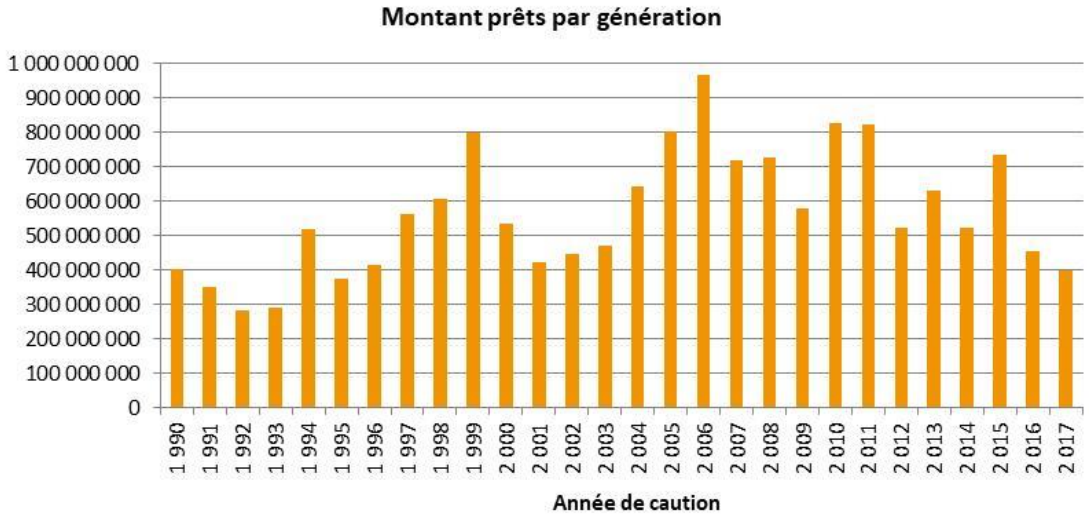
- Montant des encours globaux cautionnés de 1963 à 2017
- Montant des sinistres associés aux années de caution depuis 1965 (dossier par dossier)
- Base des rétrocessions (extraction de l'ancien outil de gestion du contentieux « VBank ») de tous les dossiers non soldés en 2001
- Base des dossiers soldés en 2001 (montant des sinistres et rétrocessions)

- ✓ **Base de données « sinistres et recours»**

Une base de sinistres individuelle a été construite comprenant l'ensemble des sinistrés depuis 1965, avec l'année de caution, l'écoulement des sinistres survenus de 1965 à 2017 ainsi que des recours associés.

- ✓ **Base de données « encours»**

La base des données des encours a été travaillée sur les encours globaux par année de caution, y compris les entrées de portefeuille (dont MAI en 2011 et Intériale en 2013). Ci-dessous, un graphique illustrant l'évolution de ces encours cautionnés depuis 1990.




**Hypothèses de projection**

- **Taux de remboursement anticipé** : 4% (inférieur de 1% au taux usuellement retenu sur le marché, ce qui est prudent)

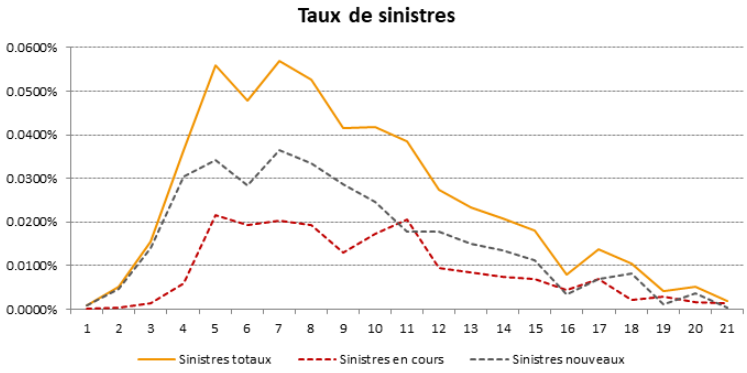
- **Passage de l'encours à l'EAD : 10%**
  L'encours réellement sous risque a été augmenté de 10% pour tenir compte de 2 éléments.
  - Les prêts pour lesquels MFPrécaution a émis un accord mais qui n'ont pas encore été ratifiés
  - Lorsqu'un sinistre survient, MFPrécaution rembourse immédiatement la valeur du CRD mais aussi toutes les échéances impayées passées.

- **Taux de récupération à l'ultime pour les projections** : 89,10%

- **Table de risque brute de recours**
  La table utilisée a été mise à jour cette année, en séparant les taux de sinistres correspondant à des sinistres en cours et à des sinistres nouveaux.

  La table obtenue, utilisée pour projeter les sinistres futurs, donne le taux de nouveaux sinistres, en pourcentage de l'encours initial cautionné, selon la durée écoulée depuis la date de caution.

| Durée écoulée | Taux de sinistres nouveaux |
|---|---|
| 1 | 0.0009% |
| 2 | 0.0048% |
| 3 | 0.0141% |
| 4 | 0.0305% |
| 5 | 0.0343% |
| 6 | 0.0284% |
| 7 | 0.0364% |
| 8 | 0.0333% |
| 9 | 0.0287% |
| 10 | 0.0245% |
| 11 | 0.0179% |
| 12 | 0.0178% |
| 13 | 0.0150% |
| 14 | 0.0134% |
| 15 | 0.0112% |
| 16 | 0.0035% |
| 17 | 0.0069% |
| 18 | 0.0083% |
| 19 | 0.0012% |
| 20 | 0.0036% |
| 21 | 0.0005% |




- **Effets de l'inflation**

L'hypothèse retenue est celle pour laquelle les historiques passés intègrent des éléments d'inflation dans les données courantes et que les évolutions futures conservent ce type d'évolution. Ainsi, il est considéré que l'inflation future correspond à l'inflation passée.

**Calcul des frais de gestion**

La distinction entre les frais de gestion alloués aux sinistres et les frais de gestion non alloués (gestion administrative par exemple) est effectuée.

$$FG_i = FG\ alloués_i + FG\ non\ alloués_i$$

Les frais de gestion se décomposent de la manière suivante.

- Frais de gestion alloués : 6.39 % des montants de sinistres payés + recours encaissés (moyenne observée des trois dernières années)

- Frais de gestion non alloués : (solde des frais une fois enlevés les frais d'acquisition et les frais de gestion alloués) évolution proportionnelle à l'encours restant dû, projeté sur toute la durée du run-off.
  Pour 2017, il équivaut au solde des frais une fois que les frais d'acquisition et les frais de gestion alloués ont été enlevés. Ensuite, le montant se calcule comme suit :

$$FG\ non\ alloués_{N+1} = encours_{N+1} \times \frac{FG\ non\ alloués_N}{encours_N}$$

- Frais d'acquisition : les frais d'acquisition ne sont pas projetés car il s'agit de contrats en run-off.

**Facteur d'actualisation :**
Courbe zéro coupon fournit par l'EIOPA.

$$facteur\ d'actualisation_i = \frac{1}{(1 + taux\ ZC_i)^i}$$

**Cadences de développement de la charge ultime**
La charge ultime a été calculée à l'aide d'un triangle de développement selon la méthode de Chain Ladder. A l'aide de cette méthode et des données transmises par le service caution de MFPrécaution, les triangles des montants des sinistres réglés, des charges et des recours sont obtenus.

La charge d'une année pour un sinistre donné correspond au montant total payé par l'Union, minoré des recours :

$$Charge_n = \sum_{i=1}^{n} Règlements_i - Recours_i$$

La charge d'une année est souvent plus élevée les premières années suivant le sinistre et elle a tendance à diminuer au cours du temps du fait des recours.

La charge ultime correspond à la somme restant à la charge de l'Union après que tout ait été payé ou reçu (règlement et recours).

L'estimation des cadences de développement de la charge ultime (Devel Ultim ou DU) a été effectuée sur 17 ans (total des montants payés diminué des recours encaissé) en se basant sur les données observées depuis 1980 sur le portefeuille. Elle se calcule à l'aide de la charge en pourcentage de sinistre initial qui est, elle-même, calculée à l'aide du pourcentage de recouvrement.

Le tableau ci-dessous présente ces cadences (lignes « Devel ultim »), ainsi que le pourcentage de recouvrement (par rapport au sinistre initial) et l'évolution de la charge en pourcentage du sinistre initial.

| Scénario central | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| %recouvrement | 84.74% | -0.32% | 0.54% | 0.44% | 0.62% | 0.51% | 0.42% | 0.30% | 0.36% | 0.24% | 0.22% | 0.24% | 0.25% | 0.17% | 0.13% | 0.11% | 0.13% |
| *charge en % du sinistre initial* | *15.26%* | *15.58%* | *15.04%* | *14.59%* | *13.97%* | *13.46%* | *13.04%* | *12.74%* | *12.38%* | *12.14%* | *11.92%* | *11.68%* | *11.43%* | *11.27%* | *11.13%* | *11.03%* | *10.90%* |
| Devel Ultime | 1.40 | 0.03 | -0.05 | -0.04 | -0.06 | -0.05 | -0.04 | -0.03 | -0.03 | -0.02 | -0.02 | -0.02 | -0.02 | -0.02 | -0.01 | -0.01 | -0.01 |

- La charge en pourcentage du sinistre initial

$$Charge_i = 1 - \sum_{k=1}^{i} \%\ de\ recouvrement_k$$

- Devel Ultime :

$$DU_i = \frac{Charge_i - Charge_{i-1}}{Charge_n}$$

- Valeur de récupération :

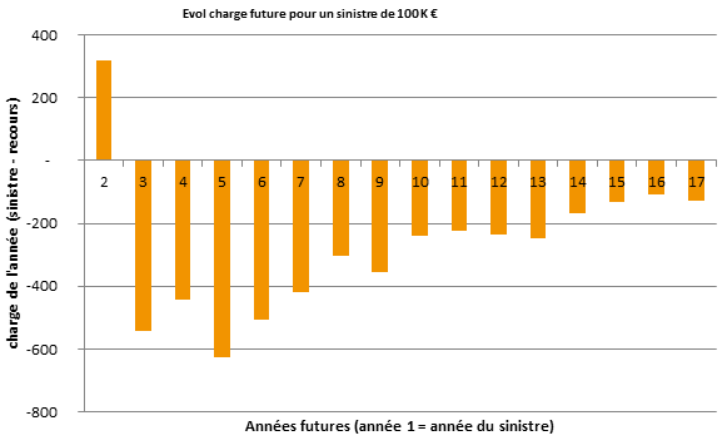
$$Valeur\ de\ récupération = \sum_i \%\ de\ recouvrement_i$$

- Charge ultime théorique

$$Charge\ ultime\ théorique_i = sinistre\ initial_i \times (1 - valeur\ de\ récupération)$$

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution de la charge totale ainsi que des charges annuelles (paiements – recours de l'année) sur 17 ans pour un sinistre initial de 100 000 €.

| | | |
|---|---|---|
| sinistre initial | 100 000 € | |
| charge ultime | 10 897 € | |
| | evol charge cumulée | charge année |
| 1 | 15 264 | 15 264 |
| 2 | 15 583 | 320 |
| 3 | 15 039 | - 544 |
| 4 | 14 595 | - 445 |
| 5 | 13 970 | - 625 |
| 6 | 13 462 | - 508 |
| 7 | 13 043 | - 419 |
| 8 | 12 740 | - 303 |
| 9 | 12 384 | - 356 |
| 10 | 12 144 | - 240 |
| 11 | 11 919 | - 225 |
| 12 | 11 681 | - 238 |
| 13 | 11 433 | - 249 |
| 14 | 11 265 | - 168 |
| 15 | 11 134 | - 131 |
| 16 | 11 025 | - 109 |
| 17 | 10 897 | - 129 |
| Charge ultime | | 10 897 |




Pour un sinistre initial de 100 000 €, la charge ultime au bout de 17 années n'est que de 10 897 €.

- la charge de la première année est de 15 264 € (paiements – recours lors de l'année du sinistre)
- puis 320 € la seconde année
- puis devient négative à partir de la troisième année (paiements – recours en année 3 = - 544 €)

**Best Estimate de sinistre**

Les charges futures associées aux sinistres déjà survenus ont été estimées à l'aide des cadences de développement de la charge ultime présentées ci-dessus, mais en corrigeant les charges ultimes théoriques des différentes années de survenance selon les recouvrements réels de ces années.
Les frais de gestion associés ne sont pas intégrés.

**Best Estimate de Prime**

Les flux modélisés sont ceux associés aux sinistres futurs et recours associés, ainsi que les frais de gestion associés. Les frais de gestion des sinistres en cours ont été intégrés dans les frais de gestion associés aux sinistres futurs.
Les frais de gestion pris en compte dans le calcul comprennent :

- Les frais d'acquisition
- Les frais de gestion alloués : frais de gestion Sinistres/règlement prestations
- Les frais de gestion non alloués : les frais d'administration ainsi que les charges des placements

La table de sinistres « nouveaux » a été utilisée pour projeter, sur 20 ans, les flux de sinistres futurs à partir du montant des encours initiaux des 20 dernières années. Les charges futures associées ont été estimées à l'aide des cadences de recouvrement de la charge ultime.

$$charge\ futurs_{i,j} = charge\ ultime\ théorique_i \times DU_j$$

**Décomposition du Best Estimate Caution**

$$BE_{Prime} = \sum_i (Charges\ sinistres\ nets\ de\ recours\ futurs_i + frais\ de\ gestion_i) * facteur\ d'actualisation_i$$

$$BE_{Sinistre} = \sum_i Charge\ sinistres\ nets\ de\ recours\ en\ cours_i \times facteur\ d'actualisation_i$$

Le total des provisions comptables au 31/12/2017 pour le risque « caution » est de 20 894 768€ (20 825 753 € de PENA, 23 045 € de PREC et 45 971€ de PSAP).

Le Best Estimate Solva 2 est de 6 812 786€ pour la ligne d'activité « caution » qui se décompose comme suit :

| BE prime | BE sinistres | BE total |
|---|---|---|
| 7 725 225 | -912 439 | 6 812 786 |

Remarque : La provision pour sinistres est négative du fait du décalage entre les sinistres payés et les recours recouvrés.

- **Chômage**

**Frontière du contrat**

La garantie chômage proposée par MFPrécaution doit obligatoirement être souscrite pour tous les membres participants ayant des prêts cautionnés s'ils ne sont pas fonctionnaires et la durée moyenne d'un prêt est d'environ 15 ans. Les flux correspondant aux sinistres en cours et aux sinistres futurs ont été projetés sur cette durée.

**Historique de données et méthodes de calcul**

Le risque étant co-assuré par CNP Caution, apériteur du risque, les historiques de données sont conservés par l'apériteur.

Sous Solvabilité 2, il a été considéré :

- que les provisions pour sinistres connus (calculées par CNP Caution) correspondent aux provisions pour sinistres,

- que les provisions d'égalisation (calculées par CNP Caution) correspondent aux provisions pour primes.

Pour projeter les provisions S1, un taux d'évolution des primes de 2% a été retenu.

Ces provisions ont donc été lissées jusqu'à extinction de l'encours sous-jacent, afin d'obtenir les flux associés aux sinistres en cours futurs, et les flux associés à l'ensemble des frais ont été estimés (application aux flux ainsi projetés du taux moyen de frais des années 2015 à 2017 : 42%).
Les frais prenant en compte :

- les frais de gestion Sinistres / Règlement Prestations
- les frais d'acquisition
- les frais d'administration
- les charges des placements

Il a été considéré que l'inflation future correspondait à l'inflation passée et que celle-ci était prise en compte dans les provisions actuelles. Aucun retraitement relatif à l'inflation n'a donc été réalisé.

Ces flux ont ensuite été actualisés à l'aide de la courbe de taux sans risques fournie par l'EIOPA pour l'exercice 2017.

**Décomposition du Best Estimate**

Il se décompose de la manière suivante :

$$BE_{Prime} = \sum_i (Provisions\ pour\ risques\ croissants_i + PEG_i + frais\ nouveaux_i) \times facteur\ d'actualisation_i$$

$$BE_{Sinistre} = \sum_i (Sinistres\ connus\ chômage_i + frais\ nouveaux_i) \times facteur\ d'actualisation_i$$

Comptablement, les provisions concernant le risque chômage au 31/12/2017 sont de 375 184 € (206 042 € de provisions pour sinistres connus, et 169 142€ de provisions d'égalisation).

Sous Solvabilité 2, le Best Estimate calculé aboutit à 519 392 € pour la ligne d'activité « Perte emploi » qui se décompose comme suit.

| BE prime | BE sinistres | dont FG | BE total |
|---|---|---|---|
| 226 787 | 292 605 | 152 683 | 519 392 |

- **Calcul de la marge de risque**

La Marge de Risque est calculée de manière à garantir que la valeur des provisions techniques soit équivalente au montant que les entreprises d'assurance demanderaient pour reprendre et honorer les engagements d'assurance.[3]

[3] Art 77-3.

$$RM = CoC \times \sum_{t>0} \frac{SCR(t)}{(1+r(t+1))^{t+1}}$$

Données requises

- CoC : le taux de coût du capital
- SCR(t) : le capital de solvabilité requis après t années
- r(t+1) : le taux d'intérêt sans risque de base pour l'échéance t+1 années.

Simplifications applicables au SCR global pour chaque année future (niveau 3 de la hiérarchie)

Principe de la simplification : les SCRs futurs sont proportionnels à la meilleure estimation des provisions techniques de l'année concernée, le facteur de proportionnalité étant le ratio de l'année en cours.

**Remarques**

- le SCR pris en compte est le BSCR hors marché
- le taux du coût du capital retenu est de 6%

Proportionnalité des SCR futurs et des BE

**Méthode de calcul**

Pour calculer les SCR futurs, nous utilisons la formule suivante :

$$SCR_{RU}(t) = SCR_{RU}(0) \times \frac{BE_{Net}(t)}{BE_{Net}(0)}$$

Avec

$$SCR_{RU}(0) = BSCR_{hors\,marché} + SCR_{intangibles} + SCR_{op}$$

**Hypothèses à satisfaire**

D'après les spécifications techniques de l'EIOPA, l'entreprise peut utiliser cette simplification si elle satisfait les hypothèses suivantes.

- La composition des sous risques dans le risque de souscription doit être la même (pour tous les risques de souscription). Dans le cas de MFPrécaution, l'activité étant très majoritairement celle de la caution (BE Caution = 81% du BE global), la condition est vérifiée.
- La solvabilité moyenne des réassureurs doit être la même (risque de défaut de contrepartie) : dans le cas de MFPrécaution, il n'y a pas de réassureur, la condition est donc respectée.
- Le risque résiduel de marché par rapport au BE net doit être le même (risque de marché). En effet, la composition de l'actif étant stable, le SCR de marché varie très peu, la condition est donc vérifiée.
- La proportion de la part des obligations des réassureurs doit être la même (risque opérationnel) : dans le cas de MFPrécaution, il n'y a pas de réassureur, la condition est donc respectée.
- la capacité d'absorption des pertes des provisions techniques par rapport au BE net doit être la même (ajustement). MFPrécaution n'a pas d'ajustement au titre de la capacité d'absorption des pertes des provisions techniques, la condition est donc vérifiée.

Dans le cas de MFPrécaution, ces hypothèses sont satisfaites.

**Résultat de la marge de risque**

La marge de risque a ensuite été affectée aux différentes garanties proportionnellement aux cotisations acquises des 12 derniers mois.

| | |
|---|---|
| **Marge de Risque** | **2 836 199** |

## *4.3 Autres passifs*

### 4.3.1 Impôts différés au passif

Les impôts différés au passif sont générés par :

- l'écart de provisions techniques S1 et S2 : 11 101 576 euros au 31/12/2017
- l'écart de valorisation sous S1 et S2 de la poche immeuble du portefeuille d'actifs : 0 euros au 31/12/2017
- la réserve de capitalisation (S1) : 0 euros au 31/12/2017
- l'amortissement de la surcote-décote : 332 174 euros au 31/12/2017
- les plus ou moins-values latentes (hormis les plus-values des OPCVM dont une partie a déjà été soumise à l'impôt et le reste n'étant pas soumis) : 1 367 344 euros au 31/12/2017

### 4.3.2 Autres passifs

Le seul autre passif significatif est porté par le poste créditeurs divers, pour 1 556 K€.

Les avantages sociaux accordés aux employés sont constitués par les indemnités de fin de carrière conventionnelles auxquelles les salariés ont droit à leur départ de l'entreprise s'ils liquident leur retraite. L'engagement est de **64,2 K€.**

**Bilan S2**

| | 2017 |
|---|---|
| Fonds propres de base | 24 947 721 |
| Capital social | *9 000 000* |
| Autres éléments (Réserves - hors report à nouveau) | *328 700* |
| Passifs subordonnés | *2 500 000* |
| Report à nouveau | *600 276* |
| Résultat de l'exercice (non distribué) | *1 926 914* |
| Variation de résultat (réserve de réconciliation) | *10 591 832* |
| Provisions techniques | 10 168 377 |
| *Best Estimate* | *7 332 178* |
| *BE prime* | *7 952 012* |
| *BE sinistre* | *-619 834* |
| *Marge de risque* | *2 836 199* |
| Autres passifs | 8 567 522 |
| *Dettes d'exploitation* | *4 300 918* |
| *Impôts différés passif* | *4 266 605* |
| **Total Passif** | **43 683 620** |

**Bilan S1**

| | 2017 |
|---|---|
| Fonds propres de base | 15 885 363 |
| Capital social | *9 000 000* |
| Autres éléments (Réserves - hors report à nouveau) | *1 858 173* |
| Passifs subordonnés | *2 500 000* |
| Report à nouveau | *600 276* |
| Résultat de l'exercice (non distribué) | *1 926 914* |
| Provisions techniques | 21 269 952 |
| Autres passifs | 4 633 092 |
| Dettes d'exploitation | *4 300 918* |
| lissage oblig. remonté en placement | *332 174* |
| **Total Passif** | **41 788 408** |

## *4.4 Autres informations*

### 4.4.1 Présentation des engagements de hors bilan pour lesquels une valeur maximale ne peut pas être reportée dans le template S.03.01 du QRT

Sans objet

### 4.4.2 Description des données clés utilisées et des différentes procédures garantissant la qualité des données

Les données concernant l'encours, l'appel de cotisations, les prestations et rétrocessions sont transmises à l'actuariat délégué par le Département des opérations de caution de MFPrécaution. Avant la réalisation de l'inventaire et de l'appel de cotisation annuel, des vérifications sont réalisées sur l'encours à partir d'une extraction de la base de données, à partir des critères suivants.

- Nombre de lignes par mutuelle, montant des prêts et des encours par mutuelle, progression des encours année N par rapport à N-1,
- Durée des prêts <300 mois, montant des prêts <900 000 €,
- Le montant du capital restant dû pour chaque ligne doit être en cohérence avec le montant du capital initial ou du capital après renégociation,
- Contrôle des doublons,
- Contrôle d'autres anomalies éventuelles (CRD>capital initial, mutuelles non connues, date de fin de prêts< à la date de début de prêt...).

La mise en place en 2017 d'une politique liée à la qualité des données va permettre, suivant un plan d'actions qui se déroulera sur 3 ans, de s'assurer de l'exhaustivité et de la fiabilité des données et de formaliser l'ensemble des contrôles qui permettent de garantir cette qualité.

# 5 GESTION DU CAPITAL

## *5.1 Fonds propres*

### 5.1.1 Ratio de solvabilité

## Taux de couverture S2

| | 2016 | 2017 | Ecarts |
|---|---|---|---|
| SCR (Solvency Capital Requirement) | 9 000 449 | 8 235 258 | -765 191 |
| Fonds propres S2 (y compris passifs subordonnés) | 24 759 766 | 24 947 721 | 187 955 |
| Ratio de couverture SCR | 275% | 303% | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| AMCR (Absolute floor of the MCR) | 3 700 000 | 3 700 000 | 0 |
| MCR (Minimum Capiral Requirement) | 3 700 000 | 3 700 000 | 0 |
| Fonds propres S2 (y compris passifs subordonnés à hauteur de 20% du MCR) | 22 999 766 | 23 187 721 | 187 955 |
| Ratio de couverture MCR | 622% | 627% | |

| | 2016 | 2017 | Ecarts |
|---|---|---|---|
| SCR (Solvency Capital Requirement) | 9 000 449 | 8 235 258 | -765 191 |
| Fonds propres S2 (hors passifs subordonnés) | 22 259 766 | 22 447 721 | 187 955 |
| Ratio de couverture SCR | 247% | 273% | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| AMCR (Absolute floor of the MCR) | 3 700 000 | 3 700 000 | 0 |
| MCR (Minimum Capiral Requirement) | 3 700 000 | 3 700 000 | 0 |
| Fonds propres S2 (hors passifs subordonnés à hauteur de 20% du MCR) | 22 259 766 | 22 447 721 | 187 955 |
| Ratio de couverture MCR | 602% | 607% | |

- Fin 2017, le ratio de couverture sous Solvabilité 2 était de 303% (273% sans prise en compte des titres subordonnés)
- Fin 2017, le ratio de couverture du MCR était de 627% (607% sans prise en compte des titres subordonnés)

La hausse des ratios de couverture par rapport à l'année dernière est expliquée par la diminution de 800k€ du SCR et la légère hausse des Fonds propres (+188k€).

Concernant le respect du capital de solvabilité requis :

- Le montant éligible des éléments de niveau 1 est égal à la moitié au moins du SCR
- Le montant éligible des éléments de niveau 3 est inférieur à 15% du SCR
- La somme des montants éligibles des éléments de niveaux 2 et 3 ne dépasse pas 50% du capital de solvabilité requis

Concernant le respect du minimum de capital requis, le montant éligible des éléments de niveau 1 est égal à 80% au moins du minimum de capital requis et le montant éligible des éléments de niveau 2 ne dépasse pas 20% du minimum de capital requis.

- **Structure des fonds propres 2017**

Bilan S2

| | 2016 | 2017 | Ecarts |
|---|---|---|---|
| Fonds propres de base | 24 759 766 | 24 947 721 | 187 955 |
| Capital social | 9 000 000 | 9 000 000 | 0 |
| Autres éléments (Réserves - hors report à nouveau) | 925 376 | 328 700 | -596 677 |
| Passifs subordonnés | 2 500 000 | 2 500 000 | 0 |
| Report à nouveau | -211 919 | 600 276 | 812 195 |
| Résultat de l'exercice (non distribué) | 812 196 | 1 926 914 | 1 114 718 |
| Variation de résultat (réserve de réconciliation) | 11 734 113 | 10 591 832 | -1 142 281 |

- Tier 1 : Fonds propres de base (22 447 721 €)
- Tier 2 : passifs subordonnés (2 500 000 €)

Les exigences de Solvabilité II sont donc respectées avec plus de 70 % correspondant au Tier1.

La hausse des fonds propres est principalement expliquée par la hausse du report à nouveau et celle du résultat de l'exercice compensée en partie par la diminution des réserves

## *5.2 Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis*

### 5.2.1 Calcul du SCR

Les catégories de risque concernées par le calcul sont les suivantes.

- **Marché : risque de marché**
  - *Risque Actions : MFPrécaution possède 6 326 k€ d'actions sous forme d'OPCVM en date du 31/12/2017.*
  - *Risque de Change : MFPrécaution possède 64 k€ en OPCVM monétaire, actionxs, ou obligataire dont les titres sont cotés dans des devises étrangères à la zone euro.*
  - *Risque de concentration : MFPrécaution possède des actifs émis par la même société mère, notamment des actifs émis par la Société Générale.*
  - *Risque de spread : MFPrécaution possède 29 271k € d'actifs monétaire ou obligataire soumis au risque de spread en date du 31/12/2017.*
  - *Risque de taux : MFPrécaution possède 29 271k € d'actifs monétaire ou obligataire soumis au risque de taux en date du 31/12/2017, mais les best estimates sont aussi sensibles à la variation des taux.*

- **Risque de défaut de contrepartie**
  - *Risque de défaut de type 1 : MFPrécaution possède 2 126 783 € de créance de type 1 en date du 31/12/2017 (créances mutuelles, courtiers, coassureur, CSL).*
  - *Risque de défaut de type 2 : MFPrécaution possède 10 325 € de créance de type 2 en date du 31/12/2017 (débiteur divers, Etat, collectivité publique).*

- **Risque de souscription lié aux engagements non-vie**
  - *Le risque non vie est constitué des risques chômage et caution avec une contribution prépondérante de la caution. Au sein de la caution, c'est le risque de prime qui est le plus important. Il est homogène aux PENA constatées comptablement.*

- *Risque catastrophe : Par son activité, MFPrécaution est soumise à un risque de catastrophe humaine (risque de récession et défaut des 2 plus gros engagements) et à un risque de catastrophe chômage. (Cf. méthodologie de calcul fournie par l'EIOPA).*

- **Risque opérationnel**
  - *Les risques opérationnels sont définis comme les risques de pertes résultant de procédures internes, de membre du personnel ou de système inadéquats ou défaillants, ou d'évènements extérieurs. Les risques juridiques sont intégrés. Ces risques sont inhérents à toute activité professionnelle.*
  - *Ils sont estimés à partir de la formule standard.*
  - *Pour MFPrécaution le capital nécessaire pour pallier ce risque représente 2,67% du SCR global, soit 220 K€.*
  - *Les procédures mises en place au sein de MFPrécaution, contrôlées par le comité d'Audit, permettent de réduire ces risques et de considérer que le risque opérationnel estimé par la formule standard couvre bien l'ensemble des risques.*

Le calcul du SCR marché est calculé par le Groupe OFI, mandaté par MFPrécaution, pour ce qui concerne le besoin en capital généré par les chocs appliqués aux actifs financiers de MFPrécaution. Parallèlement, les impacts de ces chocs ont été calculés sur le passif afin d'évaluer le SCR pour chacun des sous modules concernés.

Ont été pris en compte un ajustement négatif au titre de la capacité d'absorption des pertes par les impôts différés (taux d'imposition 2017 : 33%)

### 5.2.2 Décomposition du SCR

SCR

| | 2016 | 2017 | Ecarts |
|---|---|---|---|
| Risque de Marché | 4 344 920 | 4 855 384 | 510 463 |
| *Actions* | *2 405 942* | *2 783 994* | *378 052* |
| *Immobilier* | *573 451* | *640 397* | *66 947* |
| *Change* | *37 029* | *37 807* | *778* |
| *Contra_Cyclique* | *0* | *0* | *0* |
| *Concentration* | *472 091* | *379 277* | *-92 815* |
| *Spread* | *1 557 347* | *1 679 793* | *122 446* |
| *Taux* | *1 192 626* | *1 249 835* | *57 210* |
| Risque de défaut de contrepartie | 864 826 | 294 627 | -570 199 |
| *type 1* | *854 970* | *287 594* | *-567 376* |
| *type 2* | *13 084* | *9 292* | *-3 792* |
| Risque de souscription Santé | 172 | 0 | -172 |
| *CAT* | *0* | *0* | *0* |
| *Non-SLT Health* | *172* | *0* | *-172* |
| Risque de souscription Non-vie | 11 022 788 | 9 804 356 | -1 218 432 |
| *Premium Reserve* | *9 443 483* | *8 409 273* | *-1 034 211* |
| *Lapse* | *0* | *0* | *0* |
| *CAT* | *3 795 117* | *3 359 299* | *-435 818* |
| Somme des composants de risque | 16 232 706 | 14 954 366 | -1 278 340 |
| *effets de diversification* | *-2 947 876* | *-2 822 063* | *125 813* |
| Risques diversifiés | 13 284 830 | 12 132 304 | -1 152 527 |
| *Adj* | *-4 499 549* | *-4 117 011* | *382 538* |
| *BSCR* | *13 284 830* | *12 132 304* | *-1 152 527* |
| *SCRop* | *215 168* | *219 965* | *4 797* |
| SCR | 9 000 449 | 8 235 258 | -765 191 |

En 2017, MFPrécaution possède un SCR de 8 235 258 € contre 9 000 449 € en 2016, soit une baisse de 765 K€. Cette baisse est due principalement à la baisse de 1 153 K€ du BSCR. Cette diminution est elle-même expliquée par la baisse du risque de Souscription Non Vie et plus particulièrement des primes « caution » et chômage.

### 5.2.3 Calcul du MCR

Le plancher absolu applicable pour MFPrécaution est de 3 700 000 €.
Le calcul du MCR linéaire aboutit à 1 618 394 €.
Le montant retenu est donc 3 700 000 €, qui est bien compris entre 25% et 45% du SCR

# 6 CONCLUSION

L'année 2017 a constitué pour MFPrécaution un exercice particulier par rapport aux années précédentes avec la prise en compte des exigences prudentielles supplémentaires demandées par l'ACPR dans le Règlement de caution qui a abouti à un renoncement des mutuelles à une partie des participations bénéficiaires qui leur étaient versées permettant à l'Union d'améliorer son niveau de fonds propres et de réserves.

Sur le plan opérationnel, ce fut encore cette année, un exercice de faible production. De 2010 à 2016, MFPrécaution avait constaté une alternance entre année de forte et de faible production.

Avec la concurrence exacerbée des banques sur les prêts immobiliers et les offres connexes (assurances des emprunteurs et cautions), la promotion par elle des garanties de l'Union n'est plus aussi vive qu'avant et la production nouvelle de MFPrécaution pourrait en pâtir fortement au cours de ces prochaines années.

Sur le plan des résultats, la caution présente une sinistralité 2017 toujours extrêmement faible puisque seulement 5 appels en garantie ont eu lieu et les rétrocessions ont été plus importantes que les paiements et frais y afférents.
Pour le contrat perte d'emploi coassuré avec CNP Caution, les résultats sont en ligne avec ceux des années précédentes avec également une très faible sinistralité.

Le résultat de l'Union après impôt a permis à l'Union de renforcer ses fonds propres et améliorer ainsi son ratio de couverture de son SCR par ses fonds propres.

Néanmoins, le risque majeur intervenu en 2017 a été le risque stratégique qui aurait pu remettre en cause la pérennité de l'activité caution puisque le régulateur a mis en place des exigences prudentielles supplémentaires en fonds propres aux acteurs assurantielles ayant des activités de branche 15.

La mise en place de cette nouvelle exigence a contraint l'Union à avoir recours, dès le 1er janvier 2018 à un dispositif de réassurance en stop loss avec la SCOR.

L'année 2017 a servi à trouver la meilleure solution proposée par le marché, cette solution garantissant pour l'avenir le respect des nouvelles exigences prudentielles et partant, la pérennité de l'Union.

# ANNEXE 1

## CARTOGRAPHIE DES RISQUES DE MFPRECAUTION

**Cartographie des risques.** Achevée en 2013, cette cartographie a été revue pour prendre en compte le nouvel environnement et la nouvelle organisation des moyens mis à disposition pour le fonctionnement de l'Union. La méthodologie et les niveaux de validation ont été également revus.

| Cartographie des risques | Référence dans la cartographie des risques | Processus présent dans cartographie des risques |
|---|---|---|
| **Processus Exécutif (EX)** | | |
| **EX 1 : Définir et décliner la stratégie** | | |
| • Identifier les opportunités/menaces et Développer un plan stratégique | EX 1-1 | oui |
| • Décliner le plan stratégique en objectifs opérationnels | EX 1-2 | oui |
| **EX 2 : Lever et allouer le capital / ou la réassurance** | | |
| **EX 3 : Gérer les risques** | | |
| • définir la gouvernance des risques | EX 3-1 | à venir |
| • Le contrôle interne | EX 3-2 | oui |
| • Procédure des procédures | EX 3-4 | oui |
| • Archivage | EX 3-5 | à venir |
| **EX 4 : Gouverner l'union** | | |
| • Gérer les instances | EX 4-1 | oui |
| • Représenter l'organisation auprès des partenaires et acteurs externes | EX 4-2 | oui |
| • Définir les délégations de pouvoirs, de paiements et de signature | EX 4-3 | oui |
| • Vérifier le respect des règlements et des obligations statutaires | EX 4-4 | à venir |
| • Compétence et honorabilité | EX 4.5 | oui |
| **EX 5 : Piloter l'activité / l'Union** | **EX 5** | oui |
| **EX 6 : Gérer la communication** | | |
| • Définir et mettre en œuvre la stratégie de communication en interne (dont communication de crise) | EX 6-1 | oui |

| Cartographie des risques | Référence dans la cartographie des risques | Processus présent dans cartographie des risques |
|---|---|---|
| • Définir et gérer la communication produits | EX 6-2 | oui |
| • Organiser les relations de presse et les relations publiques | EX 6-3 | oui |
| **Processus Métier (MT)** | | |
| **MT 1 - Concevoir et suivre les produits** | **MT 1** | à venir |
| **MT 2 - Processus Métier : Administrer les contrats du domaine caution** | | |
| Gérer la souscription d'un organisme à un contrat collectif assuré par MFPrécaution | MT 2.1 | |
| • Gérer la souscription de la mutuelle | MT 2-1-1 | oui |
| • Monter un dossier de transfert de portefeuille et organiser son intégration suite à l'arrêté de transfert | MT 2-1-2 | oui |
| MT 2.2 : Traiter les demandes d'engagement et caution et gérer la vie du contrat | | |
| • Traiter et délivrer les demandes d'engagement de caution | MT 2-2-1 | oui |
| • Gérer la vie du contrat | MT 2-2-2 | oui |
| MT 2.3 : Administrer les contrats | | |
| • Evaluer le montant des cotisations par mutuelle et par facturation annuelle | MT 2-3-1 | oui |
| • Encaisser les cotisations et montants de facturation | MT 2-3-2 | à venir |
| MT 2.4 : Gérer la relation avec les adhérents / mutuelles | | |
| • Répondre aux demandes d'informations | MT 2-4-1 | oui |
| • Traiter les réclamations | MT 2-4-2 | oui |
| **MT 3 : Gérer le pré-contentieux et le contentieux** | | |
| • Gérer le pré-contentieux | MT 3-1 | oui |
| • Gérer le contentieux | MT 3-2 | oui |
| • Clore le dossier | MT 3-3 | oui |
| **Processus Supports (SU)** | | |

| Cartographie des risques | Référence dans la cartographie des risques | Processus présent dans cartographie des risques |
|---|---|---|
| **SU 1 : Gérer les ressources humaines** | | |
| • Assurer la gestion administrative, financière et statutaire du personnel | SU 1-1 | oui |
| • Gérer les emplois et les compétences | SU 1-2 | oui |
| • Gérer les relations sociales | SU 1-3 | oui |
| **SU 2 Gérer la règlementation juridique et fiscale** | | |
| • Gérer les affaires juridiques de l'entreprise (hors métier) | SU 2-1 | oui |
| • Lutte anti-blanchiment et et contre le financement du terrorisme (LAB – FT) TRACFIN | SU 2-2 | oui |
| • Droit fiscal | SU 2-3 | oui |
| **SU 3 Gérer les systèmes d'information** | SU 3 | à venir |
| **SU 4 Gérer les achats** | SU 4 | à venir |
| **SU 5 Gérer les moyens généraux** | SU 5 | à venir |
| **SU 6 Assurer la sécurité des biens et des personnes** | SU 6 | à venir |
| **SU 7 : Produire l'information comptable et financière** | | |
| • Suivre et intégrer la réglementation comptable | SU 7-1 | à venir |
| • Tenir la comptabilité et effectuer les règlements | SU 7-2 | oui |
| • Impôts et taxes | SU 7.3 | oui |
| • Réaliser l'inventaire , établir les comptes sociaux (résultats, bilan et annexes), réaliser la liasse fiscale | SU 7-4 | oui |
| • Produire les états règlementaires | SU 7,5 | à venir |
| **SU 8 : Assurer le contrôle de gestion** | | |
| • Validation / visa des factures | SU 8.1 | oui |
| • Budget prévisionnel | SU 8.2 | oui |
| • Atterrissage et réalisé | SU 8.3 | oui |
| • Clôture | SU 8.4 | oui |
| • Suivi des ETP et de la masse salariale | SU 8.5 | oui |

| Cartographie des risques | Référence dans la cartographie des risques | Processus présent dans cartographie des risques |
|---|---|---|
| • Suivi de projets | SU 8.6 | oui |
| **SU 9 Gérer les placements (GFI)** | | |
| • Déterminer la politique de placements | SU 9-1 | oui |
| • Gérer la trésorerie | SU 9.2 | oui |
| • Réaliser l'inventaire trimestriel des placements et assurer le reporting | SU 9.3 | oui |
| • Gérer les placements par les gestionnaires financiers | SU 9.4 | à venir |
| **SU 10 Gérer l'actif / passif (gestion ALM) délégation Premium** | **SU 10** | à venir |
| **SU 11 Gestion Technique délégation Premium** | **SU 11** | à venir |

MFPrécaution

# ANNEXE 2

## QRT (Etats de reporting quantitatif) publics

S.02.01.01

**Balance sheet**

S.02.01.01.01

**Balance sheet**

| | | Solvency II value | Statutory accounts |
|---|---|---|---|
| | | C0010 | C0020 |
| **Assets** | | | |
| Goodwill | R0010 | | |
| Deferred acquisition costs | R0020 | | 1 786 865 |
| Intangible assets | R0030 | - | 514 504,31 |
| Deferred tax assets | R0040 | 720 382,66 | |
| Pension benefit surplus | R0050 | | |
| Property, plant & equipment held for own use | R0060 | | |
| Investments (other than assets held for index-linked and unit-linked contracts) | R0070 | 40 475 452,41 | 36 704 208,24 |
| Property (other than for own use) | R0080 | | |
| Holdings in related undertakings, including participations | R0090 | | |
| Equities | R0100 | | |
| Equities - listed | R0110 | | |
| Equities - unlisted | R0120 | | |
| Bonds | R0130 | 13 219 246,44 | 11 964 000,00 |
| Government Bonds | R0140 | 228 326,58 | 194 600,00 |
| Corporate Bonds | R0150 | 12 990 919,86 | 11 769 400,00 |
| Structured notes | R0160 | | |
| Collateralised securities | R0170 | | |
| Collective Investments Undertakings | R0180 | 23 636 460,19 | 21 172 972,27 |
| Derivatives | R0190 | | |
| Deposits other than cash equivalents | R0200 | 1 681 430,18 | 1 681 430 |
| Other investments | R0210 | 1 938 315,60 | 1 885 805,79 |
| Assets held for index-linked and unit-linked contracts | R0220 | | |
| Loans and mortgages | R0230 | | |
| Loans on policies | R0240 | | |
| Loans and mortgages to individuals | R0250 | | |
| Other loans and mortgages | R0260 | | |
| Reinsurance recoverables from: | R0270 | | |
| Non-life and health similar to non-life | R0280 | | |
| Non-life excluding health | R0290 | | |
| Health similar to non-life | R0300 | | |
| Life and health similar to life, excluding health and index-linked and unit-linked | R0310 | | |
| Health similar to life | R0320 | | |
| Life excluding health and index-linked and unit-linked | R0330 | | |
| Life index-linked and unit-linked | R0340 | | |
| Deposits to cedants | R0350 | | |
| Insurance and intermediaries receivables | R0360 | 2 304 250,66 | 2 304 250,66 |
| Reinsurance receivables | R0370 | | |
| Receivables (trade, not insurance) | R0380 | 10 324,89 | 10 324,89 |
| Own shares (held directly) | R0390 | | |
| Amounts due in respect of own fund items or initial fund called up but not yet paid in | R0400 | | |
| Cash and cash equivalents | R0410 | 130 738,22 | 130 738,22 |
| Any other assets, not elsewhere shown | R0420 | 42 472,24 | 337 517,32 |
| **Total assets** | R0500 | 43 683 621,08 | 41 788 408,64 |
| **Liabilities** | | | |
| Technical provisions – non-life | R0510 | 10 168 376,61 | 21 269 952,40 |
| Technical provisions – non-life (excluding health) | R0520 | 10 168 376,61 | 21 269 952,40 |
| Technical provisions calculated as a whole | R0530 | | |
| Best Estimate | R0540 | 7 332 177,94 | |
| Risk margin | R0550 | 2 836 198,67 | |
| Technical provisions - health (similar to non-life) | R0560 | - | 0,00 |
| Technical provisions calculated as a whole | R0570 | | |
| Best Estimate | R0580 | - | |
| Risk margin | R0590 | - | |
| Technical provisions - life (excluding index-linked and unit-linked) | R0600 | | |
| Technical provisions - health (similar to life) | R0610 | | |
| Technical provisions calculated as a whole | R0620 | | |
| Best Estimate | R0630 | | |
| Risk margin | R0640 | | |
| Technical provisions – life (excluding health and index-linked and unit-linked) | R0650 | | |
| Technical provisions calculated as a whole | R0660 | | |
| Best Estimate | R0670 | | |
| Risk margin | R0680 | | |
| Technical provisions – index-linked and unit-linked | R0690 | | |
| Technical provisions calculated as a whole | R0700 | | |
| Best Estimate | R0710 | | |
| Risk margin | R0720 | | |
| Other technical provisions | R0730 | | |
| Contingent liabilities | R0740 | | |
| Provisions other than technical provisions | R0750 | | |
| Pension benefit obligations | R0760 | | |
| Deposits from reinsurers | R0770 | | |
| Deferred tax liabilities | R0780 | 4 266 604,69 | |
| Derivatives | R0790 | | |
| Debts owed to credit institutions | R0800 | | |
| Financial liabilities other than debts owed to credit institutions | R0810 | | |
| Insurance & intermediaries payables | R0820 | 2 233 694,99 | 2 233 694,99 |
| Reinsurance payables | R0830 | | |
| Payables (trade, not insurance) | R0840 | 2 067 222,61 | 2 067 222,61 |
| Subordinated liabilities | R0850 | 2 500 000,00 | 2 500 000,00 |
| Subordinated liabilities not in Basic Own Funds | R0860 | | |
| Subordinated liabilities in Basic Own Funds | R0870 | 2 500 000,00 | 2 500 000,00 |
| Any other liabilities, not elsewhere shown | R0880 | | 332 174,43 |
| **Total liabilities** | R0900 | 21 235 898,90 | 28 403 044,43 |
| **Excess of assets over liabilities** | R1000 | 22 447 722,17 | 13 385 364,21 |

MFPrécaution

## Premiums, claims and expenses by line of business

S.05.01.01.01

### Non-Life (direct business/accepted proportional reinsurance and accepted non-proportional reinsurance)

| | | | Line of Business for: non-life insurance and reinsurance obligations (direct business and accepted proportional reinsurance) | | | | | | | | | | | | Line of business for: accepted non-proportional | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Medical expense insurance | Income protection insurance | Workers' compensation insurance | Motor vehicle liability insurance | Other motor insurance | Marine, aviation and transport insurance | Fire and other damage to property insurance | General liability insurance | Credit and suretyship insurance | Legal expenses insurance | Assistance | Miscellaneous financial loss | Health | Casualty | Marine, aviation, transport | Property | Total |
| | | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | C0200 |
| **Primes émises** | **Premiums written** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R0110 | 0,00 | | | | | | | | 2 016 616,44 | | | 735 400,66 | | | | | 2 752 017,10 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R0120 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non-proportional reinsurance accepted | R0130 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers' share | R0140 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R0200 | 0,00 | | | | | | | | 2 016 616,44 | | | 735 400,66 | | | | | 2 752 017,10 |
| **Primes acquises** | **Premiums earned** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R0210 | 0,00 | | | | | | | | 3 764 736,01 | | | 735 400,66 | | | | | 4 500 136,67 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R0220 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non-proportional reinsurance accepted | R0230 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers' share | R0240 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R0300 | 0,00 | | | | | | | | 3 764 736,01 | | | 735 400,66 | | | | | 4 500 136,67 |
| **Charge des sinistres** | **Claims incurred** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R0310 | -26 913,33 | | | | | | | | - 710 102,18 | | | 154 280,09 | | | | | -582 735,41 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R0320 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non-proportional reinsurance accepted | R0330 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers' share | R0340 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R0400 | -26 913,33 | | | | | | | | -710102,18 | 0,00 | | 154280,09 | | | | | -582 735,41 |
| **Variation des autres provisions techniques** | **Changes in other technical provisions** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R0410 | 0,00 | | | | | | | | -147,71 | | | -388 514,77 | | | | | -388 662,48 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R0420 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non- proportional reinsurance accepted | R0430 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers'share | R0440 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R0500 | 0,00 | | | | | | | | -147,71 | | | -388 514,77 | | | | | -388 662,48 |
| **Dépenses engagées** | **Expenses incurred** | R0550 | -813,77 | | | | | | | | 2875982,60 | | | 272936,10 | | | | | 3 148 104,93 |
| **Charges administratives** | **Administrative expenses** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R0610 | 0,00 | | | | | | | | 70 004,45 | | | 0,00 | | | | | 70 004,45 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R0620 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non-proportional reinsurance accepted | R0630 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers' share | R0640 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R0700 | 0,00 | | | | | | | | 70 004,45 | | | 0,00 | | | | | 70 004,45 |
| **Frais de gestion des investissements** | **Investment management expenses** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R0710 | 0,00 | | | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | | | | | 0,00 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R0720 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non-proportional reinsurance accepted | R0730 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers' share | R0740 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R0800 | 0,00 | | | | | | | | 0,00 | | | 0,00 | | | | | 0,00 |
| **Frais de gestion des sinistres** | **Claims management expenses** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R0810 | 0,00 | | | | | | | | 89 366,03 | | | 353,03 | | | | | 89 719,06 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R0820 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non-proportional reinsurance accepted | R0830 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers' share | R0840 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R0900 | 0,00 | | | | | | | | 89 366,03 | | | 353,03 | | | | | 89 719,06 |
| **Frais d'acquisition** | **Acquisition expenses** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R0910 | 0,00 | | | | | | | | 872 071,81 | | | 353,03 | | | | | 872 424,84 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R0920 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non-proportional reinsurance accepted | R0930 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers' share | R0940 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R1000 | 0,00 | | | | | | | | 872 071,81 | | | 353,03 | | | | | 872 424,84 |
| **Frais généraux** | **Overhead expenses** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – assurance directe | Gross - Direct Business | R1010 | -813,77 | | | | | | | | 1 844 540,31 | | | 272 230,04 | | | | | 2 115 956,58 |
| Brut – Réassurance proportionnelle acceptée | Gross - Proportional reinsurance accepted | R1020 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée | Gross - Non-proportional reinsurance accepted | R1030 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | Reinsurers' share | R1040 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Net | Net | R1100 | -813,77 | | | | | | | | 1844540,31 | | | 272230,04 | | | | | 2 115 956,58 |
| **Autres dépenses** | **Other expenses** | R1200 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total des dépenses** | **Total expenses** | R1300 | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 148 104,93 |

S.05.01.01.02

**Life**

| | | Line of Business for: life insurance obligations | | | | | | Life reinsurance obligations | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Health insurance | Insurance with profit participation | Index-linked and unit-linked insurance | Other life insurance | Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to health insurance obligations | Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to insurance obligations other than health insurance obligations | Health reinsurance | Life-reinsurance | |
| | | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 | C0300 |
| **Premiums written** | | | | | | | | | | |
| Gross | R1410 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R1420 | | | | | | | | | |
| Net | R1500 | | | | | | | | | |
| **Premiums earned** | | | | | | | | | | |
| Gross | R1510 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R1520 | | | | | | | | | |
| Net | R1600 | | | | | | | | | |
| **Claims incurred** | | | | | | | | | | |
| Gross | R1610 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R1620 | | | | | | | | | |
| Net | R1700 | | | | | | | | | |
| **Changes in other technical provisions** | | | | | | | | | | |
| Gross | R1710 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R1720 | | | | | | | | | |
| Net | R1800 | | | | | | | | | |
| **Expenses incurred** | R1900 | | | | | | | | | |
| **Administrative expenses** | | | | | | | | | | |
| Gross | R1910 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R1920 | | | | | | | | | |
| Net | R2000 | | | | | | | | | |
| **Investment management expenses** | | | | | | | | | | |
| Gross | R2010 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R2020 | | | | | | | | | |
| Net | R2100 | | | | | | | | | |
| **Claims management expenses** | | | | | | | | | | |
| Gross | R2110 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R2120 | | | | | | | | | |
| Net | R2200 | | | | | | | | | |
| **Acquisition expenses** | | | | | | | | | | |
| Gross | R2210 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R2220 | | | | | | | | | |
| Net | R2300 | | | | | | | | | |
| **Overhead expenses** | | | | | | | | | | |
| Gross | R2310 | | | | | | | | | |
| Reinsurers' share | R2320 | | | | | | | | | |
| Net | R2400 | | | | | | | | | |
| **Other expenses** | R2500 | | | | | | | | | |
| **Total expenses** | R2600 | | | | | | | | | |
| **Total amount of surrenders** | R2700 | | | | | | | | | |

MFPrécaution

S.17.01.01

## Non-Life Technical Provisions

S.17.01.01.01

## Non-Life Technical Provisions

| | | Direct business and accepted proportional reinsurance | | | | | | | | | | | | accepted non-proportional reinsurance | | | | Total Non-Life obligation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Medical expense insurance | Income protection insurance | Workers' compensation insurance | Motor vehicle liability insurance | Other motor insurance | Marine, aviation and transport insurance | Fire and other damage to property insurance | General liability insurance | Credit and suretyship insurance | Legal expenses insurance | Assistance | Miscellaneous financial loss | Non-proportional health reinsurance | Non-proportional casualty reinsurance | Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance | Non-proportional property reinsurance | |
| | | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | C0170 | C0180 |
| **Technical provisions calculated as a whole** | R0010 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Direct business | R0020 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| Accepted proportional reinsurance business | R0030 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| Accepted non-proportional reinsurance | R0040 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| **Total Recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default associated to TP calculated as a whole** | R0050 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| **Technical provisions calculated as a sum of BE and RM** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Best estimate** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Premium provisions** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gross - Total | R0060 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 725 225 | 0 | 0 | 226 787 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 952 012 |
| Gross - direct business | R0070 | | | | | | | | | 7 725 225 | | | 226 787 | | | | | 7 952 012 |
| Gross - accepted proportional reinsurance business | R0080 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Gross - accepted non-proportional reinsurance business | R0090 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default | R0100 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0 |
| *Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses* | R0110 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| *Recoverables from SPV before adjustment for expected losses* | R0120 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| *Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses* | R0130 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default | R0140 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| **Net Best Estimate of Premium Provisions** | R0150 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 725 225 | 0 | 0 | 226 787 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 952 012 |
| **Claims provisions** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gross - Total | R0160 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -912 439 | 0 | 0 | 292 605 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -619 834 |
| Gross - direct business | R0170 | | | | | | | | | -912 439 | | | 292 605 | | | | | -619 834 |
| Gross - accepted proportional reinsurance business | R0180 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| Gross - accepted non-proportional reinsurance business | R0190 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re before the adjustment for expected losses due to counterparty default | R0200 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *Recoverables from reinsurance (except SPV and Finite Reinsurance) before adjustment for expected losses* | R0210 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| *Recoverables from SPV before adjustment for expected losses* | R0220 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| *Recoverables from Finite Reinsurance before adjustment for expected losses* | R0230 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| Total recoverable from reinsurance/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default | R0240 | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 |
| **Net Best Estimate of Claims Provisions** | R0250 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -912 439 | 0 | 0 | 292 605 | 0 | 0 | 0 | 0 | -619 834 |
| **Total Best estimate - gross** | R0260 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 812 786 | 0 | 0 | 519 392 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 332 178 |
| **Total Best estimate - net** | R0270 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 812 786 | 0 | 0 | 519 392 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 332 178 |
| **Risk margin** | R0280 | | | | | | | | | 2 371 185 | | | 465 014 | | | | | 2 836 199 |
| **Amount of the transitional on Technical Provisions** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **TP as a whole** | R0290 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Best estimate** | R0300 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Risk margin** | R0310 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Technical provisions - total** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Technical provisions - total | R0320 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 183 970,59 | 0,00 | 0,00 | 984 406,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 168 376,61 |
| Recoverable from reinsurance contract/SPV and Finite Re after the adjustment for expected losses due to counterparty default - total | R0330 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Technical provisions minus recoverables from reinsurance/SPV and Finite Re- total | R0340 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 183 970,59 | 0,00 | 0,00 | 984 406,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 168 376,61 |
| **Line of Business: further segmentation (Homogeneous Risk Groups)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Premium provisions - Total number of homogeneous risk groups | R0350 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Claims provisions - Total number of homogeneous risk groups | R0360 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Cash-flows of the Best estimate of Premium Provisions (Gross)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Cash out-flows** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Future benefits and claims | R0370 | | | | | | | | | 2 394 424,41 | | | 160 119,45 | | | | | 2 554 544 |
| Future expenses and other cash-out flows | R0380 | | | | | | | | | 5 983 194,81 | | | 66 667,61 | | | | | 6 049 862 |
| **Cash in-flows** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Future premiums | R0390 | | | | | | | | | 0,00 | | | | | | | | 0 |
| Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations) | R0400 | | | | | | | | | 652 394,20 | | | | | | | | 652 394 |
| **Cash-flows of the Best estimate of Claims Provisions (Gross)** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Cash out-flows** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Future benefits and claims | R0410 | | | | | | | | | 0,00 | | | 206 589,24 | | | | | 206 589 |
| Future expenses and other cash-out flows | R0420 | | | | | | | | | 0,00 | | | 86 015,85 | | | | | 86 016 |
| **Cash in-flows** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Future premiums | R0430 | | | | | | | | | 0,00 | | | | | | | | 0 |
| Other cash-in flows (incl. Recoverable from salvages and subrogations) | R0440 | | | | | | | | | 912 439,21 | | | | | | | | 912 439 |
| **Percentage of gross Best Estimate calculated using approximations** | R0450 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Best estimate subject to transitional of the interest rate** | R0460 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Technical provisions without transitional on interest rate | R0470 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Best estimate subject to volatility adjustment** | R0480 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Technical provisions without volatility adjustment and without others transitional measures | R0490 | | | | | | | | | | | | | | | | | |

S.19.01.01

## Non-life Insurance Claims Information
## (simplified template for the public disclosure)

| | | |
|---|---|---|
| Accident year / Underwriting year | Z0020 | Accident year [AY] |
| Currency conversion | Z0040 | Not applicable / Expressed in (converted to) reporting currency |
| Currency | Z0030 | EUR |
| Line of business | Z0010 | 12 – 12 and 24 Miscellaneous financial loss |

### Gross Claims Paid (non-cumulative)

S.19.01.01.01

| | | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | S.19.01.01.02 Current year, sum of years (cumulative) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | In Current year | Sum of years (cumulative) |
| | | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | C0170 | C0180 |
| | Prior | R0100 | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 | 0 | 0 |
| 2003 | N-14 | R0110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| 2004 | N-13 | R0120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| 2005 | N-12 | R0130 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | 0 | 0 |
| 2006 | N-11 | R0140 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 | 0 |
| 2007 | N-10 | R0150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | 0 | 0 |
| 2008 | N-9 | R0160 | 5 898 | 117 076 | 121 929 | 27 516 | 949 | 995 | 69 | 0 | 0 | 339 | | | | | | | 339 | 274 772 |
| 2009 | N-8 | R0170 | 9 125 | 133 056 | 117 701 | 39 475 | 5 534 | 732 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | 0 | 305 623 |
| 2010 | N-7 | R0180 | 13 911 | 159 195 | 120 346 | 13 317 | 0 | 743 | 265 | 0 | | | | | | | | | 0 | 307 776 |
| 2011 | N-6 | R0190 | 8 247 | 90 867 | 99 727 | 13 112 | 100 | 0 | 0 | | | | | | | | | | 0 | 212 053 |
| 2012 | N-5 | R0200 | 2 585 | 73 094 | 84 719 | 19 184 | 3 441 | 4 000 | | | | | | | | | | | 4 000 | 187 022 |
| 2013 | N-4 | R0210 | 7 461 | 104 842 | 92 851 | 13 920 | 767 | | | | | | | | | | | | 767 | 219 841 |
| 2014 | N-3 | R0220 | 8 151 | 112 539 | 90 521 | 12 218 | | | | | | | | | | | | | 12 218 | 223 429 |
| 2015 | N-2 | R0230 | 7 897 | 67 050 | 70 890 | | | | | | | | | | | | | | 70 890 | 145 838 |
| 2016 | N-1 | R0240 | 2 615 | 62 145 | | | | | | | | | | | | | | | 62 145 | 64 760 |
| 2017 | N | R0250 | 3 921 | | | | | | | | | | | | | | | | 3 921 | 3 921 |
| | Total | R0260 | | | | | | | | | | | | | | | | | 154 280,09 | 1 945 034,61 |

### Gross undiscounted Best Estimate Claims Provisions

S.19.01.01.03

| | | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | S.19.01.01.04 Current year, sum of years (cumulative) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | Year end (discounted data) |
| | | | C0200 | C0210 | C0220 | C0230 | C0240 | C0250 | C0260 | C0270 | C0280 | C0290 | C0300 | C0310 | C0320 | C0330 | C0340 | C0350 | C0360 |
| | Prior | R0100 | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| 2003 | N-14 | R0110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| 2004 | N-13 | R0120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| 2005 | N-12 | R0130 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | 0 |
| 2006 | N-11 | R0140 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 |
| 2007 | N-10 | R0150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | 0 |
| 2008 | N-9 | R0160 | 268 535 | 151 458 | 29 530 | 2 013 | 1 064 | 69 | 69 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | 0 |
| 2009 | N-8 | R0170 | 296 498 | 163 442 | 45 741 | 6 266 | 732 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | 0 |
| 2010 | N-7 | R0180 | 293 866 | 134 670 | 14 325 | 1 008 | 1 008 | 265 | 265 | 0 | | | | | | | | | 0 |
| 2011 | N-6 | R0190 | 203 806 | 112 939 | 13 212 | 100 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | 0 |
| 2012 | N-5 | R0200 | 184 438 | 111 344 | 26 625 | 7 441 | 4 000 | 0 | | | | | | | | | | | 0 |
| 2013 | N-4 | R0210 | 233 358 | 128 516 | 35 665 | 21 745 | 20 978 | | | | | | | | | | | | 29 819 |
| 2014 | N-3 | R0220 | 224 822 | 112 283 | 21 762 | 9 545 | | | | | | | | | | | | | 13 583 |
| 2015 | N-2 | R0230 | 142 265 | 75 215 | 4 325 | | | | | | | | | | | | | | 6 146 |
| 2016 | N-1 | R0240 | 74 967 | 12 822 | | | | | | | | | | | | | | | 18 217 |
| 2017 | N | R0250 | 158 373 | | | | | | | | | | | | | | | | 224 841 |
| | Total | R0260 | | | | | | | | | | | | | | | | | 292 605 |

**Gross Reported but not Settled Claims (RBNS)**

| | | S.19.01.01.05 | | | | | | | | | | | | | | | | S.19.01.01.06 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | | Current year, sum of years (cumulative) |
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | Year end (discounted data) |
| | | C0400 | C0410 | C0420 | C0430 | C0440 | C0450 | C0460 | C0470 | C0480 | C0490 | C0500 | C0510 | C0520 | C0530 | C0540 | C0550 | C0560 |
| Prior | R0100 | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| N-14 | R0110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| N-13 | R0120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| N-12 | R0130 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | 0 |
| N-11 | R0140 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 |
| N-10 | R0150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | 0 |
| N-9 | R0160 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | 0 |
| N-8 | R0170 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | 0 |
| N-7 | R0180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | 0 |
| N-6 | R0190 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | 0 |
| N-5 | R0200 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | | 0 |
| N-4 | R0210 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | | | | | | | | | | | | 5 |
| N-3 | R0220 | 0 | 5 214 | 7 703 | 2 605 | | | | | | | | | | | | | 2 605 |
| N-2 | R0230 | 3 287 | 34 833 | 95 804 | | | | | | | | | | | | | | 95 804 |
| N-1 | R0240 | 2 615 | 130 220 | | | | | | | | | | | | | | | 130 220 |
| N | R0250 | 106 934 | | | | | | | | | | | | | | | | 106 934 |
| Total | R0260 | | | | | | | | | | | | | | | | | 335 568 |

**Reinsurance Recoveries received (non-cumulative)**

| | | S.19.01.01.07 | | | | | | | | | | | | | | | | S.19.01.01.08 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | | Current year, sum of years (cumulative) | |
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | In Current year | Sum of years (cumulative) |
| | | C0600 | C0610 | C0620 | C0630 | C0640 | C0650 | C0660 | C0670 | C0680 | C0690 | C0700 | C0710 | C0720 | C0730 | C0740 | C0750 | C0760 | C0770 |
| Prior | R0300 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-14 | R0310 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-13 | R0320 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-12 | R0330 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-11 | R0340 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-10 | R0350 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-9 | R0360 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-8 | R0370 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-7 | R0380 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-6 | R0390 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-5 | R0400 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-4 | R0410 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-3 | R0420 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-2 | R0430 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-1 | R0440 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N | R0450 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | R0460 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

**Undiscounted Best Estimate Claims Provisions - Reinsurance recoverable**

| | | S.19.01.01.09 | | | | | | | | | | | | | | | S.19.01.01.10 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | Current year, sum of years (cumulative) |
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | Year end (discounted data) |
| | | C0800 | C0810 | C0820 | C0830 | C0840 | C0850 | C0860 | C0870 | C0880 | C0890 | C0900 | C0910 | C0920 | C0930 | C0940 | C0950 | C0960 |
| Prior | R0300 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-14 | R0310 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-13 | R0320 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-12 | R0330 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-11 | R0340 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-10 | R0350 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-9 | R0360 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-8 | R0370 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-7 | R0380 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-6 | R0390 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-5 | R0400 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-4 | R0410 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-3 | R0420 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-2 | R0430 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-1 | R0440 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N | R0450 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | R0460 | | | | | | | | | | | | | | | | | |

**Reinsurance RBNS Claims**

| | | S.19.01.01.11 | | | | | | | | | | | | | | | S.19.01.01.12 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | Current year, sum of years (cumulative) |
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | Year end (discounted data) |
| | | C1000 | C1010 | C1020 | C1030 | C1040 | C1050 | C1060 | C1070 | C1080 | C1090 | C1100 | C1110 | C1120 | C1130 | C1140 | C1150 | C1160 |
| Prior | R0300 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-14 | R0310 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-13 | R0320 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-12 | R0330 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-11 | R0340 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-10 | R0350 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-9 | R0360 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-8 | R0370 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-7 | R0380 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-6 | R0390 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-5 | R0400 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-4 | R0410 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-3 | R0420 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-2 | R0430 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N-1 | R0440 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N | R0450 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | R0460 | | | | | | | | | | | | | | | | | |

MFPrécaution

## Net Claims Paid (non-cumulative)

S.19.01.01.13

| | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | | Current year, sum of years (cumulative) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | In Current year | Sum of years (cumulative) |
| | | C1200 | C1210 | C1220 | C1230 | C1240 | C1250 | C1260 | C1270 | C1280 | C1290 | C1300 | C1310 | C1320 | C1330 | C1340 | C1350 | C1360 | C1370 |
| Prior | R0500 | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 |
| N-14 | R0510 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| N-13 | R0520 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| N-12 | R0530 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | 0 | 0 |
| N-11 | R0540 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 | 0 |
| N-10 | R0550 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | 0 | 0 |
| N-9 | R0560 | 5 898 | 117 076 | 121 929 | 27 516 | 949 | 995 | 69 | 0 | 0 | 339 | | | | | | | 339 | 274 772 |
| N-8 | R0570 | 9 125 | 133 056 | 117 701 | 39 475 | 5 534 | 732 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | 0 | 305 623 |
| N-7 | R0580 | 13 911 | 159 195 | 120 346 | 13 317 | 0 | 743 | 265 | 0 | | | | | | | | | 0 | 307 776 |
| N-6 | R0590 | 8 247 | 90 867 | 99 727 | 13 112 | 100 | 0 | 0 | | | | | | | | | | 0 | 212 053 |
| N-5 | R0600 | 2 585 | 73 094 | 84 719 | 19 184 | 3 441 | 4 000 | | | | | | | | | | | 4 000 | 187 022 |
| N-4 | R0610 | 7 461 | 104 842 | 92 851 | 13 920 | 767 | | | | | | | | | | | | 767 | 219 841 |
| N-3 | R0620 | 8 151 | 112 539 | 90 521 | 12 218 | | | | | | | | | | | | | 12 218 | 223 429 |
| N-2 | R0630 | 7 897 | 67 050 | 70 890 | | | | | | | | | | | | | | 70 890 | 145 838 |
| N-1 | R0640 | 2 615 | 62 145 | | | | | | | | | | | | | | | 62 145 | 64 760 |
| N | R0650 | 3 921 | | | | | | | | | | | | | | | | 3 921 | 3 921 |
| Total | R0660 | | | | | | | | | | | | | | | | | 154 280 | 1 945 035 |

## Net Undiscounted Best Estimate Claims Provisions

S.19.01.01.15

| | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | | Current year, sum of years (cumulative) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | Year end (discounted data) |
| | | C1400 | C1410 | C1420 | C1430 | C1440 | C1450 | C1460 | C1470 | C1480 | C1490 | C1500 | C1510 | C1520 | C1530 | C1540 | C1550 | C1560 |
| Prior | R0500 | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 | 0,00 |
| N-14 | R0510 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0,00 |
| N-13 | R0520 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0,00 |
| N-12 | R0530 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | 0,00 |
| N-11 | R0540 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0,00 |
| N-10 | R0550 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | 0,00 |
| N-9 | R0560 | 268 535 | 151 458 | 29 530 | 2 013 | 1 064 | 69 | 69 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | 0,00 |
| N-8 | R0570 | 296 498 | 163 442 | 45 741 | 6 266 | 732 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | 0,00 |
| N-7 | R0580 | 293 866 | 134 670 | 14 325 | 1 008 | 1 008 | 265 | 265 | 0 | | | | | | | | | 0,00 |
| N-6 | R0590 | 203 806 | 112 939 | 13 212 | 100 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | 0,00 |
| N-5 | R0600 | 184 438 | 111 344 | 26 625 | 7 441 | 4 000 | 0 | | | | | | | | | | | 0,00 |
| N-4 | R0610 | 233 358 | 128 516 | 35 665 | 21 745 | 20 978 | | | | | | | | | | | | 29 818,82 |
| N-3 | R0620 | 224 822 | 112 283 | 21 762 | 9 545 | | | | | | | | | | | | | 13 582,76 |
| N-2 | R0630 | 142 265 | 75 215 | 4 325 | | | | | | | | | | | | | | 6 145,97 |
| N-1 | R0640 | 74 967 | 12 822 | | | | | | | | | | | | | | | 18 216,92 |
| N | R0650 | 158 373 | | | | | | | | | | | | | | | | 224 840,62 |
| Total | R0660 | | | | | | | | | | | | | | | | | 292 605,09 |

## Net RBNS Claims

S.19.01.01.17

| | | Development year (absolute amount) | | | | | | | | | | | | | | | | Current year, sum of years (cumulative) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | Year end (discounted data) |
| | | C1600 | C1610 | C1620 | C1630 | C1640 | C1650 | C1660 | C1670 | C1680 | C1690 | C1700 | C1710 | C1720 | C1730 | C1740 | C1750 | C1760 |
| Prior | R0500 | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| N-14 | R0510 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| N-13 | R0520 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | 0 |
| N-12 | R0530 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | 0 |
| N-11 | R0540 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | 0 |
| N-10 | R0550 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | 0 |
| N-9 | R0560 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | 0 |
| N-8 | R0570 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | 0 |
| N-7 | R0580 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | 0 |
| N-6 | R0590 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | 0 |
| N-5 | R0600 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | | | | | | | | | 0 |
| N-4 | R0610 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | | | | | | | | | | | | 5 |
| N-3 | R0620 | 0 | 5 214 | 7 703 | 2 605 | | | | | | | | | | | | | 2 605 |
| N-2 | R0630 | 3 287 | 34 833 | 95 804 | | | | | | | | | | | | | | 95 804 |
| N-1 | R0640 | 2 615 | 130 220 | | | | | | | | | | | | | | | 130 220 |
| N | R0650 | 106 934 | | | | | | | | | | | | | | | | 106 934 |
| Total | R0660 | | | | | | | | | | | | | | | | | 335 568 |

S.23.01.01

## Own funds

S.23.01.01.01

## Own funds

| | | Total | Tier 1 - unrestricted | Tier 1 - restricted | Tier 2 | Tier 3 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| **Basic own funds before deduction for participations in other financial sector as foreseen in article 68 of Delegated Regulation 2015/35** | | | | | | |
| Ordinary share capital (gross of own shares) | R0010 | | | | | |
| Share premium account related to ordinary share capital | R0030 | | | | | |
| Initial funds, members' contributions or the equivalent basic own - fund item for mutual and mutual-type undertakings | R0040 | 9 000 000 | 9 000 000 | | | |
| Subordinated mutual member accounts | R0050 | | | | | |
| Surplus funds | R0070 | | | | | |
| Preference shares | R0090 | | | | | |
| Share premium account related to preference shares | R0110 | | | | | |
| Reconciliation reserve | R0130 | 13 447 721 | 13 447 721,44 | | | |
| Subordinated liabilities | R0140 | 2 500 000 | | | 2 500 000,00 | |
| An amount equal to the value of net deferred tax assets | R0160 | | | | | |
| Other own fund items approved by the supervisory authority as basic own funds not specified above | R0180 | | | | | |
| **Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds** | | | | | | |
| Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds | R0220 | | | | | |
| **Deductions** | | | | | | |
| Deductions for participations in financial and credit institutions | R0230 | | | | | |
| **Total basic own funds after deductions** | R0290 | 24 947 721 | 22 447 721 | | 2 500 000 | |
| **Ancillary own funds** | | | | | | |
| Unpaid and uncalled ordinary share capital callable on demand | R0300 | | | | | |
| Unpaid and uncalled initial funds, members' contributions or the equivalent basic own fund item for mutual and mutual - type undertakings, callable on demand | R0310 | | | | | |
| Unpaid and uncalled preference shares callable on demand | R0320 | | | | | |
| A legally binding commitment to subscribe and pay for subordinated liabilities on demand | R0330 | | | | | |
| Letters of credit and guarantees under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC | R0340 | | | | | |
| Letters of credit and guarantees other than under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC | R0350 | | | | | |
| Supplementary members calls under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC | R0360 | | | | | |
| Supplementary members calls - other than under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC | R0370 | | | | | |
| Other ancillary own funds | R0390 | | | | | |
| **Total ancillary own funds** | R0400 | | | | | |
| **Available and eligible own funds** | | | | | | |
| Total available own funds to meet the SCR | R0500 | 24 947 721 | 22 447 721 | | 2 500 000 | |
| Total available own funds to meet the MCR | R0510 | 24 947 721 | 22 447 721 | | 2 500 000 | |
| Total eligible own funds to meet the SCR | R0540 | 24 947 721 | 22 447 721 | | 2 500 000 | |
| Total eligible own funds to meet the MCR | R0550 | 23 187 721 | 22 447 721 | | 740 000,00 | |
| **SCR** | R0580 | 8 235 258 | | | | |
| **MCR** | R0600 | 3 700 000 | | | | |
| **Ratio of Eligible own funds to SCR** | R0620 | 302,94% | | | | |
| **Ratio of Eligible own funds to MCR** | R0640 | 626,70% | | | | |

S.23.01.01.02

## Reconciliation reserve

| | | C0060 |
|---|---|---|
| **Reconciliation reserve** | | |
| Excess of assets over liabilities | R0700 | 22 447 721 |
| Own shares (held directly and indirectly) | R0710 | |
| Foreseeable dividends, distributions and charges | R0720 | |
| Other basic own fund items | R0730 | 9 000 000 |
| Adjustment for restricted own fund items in respect of matching adjustment portfolios and ring fenced funds | R0740 | |
| **Reconciliation reserve** | R0760 | 13 447 721 |
| **Expected profits** | | |
| Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Life business | R0770 | |
| Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Non-life business | R0780 | 9 503 416,18 |
| **Total Expected profits included in future premiums (EPIFP)** | R0790 | 9 503 416,18 |

S.25.01.01

## Solvency Capital Requirement - for undertakings on Standard Formula

S.25.01.01.01

### Basic Solvency Capital Requirement

| | | Net solvency capital requirement | Gross solvency capital requirement | Allocation from adjustments due to RFF and Matching adjustments portfolios |
|---|---|---|---|---|
| | | C0030 | C0040 | C0050 |
| Market risk | R0010 | 4 855 384 | 4 855 384 | |
| Counterparty default risk | R0020 | 294 627 | 294 627 | |
| Life underwriting risk | R0030 | | 0 | |
| Health underwriting risk | R0040 | 0 | 0 | |
| Non-life underwriting risk | R0050 | 9 804 356 | 9 804 356 | |
| Diversification | R0060 | -2 822 063 | -2 822 063 | |
| Intangible asset risk | R0070 | 0 | 0 | |
| **Basic Solvency Capital Requirement** | R0100 | 12 132 304 | 12 132 304 | |

S.25.01.01.02

### Calculation of Solvency Capital Requirement

| | | Value |
|---|---|---|
| | | C0100 |
| Adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation | R0120 | |
| Operational risk | R0130 | 219 965,34 |
| Loss-absorbing capacity of technical provisions | R0140 | 0,00 |
| Loss-absorbing capacity of deferred taxes | R0150 | -4 117 011,24 |
| Capital requirement for business operated in accordance with Art. 4 of Directive 2003/41/EC | R0160 | |
| **Solvency Capital Requirement excluding capital add-on** | R0200 | 8 235 257,71 |
| Capital add-on already set | R0210 | |
| Solvency capital requirement | R0220 | 8 235 257,71 |
| **Other information on SCR** | | |
| Capital requirement for duration-based equity risk sub-module | R0400 | |
| Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for remaining part | R0410 | |
| Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for ring fenced funds | R0420 | |
| Total amount of Notional Solvency Capital Requirement for matching adjustment portfolios | R0430 | |
| Diversification effects due to RFF nSCR aggregation for article 304 | R0440 | |
| Method used to calculate the adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation | R0450 | 4 - No adjustment |
| Net future discretionary benefits | R0460 | |

S.28.01.01

## Minimum Capital Requirement - Only life or only non-life insurance or reinsurance activity

S.28.01.01.01

### Linear formula component for non-life insurance and reinsurance obligations

| | | MCR components |
|---|---|---|
| | | C0010 |
| $MCR_{NL}$ Result | R0010 | 1 618 394 |

S.28.01.01.02

### Background information

| | | Background information | |
|---|---|---|---|
| | | Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole | Net (of reinsurance) written premiums in the last 12 months |
| | | C0020 | C0030 |
| Medical expense insurance and proportional reinsurance | R0020 | | |
| Income protection insurance and proportional reinsurance | R0030 | | |
| Workers' compensation insurance and proportional reinsurance | R0040 | | |
| Motor vehicle liability insurance and proportional reinsurance | R0050 | | |
| Other motor insurance and proportional reinsurance | R0060 | | |
| Marine, aviation and transport insurance and proportional reinsurance | R0070 | | |
| Fire and other damage to property insurance and proportional reinsurance | R0080 | | |
| General liability insurance and proportional reinsurance | R0090 | | |
| Credit and suretyship insurance and proportional reinsurance | R0100 | 6 812 786 | 2 001 813 |
| Legal expenses insurance and proportional reinsurance | R0110 | | |
| Assistance and proportional reinsurance | R0120 | | |
| Miscellaneous financial loss insurance and proportional reinsurance | R0130 | 519 392 | 735 401 |
| Non-proportional health reinsurance | R0140 | | |
| Non-proportional casualty reinsurance | R0150 | | |
| Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance | R0160 | | |
| Non-proportional property reinsurance | R0170 | | |

S.28.01.01.03

### Linear formula component for life insurance and reinsurance obligations

| | | C0040 |
|---|---|---|
| $MCR_{L}$ Result | R0200 | |

S.28.01.01.04

### Total capital at risk for all life (re)insurance obligations

| | | Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole | Net (of reinsurance/SPV) total capital at risk |
|---|---|---|---|
| | | C0050 | C0060 |
| Obligations with profit participation - guaranteed benefits | R0210 | | |
| Obligations with profit participation - future discretionary benefits | R0220 | | |
| Index-linked and unit-linked insurance obligations | R0230 | | |
| Other life (re)insurance and health (re)insurance obligations | R0240 | | |
| Total capital at risk for all life (re)insurance obligations | R0250 | | |

S.28.01.01.05

### Overall MCR calculation

| | | C0070 |
|---|---|---|
| Linear MCR | R0300 | 1 618 394 |
| SCR | R0310 | 8 235 258 |
| MCR cap | R0320 | 3 705 866 |
| MCR floor | R0330 | 2 058 814 |
| Combined MCR | R0340 | 2 058 814 |
| Absolute floor of the MCR | R0350 | 3 700 000 |
| **Minimum Capital Requirement** | R0400 | 3 700 000 |

# ANNEXE 3

## REFERENCES REGLEMENTAIRES

Cette annexe reprend les références réglementaires présentes dans la directive, le règlement délégué ou les notices

### *1. Synthèse*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 292**

1. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une synthèse concise et claire. Cette synthèse est compréhensible par les preneurs et les bénéficiaires.
2. La synthèse met en évidence tout changement important survenu dans l'activité et les résultats de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, son système de gouvernance, son profil de risque, la valorisation qu'elle applique à des fins de solvabilité et la gestion de son capital sur la période de référence.

**Règlement délégué, article 291**

Aux fins du présent chapitre, les informations à publier dans le rapport sur la solvabilité et la situation financière sont considérées comme importantes si leur omission ou leur inexactitude est susceptible d'influer sur la prise de décision ou le jugement des utilisateurs de ce document, y compris les autorités de contrôle.

### *2. Activité*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 293, paragraphe 1**

La rubrique A.1 Activité doit présenter l'ensemble des informations suivantes :
(a) le nom et la forme juridique de la mutuelle ;
(b) le nom et les coordonnées de l'autorité de contrôle chargée du contrôle financier et, s'il y a lieu, le nom et les coordonnées du contrôleur du groupe auquel l'entreprise appartient ;
(c) le nom et les coordonnées de l'auditeur externe ;
(d) une description des détenteurs de participations qualifiées dans l'entreprise ;
(e) lorsque l'entreprise appartient à un groupe, des informations détaillées sur la position occupée par l'entreprise dans la structure juridique du groupe ;
(f) les lignes d'activité importantes et ses zones géographiques importantes dans lesquelles elle exerce une activité ;
(g) toute opération importante ou tous autres événements survenus dans la période de référence qui ont eu un impact important.

**Notice ACPR, Orientation 1**

À la section « A.1 Activité » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises indiquent au moins les informations suivantes concernant leur activité :
a) le nom et la localisation des personnes morales ou physiques détenant directement ou indirectement des participations qualifiées dans l'entreprise (y compris l'entité participante ou la personne physique), la quote-part de la participation détenue et, si elle est différente, la quote-part des droits de vote détenus ;

b) la liste des entreprises liées significatives, y compris le nom, la forme juridique, le pays, la quote-part de la participation détenue et, si elle est différente, la quote-part des droits de vote détenus ;
c) la structure simplifiée du groupe.

### *3. Résultats de souscription*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 293, paragraphe 2**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient des informations qualitatives et quantitatives concernant les résultats de souscription de l'entreprise d'assurance ou de réassurance sur la période de référence, à un niveau agrégé ainsi que par ligne d'activité importante et zone géographique importante dans laquelle elle exerce une activité, assorties d'une comparaison avec les informations correspondantes publiées pour la précédente période de référence, telles qu'elles apparaissent dans les états financiers de l'entreprise.

### *4. Résultats des investissements*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 293, paragraphe 3**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations qualitatives et quantitatives suivantes concernant les résultats des investissements de l'entreprise d'assurance ou de réassurance sur la période de référence, assorties d'une comparaison avec les informations correspondantes publiées pour la précédente période de référence, telles qu'elles apparaissent dans les états financiers de l'entreprise :
(a) des informations sur les produits et les dépenses générés par les investissements, par catégorie d'actifs, et, s'il y a lieu aux fins d'une bonne compréhension de ces produits et dépenses, leurs composantes ;
(b) des informations sur les profits et les pertes comptabilisés directement en fonds propres ;
(c) des informations sur tout investissement dans des titrisations.

### *5. Résultats des autres activités*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 293, paragraphe 4**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière décrit les autres produits et dépenses importants de l'entreprise d'assurance ou de réassurance enregistrés sur la période de référence, assortis d'une comparaison avec les informations correspondantes publiées pour la précédente période de référence, telles qu'elles apparaissent dans les états financiers de l'entreprise.

**Notice ACPR, Orientation 2**

À la section « A.4. Résultats des autres activités » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises décrivent les accords de location pour chaque contrat de location significatif, en indiquant séparément les baux financiers et les baux d'exploitation.

### *6. Autres informations*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 293, paragraphe 5**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante relative à l'activité et aux résultats de l'entreprise d'assurance ou de réassurance.

### *7. Informations générales sur le système de gouvernance*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 1 et 9**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant le système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

(a) la structure de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de l'entreprise, y compris une description de ses principales missions et responsabilités, une brève description de la séparation des responsabilités en son sein, en particulier s'il comprend ou non des comités, et une description des principales missions et responsabilités des fonctions clés ;

(b) tout changement important du système de gouvernance survenu au cours de la période de référence ;

(c) des informations sur la politique et les pratiques de rémunération applicables aux membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle et, sauf indication contraire, aux salariés, y compris :

i) les principes de la politique de rémunération, avec une explication de l'importance relative de la part fixe et de la part variable de la rémunération ;

ii) des informations sur les critères de performance individuelle et collective ouvrant droit à l'attribution d'options sur actions, d'actions ou d'autres composantes variables de la rémunération ;

iii) une description des principales caractéristiques des régimes de retraite complémentaire et de retraite anticipée des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle et des titulaires d'autres fonctions clés ;

(d) des informations sur les transactions importantes conclues durant la période de référence avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle.

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une évaluation de l'adéquation du système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance par rapport à la nature, l'ampleur et la complexité des risques inhérents à son activité.

**Notice ACPR, Orientation 3**

À la section « B.1. Informations générales sur le système de gouvernance » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises expliquent les dispositions permettant aux fonctions clés de disposer de l'autorité, des ressources et de l'indépendance opérationnelle nécessaires afin de mener leurs tâches à bien et de rendre des comptes au conseil d'administration ou au conseil de surveillance et de le conseiller.

### *8. Exigences de compétence et d'honorabilité*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 2**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la politique de l'entreprise d'assurance ou de réassurance en matière de compétence et d'honorabilité :
(a) une description des exigences spécifiques d'aptitudes, de connaissances et d'expertise appliquées par l'entreprise aux personnes qui la dirigent effectivement ou qui occupent d'autres fonctions clés en son sein ;
(b) une description du processus par lequel l'entreprise apprécie la compétence et l'honorabilité des personnes qui la dirigent effectivement ou qui occupent d'autres fonctions clés en son sein.

### *9. Système de gestion des risques yc ORSA*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 3**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant le système de gestion des risques de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :
(a) une description du système de gestion des risques de l'entreprise, y compris des stratégies, processus et procédures de reporting appliquées dans ce cadre, ainsi que de la manière dont ce système permet d'identifier, de mesurer, de contrôler, de gérer et de déclarer efficacement et en continu les risques, au niveau individuel et agrégé, auxquels l'entreprise est ou pourrait être exposée ;
(b) une description de la manière dont le système de gestion des risques, y compris la fonction de gestion des risques, est intégré à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision de l'entreprise.

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 4**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la procédure que l'entreprise d'assurance ou de réassurance a adoptée pour satisfaire à son obligation de procéder à une évaluation interne des risques et de la solvabilité :
(a) une description du processus mis en oeuvre par l'entreprise pour satisfaire à son obligation de procéder à une évaluation interne des risques et de la solvabilité dans le cadre de son système de gestion des risques, y compris de la manière dont l'évaluation interne des risques et de la solvabilité est intégrée à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision de l'entreprise ;
(b) une déclaration indiquant à quelle fréquence l'évaluation interne des risques et de la solvabilité est examinée et approuvée par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de l'entreprise ;
(c) une déclaration expliquant comment l'entreprise a déterminé ses propres besoins de solvabilité compte tenu de son profil de risque et les interactions entre ses activités de gestion du capital et son système de gestion des risques.

**Notice ACPR, Orientation 4**

À la section « B.3 Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises utilisant un modèle interne partiel ou intégral pour calculer le SCR, décrivent au moins les informations suivantes concernant la gouvernance du modèle interne :
a) les fonctions responsables et les comités spécifiques, le cas échéant, leurs principales tâches, leurs postes et leurs responsabilités ;
b) la manière dont les comités existants interagissent avec le conseil d'administration et le directeur général ou, le cas échéant, le directoire afin de se conformer aux exigences énoncées à l'article L. 352-1 II du code des assurances ;
c) toute modification significative du modèle interne de gouvernance survenant au cours de la période de référence ;

d) la description du processus de validation (utilisé pour assurer le suivi des résultats et de l'adéquation permanente du modèle interne).

### *10. Système de contrôle interne*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 5**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant le système de contrôle interne de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :
(a) une description du système de contrôle interne de l'entreprise ;
(b) une description de la manière dont la fonction de vérification de la conformité est mise en oeuvre.

### *11. Fonction d'audit interne*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 6**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la fonction d'audit interne de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :
(a) une description de la manière dont la fonction d'audit interne de l'entreprise est mise en oeuvre ;
(b) une description de la manière dont la fonction d'audit interne de l'entreprise préserve son indépendance et son objectivité par rapport aux activités qu'elle examine.

### *12. Fonction actuarielle*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 7**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description de la manière dont la fonction actuarielle de l'entreprise d'assurance ou de réassurance est mise en oeuvre.

### *13. Sous-traitance*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 8**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description de la politique de sous-traitance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance et signale la sous-traitance, par cette entreprise, de toute activité ou fonction opérationnelle importante ou critique, en précisant le ressort territorial où se situe le prestataire de services chargé de cette activité ou fonction.

### *14. Autres informations*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 294, paragraphe 10**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante relative au système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance.

### *15. Profil de risque*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 295, paragraphes 1, 2, 3, 4 et 6**

1. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient des informations qualitatives et quantitatives concernant le profil de risque de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, conformément aux paragraphes 2 à 7, présentées séparément pour les catégories de risques suivantes : (a) risque de souscription ; (b) risque de marché ; (c) risque de crédit ; (d) risque de liquidité ; (e) risque opérationnel ; (f) autres risques importants.
2. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient les informations suivantes concernant l'exposition au risque de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, y compris l'exposition découlant de positions hors bilan et du transfert de risques à des véhicules de titrisation :
(a) une description des mesures utilisées pour évaluer les risques au sein de l'entreprise, y compris tout changement important survenu à cet égard au cours de la période de référence ;
(b) une description des risques importants auxquels l'entreprise est exposée, y compris tout changement important survenu à cet égard au cours de la période de référence ;
3. En ce qui concerne la concentration des risques, le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description des concentrations de risques importantes auxquelles l'entreprise d'assurance ou de réassurance est exposée.
4. En ce qui concerne l'atténuation du risque, le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description des techniques utilisées à cet effet et des procédures de suivi selon lesquelles il est vérifié que ces techniques restent efficaces.
6. En ce qui concerne la sensibilité aux risques, le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient une description des méthodes utilisées, des hypothèses formulées et du résultat des tests de résistance et des analyses de sensibilité réalisés pour les risques et événements importants.

### *16. Risque de souscription*

**Rappel de la règlementation**

**Notice ACPR, Orientation 5**

À la section « C.1 Risque de souscription » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, en ce qui concerne l'utilisation de véhicules de titrisation, indiquent si ceux-ci sont agréés au titre de l'article 211 de la directive Solvabilité 2, recensent les risques qui leur sont transférés et expliquent la manière dont le principe de couverture intégrale est évalué de manière constante.

### *17. Risque de marché*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 295, paragraphe 2 point c**

2. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient les informations suivantes concernant l'exposition au risque de l'entreprise d'assurance ou de réassurance, y compris

l'exposition découlant de positions hors bilan et du transfert de risques à des véhicules de titrisation :
(c) une description de la manière dont les actifs ont été investis conformément au principe de la « personne prudente » énoncé à l'article 132 de la directive 2009/138/CE, cette description rendant compte des risques visés à cet article et de la manière dont ils ont été pris en compte.

### *18. Risque de liquidité*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 295, paragraphe 5**

5. En ce qui concerne le risque de liquidité, le rapport sur la solvabilité et la situation financière indique le montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures, calculé conformément à l'article 260, paragraphe 2.

### *19. Autres informations*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 295, paragraphe 7**

7. Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante relative au profil de risque de l'entreprise d'assurance ou de réassurance.

### *20. Valorisation à des fins de solvabilité - Actifs*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 296, paragraphe 1**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la valorisation des actifs de l'entreprise d'assurance ou de réassurance à des fins de solvabilité :
(a) séparément pour chaque catégorie d'actifs importante, la valeur des actifs et une description des bases, méthodes et principales hypothèses utilisées pour leur valorisation à des fins de solvabilité ;
(b) séparément pour chaque catégorie d'actifs importante, une explication quantitative et qualitative de toute différence importante entre les bases, méthodes et principales hypothèses utilisées par l'entreprise pour la valorisation des actifs à des fins de solvabilité et celles utilisées pour leur valorisation dans les états financiers.

**Notice ACPR, Orientation 6**

À la section « D.1 Actifs » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, lorsqu'elles agrègent les actifs par catégories significatives afin de décrire la base de valorisation appliquée à ceux-ci, tiennent compte de la nature, de la fonction, du risque et de l'importance relative de ces actifs.
Les catégories autres que celles utilisées dans le modèle de bilan de Solvabilité 2, tel que défini dans la norme technique d'exécution concernant les procédures, les formats et les modèles du rapport sur la solvabilité et la situation financière, ne sont utilisées que si l'entreprise est en mesure de démontrer à l'autorité de contrôle qu'une autre présentation est plus claire et plus pertinente.

**Notice ACPR, Orientation 7**

À la section « D.1 Actifs » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, pour chaque catégorie significative d'actifs, indiquent au moins les informations quantitatives et narratives suivantes :
a) la base de comptabilisation et de valorisation appliquée, y compris les méthodes et les données d'entrée utilisées, ainsi que les appréciations faites autres que les estimations susceptibles d'avoir une incidence significative sur les montants comptabilisés, et notamment :
i. pour les immobilisations incorporelles significatives : nature des actifs et informations sur les preuves et les critères utilisés pour déduire l'existence d'un marché actif pour ces actifs ;
ii. pour les actifs financiers significatifs : informations sur les critères utilisés pour évaluer si les marchés sont actifs et, s'ils ne le sont pas, description du modèle de valorisation utilisé ;
iii. pour les baux financiers et les baux d'exploitation : description générale des accords de location pour chaque catégorie significative d'actifs faisant l'objet d'un contrat de location, en indiquant séparément les baux financiers et les baux d'exploitation ;
iv. pour les impôts différés actifs significatifs : informations sur l'origine de la comptabilisation des impôts différés actifs et le montant et la date d'échéance, le cas échéant, des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales non utilisées et des crédits d'impôt non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'est comptabilisé dans le bilan ;
v. pour les entreprises liées : si les entreprises liées n'ont pas été valorisées en utilisant des prix cotés sur un marché actif ou la méthode de la mise en équivalence corrigée, expliquer pourquoi l'utilisation de ces méthodes n'a pas été possible ;
b) toute modification des bases de comptabilisation et de valorisation utilisées ou des estimations au cours de la période de référence ;
c) hypothèses et appréciations, y compris celles concernant l'avenir, et autres sources majeures d'incertitude des estimations.

### *21. Valorisation à des fins de solvabilité – Provisions techniques*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 296, paragraphe 2**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la valorisation des provisions techniques de l'entreprise d'assurance ou de réassurance à des fins de solvabilité :
(a) séparément pour chaque ligne d'activité importante, la valeur des provisions techniques, y compris le montant de la meilleure estimation et de la marge de risque, et une description des bases, méthodes et principales hypothèses utilisées pour leur valorisation à des fins de solvabilité ;
(b) une description du niveau d'incertitude lié à la valeur des provisions techniques ;
(c) séparément pour chaque ligne d'activité importante, une explication quantitative et qualitative de toute différence importante entre les bases, méthodes et principales hypothèses utilisées par l'entreprise pour la valorisation des provisions techniques à des fins de solvabilité et celles utilisées pour leur valorisation dans les états financiers ;
(d) dans le cas où l'ajustement égalisateur visé à l'article 77 *ter* de la directive 2009/138/CE est appliqué, une description de l'ajustement égalisateur et du portefeuille d'engagements et des actifs du portefeuille assigné auxquels s'applique l'ajustement égalisateur, ainsi qu'une quantification des effets d'une annulation de l'ajustement égalisateur sur la situation financière de l'entreprise, y compris sur le montant des provisions techniques, le capital de solvabilité requis, le minimum de capital requis, les fonds propres de base et les montants de fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis ;
(e) une déclaration indiquant si l'entreprise utilise la correction pour volatilité visée à l'article 77 *quinquies* de la directive 2009/138/CE, et une quantification des effets d'une annulation de la correction pour volatilité sur la situation financière de l'entreprise, y compris sur le montant des

provisions techniques, le capital de solvabilité requis, le minimum de capital requis, les fonds propres de base et les montants de fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis ;
(f) une déclaration indiquant si la courbe des taux d'intérêt sans risque transitoire visée à l'article 308 *quater* de la directive 2009/138/CE est appliquée, et une quantification des effets de la non-application de cette mesure transitoire sur la situation financière de l'entreprise, y compris sur le montant des provisions techniques, le capital de solvabilité requis, le minimum de capital requis, les fonds propres de base et les montants de fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis ;
(g) une déclaration indiquant si la déduction transitoire visée à l'article 308 *quinquies* de la directive 2009/138/CE est appliquée, et une quantification des effets de la non-application de cette déduction transitoire sur la situation financière de l'entreprise, y compris sur le montant des provisions techniques, le capital de solvabilité requis, le minimum de capital requis, les fonds propres de base et les montants de fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis et le capital de solvabilité requis.
(h) une description des éléments suivants :
i) les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance et des véhicules de titrisation ;
ii) tout changement important des hypothèses pertinentes utilisées dans le calcul des provisions techniques par rapport à la précédente période de référence.

**Règlement délégué, article 296, paragraphe 4**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient des informations sur les domaines visés à l'article 260 en ce qui concerne le respect des exigences de publication applicables à l'entreprise d'assurance ou de réassurance conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article.

**Notice ACPR, Orientation 8**

À la section « D.2 Provisions techniques », telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises décrivent les méthodes simplifiées significatives utilisées pour calculer les provisions techniques, y compris celles utilisées pour calculer la marge de risque.

### *22. Valorisation à des fins de solvabilité – Autres passifs*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 296, paragraphe 3**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant la valorisation des autres passifs de l'entreprise d'assurance ou de réassurance à des fins de solvabilité :
(a) séparément pour chaque catégorie importante d'autres passifs, la valeur de ces autres actifs et une description des bases, méthodes et principales hypothèses utilisées pour leur valorisation à des fins de solvabilité ;
(b) séparément pour chaque catégorie importante d'autres passifs, une explication quantitative et qualitative de toute différence importante entre les bases, méthodes et principales hypothèses utilisées par l'entreprise pour la valorisation de ces autres passifs à des fins de solvabilité et celles utilisées pour leur valorisation dans les états financiers.

**Règlement délégué, article 296, paragraphe 4**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient des informations sur les domaines visés à l'article 260 en ce qui concerne le respect des exigences de publication applicables à

l'entreprise d'assurance ou de réassurance conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 3 du présent article.

**Notice ACPR, Orientation 9**

À la section « D.3 Autres passifs » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, lorsqu'elles agrègent des passifs autres que les provisions techniques par catégories significatives afin de décrire la base de valorisation appliquée à ceux-ci, tiennent compte de la nature, de la fonction, du risque et de l'importance relative de ces passifs.
Les catégories autres que celles utilisées dans le modèle de bilan de Solvabilité 2, tel que défini dans la norme technique sur les modèles à utiliser pour la communication d'informations aux autorités de contrôle, ne sont utilisées que si l'entreprise est en mesure de démontrer à l'autorité de contrôle qu'une autre présentation est plus claire et plus pertinente.

**Notice ACPR, Orientation 10**

À la section « D.3 Autres passifs » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, pour chaque catégorie significative de passifs autres que les provisions techniques, indiquent au moins les informations quantitatives et narratives suivantes :
a) la base de comptabilisation et de valorisation appliquée, y compris les méthodes et les données d'entrée utilisées, et notamment :
i. description générale des passifs significatifs découlant des accords de location, en indiquant séparément les informations sur les baux financiers et les baux d'exploitation ;
ii. l'origine de la comptabilisation des impôts différés passifs et le montant et la date d'échéance, le cas échéant, des différences temporelles déductibles ;
iii. la nature de l'engagement et, s'il est connu, le moment prévu des éventuelles sorties d'avantages économiques et une indication des incertitudes concernant le montant ou le moment des sorties d'avantages économiques et la manière dont il a été tenu compte du risque d'écart dans la valorisation ;
iv. la nature des passifs concernant les avantages du personnel et la ventilation des montants par nature du passif ainsi que la nature des actifs du régime à prestations définies, le montant de chaque catégorie d'actifs, la quote-part de chaque catégorie d'actifs dans le total des actifs du régime à prestations définies, y compris les droits de remboursement ;
b) toute modification des bases de comptabilisation et de valorisation utilisées ou des estimations au cours de la période de référence ;
c) hypothèses et appréciations, y compris celles concernant l'avenir, et autres sources majeures d'incertitude des estimations.

### *23. Valorisation à des fins de solvabilité – Autres informations*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 296, paragraphe 5**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante concernant la valorisation des actifs et des passifs à des fins de solvabilité.

### *24. Gestion des fonds propres – Fonds propres*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 297, paragraphe 1**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant les fonds propres de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :

(a) des informations sur les objectifs, politiques et procédures appliqués par l'entreprise pour la gestion de ses fonds propres, y compris des informations sur l'horizon temporel utilisé pour la planification des activités et sur tout changement important survenu au cours de la période de référence ;
(b) séparément pour chaque niveau de fonds propres, des informations sur la structure, le montant et la qualité des fonds propres à la fin de la période de référence et à la fin de la précédente période de référence, y compris une analyse des changements importants survenus à chaque niveau de fonds propres au cours de la période de référence ;
(c) le montant des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis, classés par niveau ;
(d) le montant des fonds propres de base éligibles pour couvrir le minimum de capital requis, classés par niveau ;
(e) une explication quantitative et qualitative de toute différence importante entre les fonds propres tels qu'ils apparaissent dans les états financiers de l'entreprise et l'excédent des actifs par rapport aux passifs tel que calculé à des fins de solvabilité ;
(f) pour chaque élément de fonds propres de base faisant l'objet des mesures transitoires prévues à l'article 308 *ter*, paragraphes 9 et 10, de la directive 2009/138/CE, une description de la nature de cet élément et son montant ;
(g) pour chaque élément important de fonds propres auxiliaires, une description de cet élément, son montant et, lorsqu'une méthode selon laquelle déterminer ce montant a été approuvée, cette méthode, ainsi que la nature et le nom de la contrepartie ou du groupe de contreparties pour les éléments visés à l'article 89, paragraphe 1, points a), b) et c), de la directive 2009/138/CE ;
(h) une description de tout élément déduit des fonds propres et une brève description de toute restriction notable affectant la disponibilité et la transférabilité des fonds propres au sein de l'entreprise. Aux fins du paragraphe g), les noms des contreparties ne sont pas divulgués lorsqu'une telle divulgation est juridiquement impossible ou impraticable ou lorsque les contreparties concernées ne sont pas importantes.

**Notice ACPR, Orientation 11**

À la section « E.1 Fonds propres » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, lorsque les entreprises communiquent des ratios de solvabilité en sus de ceux inclus dans l'étatS.23.01, le SFCR contient également une explication sur le calcul et la signification des ratios supplémentaires.

**Notice ACPR, Orientation 12**

À la section « E.1 Fonds propres » du SFCR, telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, en ce qui concerne leurs fonds propres, indiquent au moins les informations suivantes :
a) pour chaque élément de fonds propres significatif visé aux articles 69, 72, 74, 76 et 78, ainsi que pour les éléments approuvés par l'autorité de contrôle conformément à l'article 79 du règlement délégué (UE) n°2015/35, les informations requises à l'article 297, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n°2015/35, en différenciant entre éléments de fonds propres de base et éléments de fonds propres auxiliaires ;
b) pour chaque élément de fonds propres significatif, la mesure dans laquelle il est disponible, subordonné, ainsi que sa durée et toute autre caractéristique pertinente permettant d'en évaluer la qualité ;
c) l'analyse de toute évolution significative des fonds propres au cours de la période de référence, y compris la valeur des éléments de fonds propres émis au cours de l'année, la valeur des instruments rachetés au cours de l'année et la mesure dans laquelle l'émission a servi à financer le rachat ;
d) en ce qui concerne les créances subordonnées, l'explication de l'évolution de leur valeur ;

e) lorsque sont communiquées les informations prévues à l'article 297, paragraphe 1, point c), du règlement délégué (UE) n°2015/35, l'explication des éventuelles restrictions des fonds propres disponibles et l'incidence des limites sur les fonds propres éligibles de niveau 2, les fonds propres éligibles de niveau 3 et les fonds propres restreints de niveau 1 ;
f) les détails du mécanisme d'absorption des pertes sur le capital utilisé afin de respecter l'article 71, paragraphe 1, point e), du règlement délégué (UE) n°2015/35, y compris l'événement déclencheur, et ses effets ;
g) l'explication des principaux éléments de la réserve de réconciliation ;
h) pour chaque élément de fonds propres de base faisant l'objet de dispositions transitoires :
i. le niveau de classement de chaque élément de fonds propres de base et la justification de ce classement ;
ii. la date du prochain appel et la régularité des éventuelles dates d'appel ultérieures ou le fait qu'aucune date d'appel n'intervient avant la fin de la période transitoire ;
i) lorsque sont communiquées les informations prévues à l'article 297, paragraphe 1, point g), du règlement délégué (UE) n°2015/35, informations sur le type d'accord et la nature de l'élément de fonds propres de base que deviendrait chaque élément de fonds propres auxiliaires appelé ou versé, y compris le niveau, ainsi que la date d'approbation de l'élément par l'autorité de contrôle et, lorsqu'une méthode a été approuvée, la durée de l'approbation ;
j) lorsqu'une méthode a été utilisée pour déterminer le montant d'un élément de fonds propres auxiliaires significatif, les entreprises devraient décrire :
i. l'évolution de la valorisation fournie par la méthode au fil du temps ;
ii. les données d'entrée de la méthodologie auxquelles est principalement due cette évolution ;
iii. la mesure dans laquelle le montant calculé est affecté par l'expérience passée, y compris le résultat d'appels antérieurs ;
k) en ce qui concerne les éléments déduits des fonds propres :
i. l'excédent total des actifs par rapport aux passifs au sein des fonds cantonnés et des portefeuilles auxquels est appliqué l'ajustement égalisateur, en définissant le montant pour lequel un ajustement est effectué au moment de déterminer les fonds propres disponibles ;
ii. l'ampleur et les raisons des restrictions, des déductions et des charges significatives des fonds propres.

### *25. Gestion des fonds propres – SCR et MCR*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 297, paragraphe 2**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant le capital de solvabilité requis et le minimum de capital requis de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :
(a) le montant du capital de solvabilité requis et du minimum de capital requis à la fin de la période de référence, assorti, s'il y a lieu, d'une indication selon laquelle le montant définitif du capital de solvabilité requis reste subordonné à une évaluation par les autorités de contrôle ;
(b) le montant du capital de solvabilité requis de l'entreprise scindé par module de risque lorsque l'entreprise applique la formule standard, ou par catégorie de risques lorsqu'elle utilise un modèle interne ;
(c) si, et pour quels modules et sous-modules de risque de la formule standard, l'entreprise utilise des calculs simplifiés ;
(d) si, et pour quels paramètres de la formule standard, l'entreprise utilise des paramètres qui lui sont propres, conformément à l'article 104, paragraphe 7, de la directive 2009/138/CE ;
(e) s'il y a lieu, une déclaration indiquant que l'État membre de l'entreprise a fait usage de la faculté prévue à l'article 51, paragraphe 2, troisième alinéa, de la directive 2009/138/CE ;

(f) sauf si l'État membre de l'entreprise a fait usage de la faculté prévue à l'article 51, paragraphe 2, troisième alinéa, de la directive 2009/138/CE, l'effet de tout paramètre propre à l'entreprise qu'elle est tenue d'utiliser conformément à l'article 110 de ladite directive et le montant de toute exigence de capital supplémentaire appliquée au capital de solvabilité requis, avec des informations concises sur sa justification par l'autorité de contrôle concernée ;
(g) des informations sur les données utilisées par l'entreprise pour calculer le minimum de capital requis ;
(h) tout changement important du capital de solvabilité requis ou du minimum de capital requis survenu dans la période de référence, et les raisons de ce changement.

### *26. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 297, paragraphe 3**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes en ce qui concerne la faculté prévue à l'article 304 de la directive 2009/138/CE :
(a) une déclaration indiquant si l'entreprise utilise le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée prévu dans cet article pour le calcul du capital de solvabilité requis, après approbation de son autorité de contrôle ;
(b) le cas échéant, le montant de l'exigence de capital qui en résulte pour le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée.

### *27. Différence entre la formule standard et tout modèle interne utilisé*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 297, paragraphe 4**

Lorsque le capital de solvabilité requis est calculé à l'aide d'un modèle interne, le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient également l'ensemble des informations suivantes :
(a) une description des diverses fins auxquelles l'entreprise utilise son modèle interne ;
(b) une description du champ du modèle interne en termes d'unités opérationnelles et de catégories de risques ;
(c) lorsqu'un modèle interne partiel est utilisé, une description de la technique utilisée pour intégrer celui-ci à la formule standard, y compris, s'il y a lieu, une description des techniques alternatives utilisées ;
(d) une description des méthodes utilisées dans le modèle interne pour calculer la distribution de probabilité prévisionnelle et le capital de solvabilité requis ;
(e) une explication, par module de risque, des principales différences dans les méthodes et hypothèses sous-jacentes respectivement utilisées dans la formule standard et le modèle interne ;
(f) la mesure du risque et l'horizon temporel utilisés dans le modèle interne et, lorsque ce ne sont pas les mêmes que ceux prévus à l'article 101, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE, une explication de la raison pour laquelle le capital de solvabilité requis tel que calculé avec le modèle interne garantit aux preneurs et aux bénéficiaires un niveau de protection équivalent à celui prévu à l'article 101 de ladite directive ;
(g) une description de la nature et du caractère approprié des données utilisées dans le modèle interne.

**Notice ACPR, Orientation 13**

À la section « E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé », telle qu'indiquée à l'annexe XX du règlement délégué (UE) n°2015/35, les entreprises, lorsqu'elles communiquent les principales différences des méthodologies et des hypothèses sous-jacentes utilisées dans la formule standard et dans le modèle interne, décrivent au moins ce qui suit :
a) la structure du modèle interne ;
b) les méthodologies d'agrégation et les effets de la diversification ;
c) les risques non couverts par la formule standard mais couverts par le modèle interne.

### *28. Non-respect du SCR ou du MCR*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 297, paragraphe 5**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière contient l'ensemble des informations suivantes concernant tout manquement au minimum de capital requis et tout manquement grave au capital de solvabilité requis de l'entreprise d'assurance ou de réassurance :
(a) pour tout manquement à l'exigence de minimum de capital requis : la durée et le montant maximum de ce manquement au cours de la période de référence, une explication de son origine et de ses conséquences, toute mesure corrective prise, comme prévu à l'article 51, paragraphe 1, point e) v), de la directive 2009/138/CE, et une explication de l'effet de ces mesures correctives ;
(b) lorsque le manquement au minimum de capital requis n'a pas été résolu par la suite : le montant du manquement à la date du rapport ;
(c) pour tout manquement grave au capital de solvabilité requis au cours de la période de référence : la durée et le montant maximum de ce manquement grave au cours de la période de référence, une explication de son origine et de ses conséquences, toute mesure corrective prise, comme prévu à l'article 51, paragraphe 1, point e) v), de la directive 2009/138/CE, et une explication de l'effet de ces mesures correctives ;
(d) lorsque le manquement grave au capital de solvabilité requis n'a pas été résolu par la suite : le montant du manquement à la date du rapport.

### *29. Autres informations*

**Rappel de la règlementation**

**Règlement délégué, article 297, paragraphe 6**

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière présente, dans une section séparée, toute autre information importante relative à la gestion du capital de l'entreprise d'assurance ou de réassurance.